

FRANCE FORUM

Emmanuel Mounier

LA DROGUE : DES SOCIÉTÉS PRIMITIVES
A L'ÉPIDÉMIE ACTUELLE

Pour une mondialisation de la nature

La V^e République et l'électoratisme

LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES DE 1971

idéologie et philosophie

PARADIS ÉLECTRONIQUE ET FRUIT DÉFENDU

Les conceptions internationales du Premier Britannique

TEILHARD : un prophète en procès

Maurice Clavel censuré et censeur

MORT DE L'AMOUR

N^{os} 114-115
JAN.-FEV. 1972
6 F

JEAN-MARIE DOMENACH — JEAN-MARIE PELT — HENRI BOURBON
PHILIPPE SAINT-MARC — ALAIN JOURDAN — ALAIN ET MARIE-
CHRISTINE DELCAMP — ETIENNE BORNE — MAURICE BLIN
— CHARLES MELCHIOR DE MOLENES — FRANÇOIS HENRY

FRANCE FORUM

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

42, bd de Latour-Maubourg, Paris-7^e

C.C.P. Paris 14.788-84. Tél. 551-24-05

Prix de vente au numéro 3 F

Abonnement : 8 n^{os} par an 25 F

Abonnement de soutien 35 F

Sommaire

114-115

EMMANUEL MOUNIER : LES DERNIERES ANNEES, PAR JEAN-MARIE DOMENACH	3
LA DROGUE : DES SOCIETES PRIMITIVES A L'EPIDEMIE ACTUELLE, INTERVIEW DE JEAN-MARIE PELT, PAR HENRI BOURBON	10
POUR UNE MONDIALISATION DE LA NATURE, PAR PHILIPPE SAINT MARC	18
LA V^e REPUBLIQUE ET L'ELECTORALISME, PAR ALAIN JOURDAN	25
LES ELECTIONS SENATORIALES DE 1971, PAR ALAIN ET MARIE-CHRISTINE DELCAMP	29
IDEOLOGIE ET PHILOSOPHIE, PAR ETIENNE BORNE	36
PARADIS ELECTRONIQUE ET FRUIT DEFENDU, PAR MAURICE BLIN	43
LES CONCEPTIONS INTERNATIONALES DU PREMIER BRITANNIQUE, PAR CHARLES MELCHIOR DE MOLENES	46
TEILHARD : UN PROPHETE EN PROCES, PAR FRANÇOIS HENRY	52
 POLEMIQUES ET DIALOGUES	
MAURICE CLAVEL censuré et censeur	56
 PROPOS DU TEMPS	
MORT DE L'AMOUR, PAR ETIENNE BORNE	70
 CINEMA	
LA DECADE PRODIGIEUSE, PAR BEATRICE MOINE	59
LES TEMPS MODERNES, PAR JEAN-MARIE DAILLET	61
 NOTES DE LECTURE	
SOCIALISATION DE LA NATURE, DE PHILIPPE SAINT MARC, PAR H. BOURBON ..	63
HISTOIRE DE LA REPUBLIQUE GAULLIENNE, DE PIERRE VIANSSON-PONTE PAR D. BAUDIS ..	64
OMBRES ET LUMIERES DE L'OCCIDENT MEDIEVAL, DE JEAN CHELINI	65
MILITER, D'EUGENE DESCAMPS PAR PIERRE LETAMENDIA	67

JAN. - FEV. 1972

- Les enfantillages ont un temps. L'enfance n'en a pas. A mesure que les années passent, il faut, pour la garder, la reconquérir sur l'hostilité de l'âge. On verra bien si nous ne savons pas, au moins à quelques-uns, parer à l'invasion de l'âme bourgeoise. Nous demandons, au bout du compte, à être jugés là-dessus.
- Tous ces pauvres bonshommes ridicules : « Jure-moi que tu n'aimes que moi », comme si l'amour que parfois réalisent un homme et une femme n'était pas la réussite de ce que devrait être notre amour pour chaque être...
- Une vieille habitude de tranquillité bourgeoise nous fait croire à l'ordre chaque fois que le repos s'établit. La question est de savoir si le monde n'est pas plutôt fait de telle sorte que le repos y soit toujours un désordre.
- J'aime que les grandes audaces se présentent sous le vêtement d'une assurance modeste, et que la façade ne précède pas la maison.
- Je crains fort que « le règne de la liberté » dans l'immanence marxiste, quand tous les hommes seront façonnés à la doctrine d'Etat, n'imité le détour hypocrite de la liberté capitaliste.
- Réapprenons le sens charnel du monde, le compagnonnage avec les choses.
- La personne n'est pas l'être, elle est mouvement d'être vers l'être.
- Il faut d'abord que chacun apprenne à se tenir debout tout seul. La personne, c'est la puissance d'affronter le monde, l'opinion, la lâcheté collective.
- Le destin central de l'homme n'est pas de maîtriser la nature ni de savourer sa propre vie, mais de réaliser progressivement la communication des consciences et la compréhension universelle.
- Un régime personnaliste est un régime qui assure à chaque personne, réellement et non par délégation collective, son poste d'autonomie et de responsabilité efficace dans l'organisme collectif, et qui ne refuse à aucune, même réticente sur le régime, le minimum des droits de la personne. Démocratie, si l'on garde le mot, et peu m'importe, ce n'est pas pour nous le régime du nombre anonyme, voire la sanction de l'unanimité, mais le règne de la responsabilité vivante dans le droit vivant.
- L'absurde est un divorce entre l'esprit qui désire et le monde qui déçoit.
- Le poète est non pas celui qui fait des vers, mais celui qui vit poétiquement.
- Une des déviations maîtresses du capitalisme est d'avoir soumis la vie spirituelle à la consommation, la consommation à la production et la production au profit, alors que la hiérarchie naturelle est la hiérarchie inverse.
- La disparition de l'angoisse primitive, l'accès à de meilleures conditions de vie n'entraînent pas infailliblement la libération de l'homme, mais plus communément peut-être son embourgeoisement et sa dégradation spirituelle.
- Nous ne voulons pas un monde heureux, nous voulons un monde humain.
- Jamais on ne nous fera penser, écrire ou agir selon ces blocs qui recouvrent toutes les paresse, toutes les confusions et tous les mensonges : droite, gauche ; marxisme, antimarxisme ; France, anti-France.
- Que l'on puisse mettre (et sans imposture) le nom de chrétien à tant de déterminations politiques contradictoires montre assez que, si le christianisme commande un esprit en politique, il ne commande pas une politique.
- Il y a une Sagesse qui a une raison, mais une folie seule peut aboutir.
- Dès qu'on se livre sans réserve au politique, on glisse sur la pente de proche en proche. Il faudrait être dans le politique sans jamais être du politique, y emporter avec soi la nostalgie et la distinction des vraies valeurs et des plus intimes familiarités humaines.
- La vie en poésie est un aspect central de la vie personnelle et devrait compter dans notre pain quotidien.
- L'artiste est à la fois la parole de l'univers secret et la parole des hommes de son temps. Intermédiaire de l'un aux autres, jamais entièrement accordé ni à l'un ni aux autres, il doit tendre cependant à nouer cette double communauté avec l'univers et avec les hommes, et si possible rejoindre l'un à l'autre.
- Etre poète et contemplatif, aimer les hommes et leurs rêves, mais aussi leur misère et leur justice, et devoir être un rouage dans le mécanisme de l'argent ou de la guerre, parce qu'il faut vivre, ce sort disloqué est représentatif d'une époque où les formes de vie divorcent d'avec les raisons de vivre.
- Il y a dans la personne une passion indomptable qui brûle en elle comme un feu divin. Elle se dresse et claue au vent chaque fois qu'elle flaire la menace de la servitude et préfère défendre, plutôt que sa vie, la dignité de sa vie. Elle définit l'homme libre, l'intraitable.

Emmanuel Mounier

LES DERNIÈRES ANNÉES : 1944-1950

par Jean-Marie Domenach

En 1936, Emmanuel Mounier publie « Manifeste au service du personnelisme ». Esprit présente des études sur : « Où va le syndicalisme ? » — « La femme aussi est une personne » — « Alerte à la culture dirigée ».

Nous présentons, ci-après, les bonnes feuilles du livre que notre ami Jean-Marie Domenach a consacré à Emmanuel Mounier et qui paraîtra prochainement aux Editions du Seuil dans la collection « Microcosme - Ecrivains de toujours ». Jean-Marie Domenach, aujourd'hui directeur de la revue « Esprit », retrace les étapes essentielles de la vie et de la pensée de Mounier dont il fut un très proche collaborateur de 1945 à 1950. Et Jean-Marie Domenach applique à Mounier ces lignes de Mounier sur Péguy : « Quelques hommes, dans ce monde troublé, arrivent à nous ainsi de cet éveil qui s'épanouit en eux rayonne un message ». Un « Emmanuel Mounier » par Etienne Borne sortira des presses à la même époque que le « Mounier » de Domenach. Il sera publié par Seghers dans la collection « Philosophes de tous les temps ». Ce livre écrit par un homme qui fut un ami de Mounier depuis les origines d'« Esprit » s'attache à montrer l'actualité de la pensée de Mounier dans le contexte culturel contemporain.

CETTE SAISON OU LE TRAVAIL REPRENAIT...

On connaît la fameuse phrase de Malraux, reprise par Sartre : la mort transforme une vie en destin. Recomposant, vingt ans après sa mort, l'itinéraire d'Emmanuel Mounier, je ne parviens pas à l'enfermer dans un destin. J'y vois même tout le contraire : une faculté inépuisable de se reprendre et de se refaire, le constant rebondissement de la fidélité à l'imagination. L'échec du dialogue avec le parti communiste, il l'a déjà dépassé lorsqu'il meurt, à la veille de sa quarante-cinquième année, après avoir annoté, tard dans la nuit, la *Critique de l'économie politique*, car sa réaction à la polémique que mènent contre lui des marxistes n'est pas d'écrire un pamphlet contre eux, mais de relire Marx.

A vrai dire, pour lui, il ne saurait y avoir d'échec parce qu'aussitôt il en tire de la force pour contourner l'obstacle, par-dessous ou par-dessus. *Forcer l'issue*, cela revient constamment dans ses ordres du jour. D'ailleurs l'échec ne le bouleverse pas puisqu'il l'a, dès le début, inscrit dans son projet de vie, comme le mode même

de sa réussite, à l'inverse des succès mondains et de l'efficacité politique. D'ailleurs, par la force des choses, ce principe moral devient une méthode de travail : un chef d'équipe, un directeur de revue est résigné d'avance à ce qu'une petite partie seulement de ses projets aboutisse. C'est pourquoi il les multiplie, lançant des sujets d'articles et de numéros spéciaux, suggérant des thèmes de recherche, rassemblant des groupes et convoquant des réunions... Ce qu'il réalise n'est pas le dixième de ce qu'il entreprend — et c'est déjà gigantesque. Mais le reste continue souvent de cheminer, s'infiltrer et se répercute en influence, en œuvres, en êtres suscités et enseignés. Il est étonnant de voir comment, tout au long de sa vie, et d'une certaine manière encore après sa mort, Mounier convoque une foule d'hommes un à un, et combien viennent à lui, souvent sur un signe qui ne leur était pas destiné. Ce don mêlé d'une œuvre et d'une vie, c'est l'inimitable que rien ne ressuscite, sinon un langage qui porte toujours un appel parce qu'il s'est formé dans une région plus profonde que l'intelligence, parce qu'il procède de cette générosité qui donne à sa

pédagogie un pouvoir politique. Cette force prend un nouvel essor dans les six dernières années de sa vie. En même temps qu'elle s'affirme par une œuvre personnelle, elle embrasse davantage d'idées, elle relie de nouveaux compagnons et cela aussi abolit l'échec, puisque l'équipe qu'il a soudée pourra continuer ce qui est, pour lui, comme pour Péguy, plus important qu'une littérature personnelle : une œuvre commune, une amitié.

LA RELANCE D'« ESPRIT »

Dès que la route de Paris est ouverte, Mounier rentre, plein de projets qu'il a mûris dans sa retraite et dans les réunions clandestines, porté par la vague d'espérance qui soulève la France libérée, — plus lié encore à son œuvre par la victoire acquise et par les camarades qui l'ont payée de leur vie. Rien ne lui laisse présager que c'est sa dernière étape, mais il se jette au travail avec une énergie multipliée. Magnifique automne 1944 — cette saison qu'aime Mounier, où le travail reprenait... A force de démarches, il parvient à faire reparaître *Esprit* en décembre 1944. Bientôt la revue s'installe au 27 de la rue Jacob ; elle y occupe un étage au-dessus des Editions du Seuil où doivent reparaître les « collec-

Octobre 1932 : premier numéro d'*Esprit*. Du fond de la contestation des années 30 se lèvent un homme et une équipe qui ont résolu de vivre pleinement leur temps en inventant l'avenir... « la joie dépourvue et légère d'être les enfants d'un siècle, sûrs de n'être jamais installés... »

ESPRIT

REVUE INTERNATIONALE

ÉDITION FRANÇAISE

1^{re} Année N° 1 ————— Octobre 1932

SOMMAIRE :

Avertissement 3

Œuvres

EMMANUEL MOUNIER Refaire la Renaissance 5
 GEORGES IZARD } La Patrie et la Mort 52
 MARCELLE GIFFARDOT-MAGNINER } 1. Conflit d'amours 52
 MARCELLE GIFFARDOT-MAGNINER Cantador 67

Confrontations

LE COMMUNISME DEVANT L'OCCIDENT

SYLVEIRE Contre 80
 NICOLAS BERDIAEFF Vérité et mensonge du Communisme 104

Chroniques

Chronique du mouvement : 129
 Destin du Spirituel. — Georges Izard : Révolution pour *Esprit* 137
 Chronique de la vie privée. — André Bridoux : Notes préliminaires 142
 Chronique artistique. — André Deléage : L'Internationale de l'Art 150
 L'Homme dans la Cité. — Jean Lacroix : Individualisme et Socialisme. — Louis-Émile Galey : La cité, projection plane de l'état social. — D^r René Biot : A la recherche de la médecine humaine 156

Les Événements et les Hommes

Les Arts. — Jacques de Monléon et Pierre Vérité : Points de vue sur Picasso. — André Deléage : Films 1932 171
 La Cité. — André Ulmann : Notes sur le commandement. — André Ulmann : Journal économique. — Denis de Rougemont et C. de Véricourt : A l'index 180

tions *Esprit* », dont la plus célèbre « Frontière ouverte », sera la première à initier les Français aux problèmes du Tiers-Monde. Le Comité directeur et les groupes de rédaction sont mis en place ; un « collège personnaliste » réunit des philosophes au-delà du cercle de la revue ; les groupes *Esprit* se reconstituent en province et les contacts reprennent aussitôt avec l'étranger ; à Paris, un « Club du citoyen », animé par Paul Fraisse, se consacre à la critique de l'information et à l'éducation politique...

Dans le même temps, Mounier réalise un rêve qu'il avait formé depuis longtemps : habiter à l'écart du centre de Paris en compagnie de quelques camarades, afin de rompre avec l'anonymat urbain et de mener cette vie communautaire qu'il n'a pu jusqu'alors qu'essayer. Réaliste comme il l'était dans ses utopies, il avait, avant guerre, battu la banlieue à la recherche du coin idéal, plantant enfin sa tente à Châtenay-Malabry : un hectare et demi de parc et trois maisons assez ruinées. Paul Fraisse s'emploie à remettre les lieux en état et bientôt trois familles s'installent aux « Murs blancs » : les Fraisse, les Marrou et les Mounier ; la mienne les rejoindra en septembre 1946, les Baboulène un an plus tard. Une communauté ? pas vraiment si l'on donne à ce mot son sens fort. Disons plutôt une amitié. Mounier, qui a tant insisté sur la valeur du privé, se méfie des groupes fusionnels. Chaque famille conserve donc son autonomie au sein d'un ensemble qui se sait orienté à la même œuvre et qui se donne ses propres lois. Construction souple, — c'est sans doute pourquoi elle dure encore. Avec son ardeur habituelle, Mounier s'essaye à la culture des pommes de terre et à la taille des arbustes. Châtenay est pour lui un lieu d'équilibre : travail d'équipe, réceptions amicales et réunions d'*Esprit* ne l'empêchent pas de se consacrer à une besogne personnelle qui semble fantastique lorsqu'on sait qu'en sus de ses occupations habituelles et de ses tournées de conférences, il va, pendant cinq ans, entreprendre de longs voyages, en Pologne, en Allemagne, en Afrique noire, en Scandinavie.

Depuis le lancement d'*Esprit*, Mounier avait travaillé en équipe, mais, pour la première fois, il semble vouloir s'appuyer sur des institutions : un rédacteur en chef permanent, un comité directeur et la communauté des « Murs blancs ». Les réunions, régulières ou improvisées, se multiplient, rue Jacob ou à Châtenay, sans parler du Congrès annuel de Jouy-en-Josas, rassemblant, outre les collaborateurs habituels, des philosophes, des théologiens, des artistes, des spécialistes de toute discipline. Mounier est presque toujours présent, la tête un peu penchée, écoutant ; parfois il questionne, rarement il objecte, fixé sur le sujet commun et non sur son opinion propre, chose si rare dans ce genre de débat. Mais il note inlassablement, d'une écriture serrée, les diverses interventions, puis il en fait son miel. C'est déjà ainsi que fut préparé l'éditorial d'octobre 1932. Après-guerre, quelques éditoriaux seront même le produit d'une rédaction collective. Et pourtant, cet homme passionné de dialogue et de nouveauté, qui s'entend à « accrocher » tous ceux qui ont quelque chose à dire, revient tenacement à sa méditation et se recueille

sur son œuvre propre. C'est bien lui qui, au bon moment, pose les questions importantes et donne les orientations décisives. Autant que jamais il dirige *Esprit*, et voilà qu'il va multiplier ses travaux personnels sur plusieurs fronts.

Faisons le compte : en plus des articles qu'il donne à *Esprit* et ailleurs (sans parler des contributions « alimentaires » à la radio), en plus des grands numéros spéciaux qu'il anime (« Monde chrétien, monde moderne », « L'homme américain », « Des Allemands parlent de l'Allemagne », « Marxisme ouvert contre marxisme scholastique », « Médecine, quatrième pouvoir », etc.), il ne publie pas moins de huit ouvrages en cinq ans. Deux, il est vrai, ont été rédigés dans la période précédente : *Liberté sous conditions* et *L'Affrontement chrétien*, et le *Traité du Caractère* l'est plus qu'à moitié à la libération. Mais les autres — courts il est vrai — se succèdent à un rythme pressé : *L'Introduction aux existentialismes* (1947), *Qu'est-ce que le personnelisme ?* (1947), *L'Eveil de l'Afrique noire* (1948), *la Petite Peur du XX^e siècle* (1948), *le Personnelisme* (1949). En 1950, lorsqu'il meurt, le premier de ses « Carnets de route » dont il a préparé la publication est prêt pour l'édition : c'est *Feu la Chrétienté* (textes sur la foi et l'Église), qui sera suivi des *Certitudes difficiles* (textes politiques), puis de *L'Espoir des désespérés* (études sur Bernanos, Camus, Malraux et Sartre) : on y retrouve ses principaux articles d'*Esprit* complétés par d'autres essais.

Dans cette dernière époque, 1945-1950, Mounier a retrouvé sa fécondité des années 1932-1934. C'est qu'il s'agit vraiment pour lui d'un recommencement, presque d'une résurrection. *Esprit*, qui a du premier coup triplé son tirage, atteint les douze mille exemplaires. L'amalgame s'y opère entre les anciens et une multitude de jeunes qui sortent de la Résistance. Et puis il semble que sa vie personnelle, au milieu de ce tourbillon, atteigne un point de calme heureux. Deux autres petites filles sont venues à son foyer ; la tragédie de l'aînée, si elle n'est pas oubliée, s'est confondue, comme il l'avait souhaité, avec la souffrance de l'Europe écrasée et maintenant libre. Avec tous ses camarades, il imagine qu'une aurore se lève, qu'une transfiguration s'est opérée à travers l'horreur et que désormais tout peut être repris à neuf. On a sauvé la liberté. Les élites traditionnelles sont discréditées. La bourgeoisie se terre. L'épreuve assumée en commun va rassembler les hommes pour la reconstruction ; un moment, il croit possible le rassemblement de tous ceux qui combattent pour l'humanisme nouveau : il s'adresse à Camus, à Sartre, à Malraux pour leur dire qu'il est prêt à s'associer avec eux dans une œuvre commune.

Pas une minute, Mounier ne songe à utiliser la Résistance, à exploiter son fonds à la faveur des circonstances. Plus que jamais il se tient en alerte, à l'écart des modes ; il continue de pratiquer cette étonnante gymnastique dont ses carnets intimes et ses lettres nous livrent le secret : méditations toujours ouvertes à la rencontre, à l'imprévu, oraisons jaculatoires, effusions amicales ; s'il réprimande, c'est toujours en se plaçant sur le terrain de son interlocuteur. *Emmanuel*, et non pas le chef de rayon du personnelisme... Fidèle

à sa résolution, le voilà à la fois plus engagé et plus détaché que jamais, disponible à toute suggestion, à toute controverse, se portant sur tous les points menacés, avec une alacrité que rien ne décourage. Car l'idylle de la Libération ne dure pas, la guerre froide empoisonne tout ; mais ni la bêtise sectaire des staliniens ni le harcèlement cruel de certains progressistes ne l'entraîneront à la colère et au mépris, à médire des hommes ou à se venger sur les idées, ne le feront renoncer à son précepte majeur : *Le but suprême de l'intelligence est la communion.*

Avec les communistes, nous l'avons vu, c'est le dialogue debout et l'appel au ressourcement qu'exprime le numéro spécial de 1948. Face à l'existentialisme qui fait irruption en 1945, Mounier suit la même méthode : non pas réduire et écraser, mais au contraire comprendre et restituer un *existentialisme complet* ; il en dresse l'arbre généalogique dans *L'Introduction aux existentialismes*, ouvrage par quelques côtés hâtif mais qui dégage et restitue les points essentiels ; pas une ligne de polémique, mais un énorme effort pour expliquer et pour, au sens fort du mot, « assimiler ». Derrière la mode tapageuse, Mounier salue *le retour à la philosophie du sujet* et souhaite en conclusion que l'existentialisme renouvelle le visage du rationalisme occidental. Mais plus encore ses études sur Bernanos, Camus, Malraux, Sartre, donnent le modèle d'une critique de la générosité, qui vise à faire de chacun de ces auteurs non point cet objet désossé et cuisiné qu'aime à nous servir la critique contemporaine, mais un « sujet », réellement un sujet ressaisi dans sa vérité, entraîné dans un dialogue, voire rappelé, comme Malraux, à son inspiration originelle. *A chaque homme sa voix*, écrit-il à propos de Camus, et à *chaque voix ses limites, qui renforcent sa portée* : précepte contraire à celui de la critique qui a coutume de retourner contre un auteur ses faiblesses et ses contradictions. *Quelle proportion entre une œuvre de littérature et une œuvre d'amitié ?* écrivait-il un jour, ce qui donne bien la mesure de son échelle de valeurs. Mais il me semble que dans *L'Espoir des désespérés* il a réussi à joindre l'une à l'autre, et à poursuivre avec ses grands contemporains ce dialogue qu'il avait entamé avec Nietzsche, l'adversaire fraternel.

LA SYNTHÈSE PERSONNALISTE

Dès le début, Mounier s'était mis en garde contre cet impérialisme intellectuel qui consiste à « intégrer » l'autre, c'est-à-dire à le digérer, — méthode typiquement hégélienne, contraire à la dialectique personaliste. Bien vite, il abandonnera même la prétention au dépassement, qui fleurit dans les années 30, particulièrement à l'égard du marxisme. L'expression *au-delà* cèdera progressivement la place à l'expression *au cœur de* (*au cœur du matérialisme, du collectivisme, du spiritualisme...*), qui implique qu'on ne saute pas par-dessus, mais qu'on cherche d'abord à approfondir. C'est soi-même qu'il s'agit de dépasser, sa propre pensée, avant et avec celle d'autrui. Voilà pourquoi, parallèlement à l'exploration des pensées et des œuvres voisines, Mounier se retourne

1940 : Mounier ne concède rien au nazisme ni au pétainisme. L'hostilité radicale d'Esprit au totalitarisme conduit les services de la censure du gouvernement de Vichy à interdire la revue en juillet 1941 — Emmanuel Mounier participe aux actions de la Résistance.

vers sa propre philosophie avec une sévérité qu'il n'applique pas aux autres. *Qu'est-ce que le personnalisme ?* s'ouvre et se clôt par deux chapitres qui ont un ton d'autocritique et de vigilance : « Le personnalisme de la pureté » et « les équivoques du personnalisme ». Plus durement que jamais, Mounier repousse les contre-façons : individualisme, idéalisme, spiritualisme, toute cette *éloquence sacrée* qu'on déploie autour de la personne humaine ; il rappelle la nécessité de l'engagement, qui lui a appris à se reconnaître socialiste et l'oblige maintenant à refuser la position avantageuse du donneur de leçon : *Il est bon de rappeler que le personnalisme ne vise pas à l'édification des socialistes, mais à l'édification de la cité socialiste.* Il est une autre tentation du personnalisme, voisine et plus subtile, celle de l'éclectisme : *Les personnalistes donnent parfois l'impression de vouloir être partout (...), d'intégrer à tour de bras, d'annexer sans vergogne et de digérer sans malaise.* Il faut donc rappeler que *le don d'accueil reste inséparable de la rigueur et de la décision. (...) C'est donc toujours un axe de valeurs irréductibles qui donnera aux vérités rassemblées leur perspective, leur sens et jusqu'à leur texture.*

Tels sont les préalables d'un personnalisme que Mounier entreprend de repenser, de « revisiter » comme on dit en anglais. Le ton est moins tranchant, moins apodictique qu'en 1932 ; l'accent n'est pas mis d'emblée sur les valeurs qu'il faut vivre, ni sur l'utopie de la cité harmonieuse, mais sur une tâche commune où doivent s'intégrer les apports des nouvelles sciences de l'homme, tâche qui reste ouverte comme au premier

jour, qui apparaît plus neuve encore qu'au premier jour. *Ce n'est pas une image de l'homme ou un rêve de l'humanité que nous proposons comme mythe, mais un travail, le travail humain à proprement parler, pris dans toute son extension, le perpétuel rassemblement des données fondamentales de la civilisation, l'invention perpétuelle d'une synthèse qu'aucun âge ne réalise à jamais. La permanence de l'homme, c'est l'aventure ; la nature de l'homme, c'est l'artifice. Assumer cette aventure, diriger cet artifice, afin que l'homme, sous des visages chaque fois inattendus, soit toujours plus homme, telle est la tâche où, pour nous, tradition et révolution dialoguent et se poussent l'un l'autre.*

De ce personnalisme nettoyé, mûri, élargi, Mounier donne la synthèse dans son opuscule de la collection « Que sais-je ? », une synthèse un peu bousculée, mais dont le mouvement nous éclaire sur les progrès accomplis depuis quinze ans. Le point de départ n'est plus la crise de civilisation et l'irruption bouleversante de l'esprit ; le ton s'éloigne de l'apocalypse et de l'adjuration. On suit le chemin d'une genèse de la personne, *existence incorporée*, tendant à la communication, et parvenant par la *conversion intime* et l'*affrontement* à une *liberté sous conditions*. C'est seulement à la fin qu'apparaissent les valeurs, et dans une perspective génétique et pédagogique : mouvement de la personne vers le *transpersonnel*, qui est un *mouvement combattant*. En lisant ces cent-trente pages, où le raccourci produit des effets parfois saisissants, on peut constater comment Mounier a progressé sur deux lignes apparemment contradictoires. D'un côté, les sciences de l'homme, en particulier la psychologie, ont nourri sa conception de la personne, lui ont donné un contenu plus positif, plus rationnel ; d'un autre côté, la fréquentation de Nietzsche, la méditation des thèmes existentialistes, sans rien changer au centre de son affirmation, en ont néanmoins déplacé le champ : les catégories et niveaux de l'être s'effacent devant une dynamique de la personnalisation ; des thèmes jadis abstraits (le spirituel, le collectif, le réalisme, etc.) se ramassent autour de la personne elle-même dans une synthèse énergique, prête à la vie. Ainsi le pari pris en 1932 est-il tenu : dépasser les antagonismes abstraits par la création d'un sujet nouveau, d'un homme reconnu et refait dans toutes ses dimensions, par une praxis de l'esprit. Désormais la philosophie de Mounier fait corps avec la personne. Et Mounier fait corps avec sa philosophie.

UN CHEMIN SANS RETOUR

Que l'on regarde l'homme ou sa pensée, on bute, au fond, sur une énigme analogue. De même que Mounier tantôt se fond dans une équipe, s'identifie à la revue et au mouvement, et tantôt s'affirme singulier, créateur et presque impérieux, de même son personnalisme apparaît tantôt comme le rassemblement de concepts divers que soude une bonne volonté, et tantôt comme l'affirmation pratique d'un homme en devenir, comme le principe révolutionnaire capable de relancer les hommes et la civilisation. Cette ambiguïté est le reflet d'un geste fondateur dans lequel, en effet, il est impossible de distinguer le philosophe de sa philosophie : Mounier est au centre du « mouvement », de la même

manière que la personne est placée par lui au centre du monde transfiguré. Car là est le caractère essentiel de sa démarche personnelle et de son entreprise philosophique : le refus de la séparation et de l'amoindrissement, la résolution d'intégrer, de réconcilier par une synthèse dynamique ; Mounier se donne pour tâche de porter hommes et idées à l'extrême de leur vérité, tout en se plaçant à ce point focal où les différences se conjuguent et entrent en dialogue au lieu de se bloquer en conflits. La personne n'est rien d'autre que cette promesse supposée tenue en chacun.

Au nihilisme, qui est totalitaire, ou qui appelle le totalitarisme, Mounier eut le courage d'opposer un universel, ouvert et non réducteur, complexe et non compliqué, dont les éléments entrent dans une composition tendue, à laquelle chaque vocation personnelle donne son axe. Telle est l'originalité de son projet et ce qui, évidemment, l'expose : une pensée qui étend ainsi son front doit être capable de maintenir entre tous les secteurs une circulation commune. Il y fallait cette formidable énergie dont j'ai parlé. Car le personalisme, ne faisant pas système, doit être, à tout moment, refondé. Voilà sans doute la raison de son infériorité à l'égard des philosophies du conflit, car le manichéisme rassure et repose. Mounier en était bien conscient. Il invitait ses camarades à reprendre sans cesse le personalisme, à l'élargir et à le vivre jusqu'à ce qu'il se confonde avec l'allure quotidienne des jours. Mais, pour cela, des mots ne suffisent pas ; seuls les vivants possèdent l'énergie de la synthèse. La pensée de Mounier ne vaut que prise en charge et revécue. Séparée des ruptures concrètes qui lui donnèrent son élan, elle risque d'être perçue aujourd'hui comme une philosophie parmi les autres, plus sympathique peut-être, mais finalement assez suspecte à cause de sa bénévolence même. Elle figure déjà dans les manuels, cent étudiants en font des thèses. Mais elle ne signifierait plus rien si elle ne suscitait des ruptures et des vocations semblables aux siennes, des engagements et des amours au-delà du commun. Entreprise de connaissance, elle ne se sépare à aucun moment de la vie. Sa mesure n'est pas seulement théorique mais d'abord pratique.

Aujourd'hui d'autres systèmes sont apparus, qui ont pour eux le prestige des connaissances nouvelles et la satisfaction que donnent les réductions péremptoires. Le sujet n'est plus à la mode ; on creuse par-dessous et l'on croit découvrir un réseau de canalisations où circulent les signes qui portent la vérité du monde. Pourtant, quelle que soit leur prétention à totaliser, pas un de ces systèmes ne se soucie de répondre à la question naïve qui surgit de la révolte ou simplement de la nécessité d'agir : « au nom de quoi ? » Le politique, le juridique, l'éthique, l'organisation sociale, cela n'appartient pas à leur propos. De même que la critique à la mode dissout la création littéraire dans une symbolique raffinée, de même que la psychanalyse à la mode résorbe le désir dans un langage fantasmatique, de même les théoriciens qui nous environnent ne nous disent rien dont un homme puisse nourrir sa conduite, orienter sa volonté. C'est comme si la rupture, ou la différence, se suffisait à elle-même, comme si, par

conséquent, l'énergie devait toujours être empruntée aux autres.

Mounier n'imaginait pas qu'on pût ainsi laisser sur sa faim l'homme qui interroge sur son devoir, sur le but de sa vie et sur la forme de société la plus juste et la plus heureuse. Il cherchait un ordre qui ne laisserait rien en dehors et qui permettrait effectivement de vivre. Mettre la vie d'un côté et de l'autre la recherche intellectuelle, c'était pour lui la scission la plus scandaleuse. Alors que se multiplient et se cloisonnent les spécialités tandis que la philosophie semble renoncer à sa tâche unifiante, nous voyons mieux combien son entreprise était rationnelle, la plus rationnelle qu'on puisse concevoir puisqu'elle se proposait de réunir le militant et le savant, le progrès des techniques avec le jaillissement amoureux de l'esprit, l'effort historique vers la Raison avec l'effort spirituel vers le Salut — le Logos et l'Eros, comme on dit aujourd'hui. C'était une gageure à l'époque où le nihilisme totalitaire dévastait les consciences ; c'en est une, de nouveau, à l'époque où les deux pôles de la culture occidentale semblent divorcer, où le Logos se mécanise tandis que l'Eros, répudiant toute sublimation, fuse en protestations anarchiques. Des deux côtés, on se passe de philosophie. Pourtant, si l'on proscriit l'être, on n'a pu proscrire le besoin du sens, et la question du sens renaît d'autant plus fortement que l'homme se trouve plus serré avec les autres et sommé par l'abondance des biens et des signes d'engager plus souvent sa liberté de choix. « Le plus profond besoin de l'homme n'est pas l'ordre ni la justice, mais la signification. » (Albert Béguin).

En décembre 1932, Henri Lefebvre écrivait : « Pendant cinquante ans, les problèmes de l'homme ne se poseront pas. » Ils se sont posés, et se posent encore, même si l'on se moque de l'humanisme. Ils se posent d'abord à ceux dont la réflexion n'est pas un exercice en chambre, mais se nourrit d'une expérience vécue. En particulier à ceux qui subissent une oppression qui s'est construite sur la lutte contre l'oppression. Dans un film tchèque de 1967, on pouvait entendre ce mot terrible : « Ici, personne n'aime personne ». L'aliénation marxiste a rejoint dans les faits l'aliénation capitaliste : Mounier nous permet de comprendre pourquoi, lui qui a critiqué dans le marxisme une anthropologie mutilée et qui lui a opposé le projet d'une société où les fonctions ne se superposent pas, où l'individu puisse profiter du pluralisme des institutions, où une réponse et une correction démocratique des erreurs soient possibles. La « révolution culturelle », ce pourrait être cela, mais à condition qu'on ne l'enferme pas dans une dialectique de puissance et qu'on reconnaisse à l'homme toute la richesse et la complexité de son être, — « militant de la révolution contre toutes les aliénations, comme dit Garaudy, poète de la création contre l'entropie ». Décidément, le personalisme n'est pas une vieille lune. On le redécouvre de partout. Ecoutez Sartre répondre à la question : « Sur quelles bases peut-on préparer une alternative révolutionnaire ? — Sur la reconstruction de la personne et de la liberté, nécessité tellement présente que les techniques d'intégration les plus raffinées ne pourront pas en pas en tenir compte. »

Curieuse situation : le sujet est déprécié, la personne

semble exsangue. On n'a pas fini de réagir contre ce rationalisme désincarné que critiquait Mounier. Et l'on ne veut pas voir qu'il avait indiqué le moyen de le dépasser. En vérité, ce discrédit où l'on tient la conscience individuelle n'est qu'un épisode provisoire de l'autocritique occidentale. Peu importe que le personnalisme subisse en Occident les contrecoups de la mode et du mépris qui s'attache à toute philosophie prétendue « humaniste », si grandit en même temps le besoin de la personne et de la communauté au sein de notre existence, après l'amère leçon du socialisme dénaturé. Les fondements religieux sont en train de craquer, c'est vrai, avec les vieilles vertus que l'on dit bourgeoises. Mais Mounier l'avait pressenti, il nous avait préparés à cette fin d'un monde : *Je crois que, dans le monde moderne qui est une fin du monde, la fin de l'époque bourgeoise, individualiste, qui a marqué les trois derniers siècles, le spirituel incarné est en grande partie mort, chez les gens même qui le professent. Il ne s'agit pas de sauver ces formules mortes, il s'agit de redécouvrir un nouveau visage du spirituel* (décembre 1944). De même, certaine image de l'homme, rationaliste et équilibrée, succombe-t-elle sous les attaques convergentes des philosophies du soupçon et des structuralismes. Mais *la dislocation de l'homme classique*, Mounier l'avait également annoncée et il ne s'en effrayait pas. C'est même de là qu'il était parti, croyant, avec trop d'optimisme, que le mouvement s'achevait avec la crise de 1930, alors qu'elle n'en était qu'un symptôme. *La dislocation de l'homme classique nous paraît assez comparable à la dislocation des perspectives euclidiennes par les hyper-espaces. Deux ou trois siècles d'habitudes mentales bouchent l'avenir prodigieux de l'homme. Nous croyons éternels les lieux communs de cinq générations, universels les préjugés d'une presqu'île. Mais si le grain ne meurt, il ne transmettra pas la vie. L'éclatement de notre image de l'homme nous conduira sans doute à « généraliser » notre représentation de la nature humaine, comme les géométries non euclidiennes ont « généralisé » l'espace du sens commun. Tout ce qui concerne l'homme ne se développe que par crises, où la négation doit être totale pour que la renaissance soit plus étonnante* (1936).

L'éclatement dure plus longtemps que prévu. Il est vrai que le nihilisme des années 30 avait donné des fruits plus terribles que prévu. Nous voyons se prolonger cette réaction, d'ailleurs salubre, aux impérialismes les plus monstrueux que le monde ait connus. Désormais il est clair que ce ne sont pas seulement les grands fanatismes mais les modèles prestigieux qui se désintègrent. La terre est entrée en divergence ; elle se décolonise et se décentralise. La différence prend le dessus sur la conformité. Proposition encore balbutiante d'un monde où les individus, les groupes et les cultures vivraient la plénitude de leur singularité. Mais au bout de cette formidable libération, quoi ? On n'échappe pas — moins que jamais — à la nécessité d'un ordre et d'un principe de conciliation, car l'apologie des instincts et des émancipations ne mène qu'au conflit sans issue. Or, au moment où tout appelle une renaissance de l'esprit — l'oppression des technocraties, la nausée des sociétés d'abondance, la misère du Tiers Monde, la

perversion d'un socialisme abrité derrière les chars d'assaut — on dirait que la pensée hésite et cède à la fascination des systèmes contraignants et des déterminismes massifs. Mais, dans le même temps, une sorte de personnalisme sauvage apparaît. La liberté crie. Elle sait désormais que *l'oppression est au tissu de nos cœurs* et qu'il est urgent de porter aussi *la révolution chez les révolutionnaires*. Contre *la dépersonnalisation massive de l'homme sans dimension intérieure, incapable de rencontres*, contre *l'homme bourgeois qui ne se meut que parmi des choses*, toute une partie de la jeunesse s'est révoltée et cherche la voie d'une nouvelle pauvreté. Jusqu'à la revendication d'une société autogérée qui resurgit parmi nous. La lutte contre la ségrégation par l'argent, la puissance et les catégories s'impose partout où il s'agit d'éduquer, de soigner, de juger, si l'on veut empêcher qu'une minorité en vienne à exclure la masse, jugée ignare, débile ou simplement « différente ». La « personne humaine » a beau être un concept bafoué, elle se prouve dans l'oppression et l'espoir où vivent les groupes et les individus que la dictature ou l'argent tiennent en servitude. Et cet espoir est particulièrement vif là où le totalitarisme le réduit à l'essentiel. Personnalisme négatif, personnalisme de désir qu'intimident encore les doctrinaires. Mais qu'importe si l'on n'ose pas dire la personne, pourvu qu'on la fasse.

Certes, les temps ont changé. Mounier vivait dans un monde encore semblable à celui de 1848. Il pouvait parler, sans trop se poser de questions, du « peuple », de « la classe ouvrière » ou de « l'Eglise ». Son « capitalisme » était celui de 1930, tout proche du monde réifié du bourgeois. Et, malgré le beau témoignage qu'il donna sur l'Afrique noire, son univers restait, en gros, celui de l'Occident. Nous avons moins de certitudes, et plus d'espace autour de nous. Et par conséquent nous avons plus besoin que jamais de sa force majeure : son pouvoir d'aimer, de comprendre, de restaurer.

Vingt années après sa mort, revoyant sa vie et son œuvre, j'ai plus de raisons que jamais de les croire actuelles. Un seul doute résiste, une seule critique me semble valable parce qu'elle le vise au cœur : si le personnalisme, au fond, était simplement l'extrapolation d'une personne ? Car de même qu'il reprochait à Sartre d'avoir transformé en philosophie une manière subjective de sentir le monde, de même pourrait-on reprocher à Mounier d'avoir tiré de son tempérament oblatif un discours trop idéaliste. Il est vrai qu'il a toujours abordé les gens et les choses par le plus haut et qu'il a de la peine à prendre en compte la limitation du particulier et la résistance du mal, d'où la difficulté qu'il éprouve à se situer sur le terrain politique, qui est celui de l'adversité : sa méthode de confrontation généreuse, d'assomption mutuelle, s'y trouve dépaysée. Comme me l'écrivait un étudiant : il manifeste « un optimisme démesuré sur le genre humain ; les crédits manquent »...

Pourtant il n'avait rien d'un humaniste naïf. Au contraire, c'est parce qu'il avait mesuré la profondeur du mal humain et la gravité d'une crise dont nous ne sommes pas sortis, qu'il avait conclu à la nécessité de

1949, *à soug-en-josus*. Emmanuel MOUNIER avec Jean Lacroix et Jean-Marie Domenach — Mounier publie « La petite peur du XX^e siècle » et « Le Personnalisme » — Numéros spéciaux d'Esprit sur « Propositions de paix scolaire » — « La Chine de Mao-Tse Tung » — Conférence de Mounier : « Feu la chrétienté ».

ne pas raccommo-der, mais de tout recommencer. « C'est le mauvais côté de l'histoire qui fait l'histoire » a écrit Karl Marx, et il faut convenir que, jusqu'à présent, il en fut souvent ainsi. Mais Mounier a toujours été allergique à l'hégélianisme. La haine, la violence, il en mesure les pouvoirs, il en connaît les chemins. Pourtant il n'est jamais tenté de les utiliser parce qu'il a gardé à l'égard du mal humain sa sensibilité de premier communiant ; et l'expérience le confirme dans cette conviction spirituelle : il sait que les dégâts causés aux hommes au nom de l'avenir radieux sont souvent irréparables. Son eschatologie lui inspire ce souci immédiat des corps et des âmes qui habite rarement les révolutionnaires. Ainsi l'entend-on parler, en novembre 1930, chez Maritain, au cours d'un étonnant dialogue avec Deléage ; il s'agit du « nettoyage » que les Soviétiques ont fait de la spiritualité chrétienne en Russie :

Deléage. — (...) *Laissons-les aller à fond, on verra ce que donnera l'absence totale de Dieu.*

Mounier. — *Mais voyons, pendant ce temps il y a tel individu et tel que peut-être ils mènent à la damnation. Je ne puis songer uniquement au mouvement d'ensemble. L'expérience sème les victimes.*

Deléage. — *Damnés, c'est de l'Eglise morte, cela ne m'intéresse plus.*

Mounier. — *Mais ce n'est pas acquis, cela se joue à chaque instant.*

Dix-neuf ans plus tard, c'est le même homme que Mauriac nous montre, à un dîner avec Mrs. Clare Booth Luce, bouleversé lorsque cette Américaine évoque l'emploi possible de la bombe atomique pour purger l'Europe de la menace soviétique... Entre temps, il y avait eu Auschwitz et le stalinisme, les preuves qu'il n'y a, face à la terreur et à l'avalissement, que la réponse qui s'enracine dans l'affirmation spirituelle de l'homme. La dialectique de Mounier s'oppose à l'intégration de ce que sa lucidité spirituelle et son réalisme historique lui démontrent inintégrable. Croire que le mauvais côté de l'histoire n'est pas le plus efficace et qu'il est souvent irrémédiable, lutter pour en finir avec les violences anonymes et les égoïsmes massifs de la modernité, s'appuyer sur le bon côté de l'histoire pour la changer réellement, telle fut la décision qu'il avait prise à vingt ans, son *chemin sans retour*, car, malgré la persistance du vieux monde, malgré la remontée des haines, il est mort dans cette espérance. Le plus difficile à comprendre aujourd'hui et le plus nécessaire était cette énergie qui lui faisait traverser en riant le doute et le malheur et à laquelle on peut donner le nom de foi, à la condition d'entendre par ce mot autre chose qu'une adhésion explicite à Dieu et à l'Eglise, un inlassable élan vers l'avenir des hommes, qui est plus que l'homme.

Jean-Marie DOMENACH ■

LA DROGUE

INTERVIEW

DE

JEAN-MARIE PELT

DES SOCIÉTÉS PRIMITIVES A L'ÉPIDÉMIE ACTUELLE

par Henri Bourbon

H.B. — *Notre collaborateur Jean-Marie Pelt, professeur à la Faculté de Pharmacie de Nancy, est l'auteur de plusieurs livres dont les deux plus récents : « Evolution et Sexualité des Plantes » et « Drogue et Plantes magiques » ont obtenu un retentissement inhabituel pour ce genre d'ouvrages. Nous n'oublions pas que Jean-Marie Pelt — et j'espère qu'il ne l'oublie pas — a écrit ses premiers articles dans « France-Forum », et notamment une étude sur les hallucinogènes dont on peut se demander si elle ne fut pas le point de départ de son dernier livre.*

J.M.P. — *Exactement. La plupart des scientifiques se contentent de publier des articles techniques dans des revues spécialisées. Dans la mentalité de l'Université traditionnelle, vulgariser, c'est déchoir. J'ai souvent*

N.B. — « Drogue et Plantes magiques » ainsi qu'« Evolution et Sexualité des Plantes » ont été publiés aux Editions Horizons de France, dans la collection magnifiquement illustrée « La plante et l'homme ».

déploré cette conception qui ne peut qu'accroître le terrible cloisonnement des sciences, consécutif à l'effacement de l'humanisme et à la promotion de la mentalité technicienne. Car le dialogue, voire la pluridisciplinarité dont on parle tant et qu'on pratique si peu, suppose des échanges multiples, donc un langage commun et accessible au plus grand nombre. Aussi, ai-je très tôt ressenti le besoin d'atteindre un public plus large et plus divers que le petit cénacle des spécialistes. « France-Forum », qui est pour moi la tribune de l'amitié, m'en a plusieurs fois donné l'occasion. Mais les choses ont beaucoup évolué depuis l'article sur les hallucinogènes auxquels tu fais allusion. La drogue a surgi au premier plan de l'actualité. Selon un sondage récent, elle est, avec le spectre du chômage, le premier sujet d'inquiétude des Français.

H.B. — *Peux-tu nous expliquer les raisons qui t'ont conduit à écrire « Drogue et Plantes magiques », après ton brillant et poétique travail sur « L'évolution et la*

plantes respirent et transpirent ; elles subissent les agressions de leur environnement, luttent pour se faire une place au soleil, connaissent, comme nous, la dialectique subtile de la coopération et de la compétition, qui préside à la vie des sociétés. Je poursuivais ainsi, inconsciemment, à un étage considéré comme inférieur de l'histoire de la vie, le jeu des comparaisons entre l'homme et les espèces vivantes. Entre-temps parurent le « Singe nu » de Desmond Morris, puis « L'Agression » de Konrad Lorenz, qui me passionnèrent. Je me sentais très proche de leur manière de voir. Si tu me permets une pointe d'humour, j'aimerais qu'une orchidée se regardant dans une glace, après avoir lu « Evolution et sexualité des plantes », ne se voit plus de la même façon ! qu'elle se sente plus proche de nous ! Nous sommes si semblables !

Mais pour qu'il y ait dialogue, il faut être deux et avoir un patrimoine commun, à partir duquel le dialogue peut s'établir : « Evolution et Sexualité des plantes », c'était l'exploration de ce patrimoine. La piste étant frayée, il suffisait de maintenir le cap. « Drogues et Plantes Magiques », c'est l'étude d'un autre type de rapports entre la plante et l'homme.

Plante qui guérit, mais aussi plante qui tue, la drogue est l'illustration saisissante et ambiguë de l'éternelle dialectique du remède et du poison, du rêve et de la réalité, de l'action et de la contemplation, de la libération et de l'oppression.

L'homme asservi par la plante ? Juste revanche, car depuis les origines, il ne s'est guère privé d'asservir les plantes, de les domestiquer grâce à ses techniques, de les plier à ses goûts, à ses désirs ou à ses besoins, pour les façonner selon son bon plaisir.

On peut imaginer d'autres dialogues entre « la plante et l'homme », thème de cette collection ; ne serait-ce que le dialogue esthétique et poétique que suscite la beauté du printemps, de la nature et des fleurs...

H.B. — *Ton livre abonde en perspectives originales, en aperçus nouveaux. Il n'était pas facile de retenir l'attention du lecteur sur un sujet aussi ressassé. Tu as réussi à être accessible et attrayant sans renoncer à la rigueur scientifique. Pourrais-tu résumer les thèmes principaux qui orientent ta réflexion sur ces diverses drogues qui « collent à l'homme comme la peau à sa chair » et décrire les grandes catégories selon lesquelles tu les classes ?*

J.M.P. — Je n'ai pas voulu écrire un digest sur « la drogue ». Il semble bien que tout ait été dit sur le sujet. Aussi ai-je choisi délibérément les pistes les moins explorées.

Trois axes ont orienté cette recherche ; ils correspondent, au fond, à un plan chronologique : la drogue à ses origines, c'est-à-dire dans la nuit des temps, la drogue immédiatement active, dans son impact sur le cerveau,

La mandragore, plante magique, plante sacrée...

Sexualité des Plantes ». Y a-t-il quelque relation entre ces deux sujets, entre l'épopée du monde végétal et ce dialogue de l'homme avec la plante magique ?

J.M.P. — « Evolution et Sexualité des Plantes » a été écrit d'un seul trait. Mais il avait longuement mûri à travers une expérience pédagogique : il s'agissait de faire passer la botanique dans les amphes ; or chacun sait la réputation détestable qu'ont laissée des problèmes aussi ésotériques que la « reproduction des cryptogames vasculaires » à des générations et des générations de lycéens. J'ai donc changé le langage et parlé de « la sexualité des fougères », ce qui veut dire rigoureusement la même chose, mais « passe » mieux. Et j'ai essayé, avec mes étudiants, de ressusciter les plantes... car la botanique évoque aussi la poussière des herbiers, qui sont des cimetières de plantes. « Evolution et sexualité des plantes », c'est d'abord cela, mais c'est aussi le fruit d'une longue observation de la nature, suivie d'une méditation, le soir, sous les étoiles... ce qui exclut totalement, pour moi, la possibilité de réfléchir en ville. Je suis un rural atavique...

J'avais été de plus en plus frappé par l'universalité des lois de la vie. Les plantes partagent nos problèmes. Pour elles, pas plus que pour nous, il ne peut y avoir vie sans effort, sans renouvellement constant des ressources énergétiques, sans milieu favorable ; les

Une sorcière au Moyen Age : philtres magiques, délirrogènes, sabbats, hallucinations

et la drogue signe des temps et présage pour l'avenir.

Mon point de départ est donc un tour du monde de la drogue : drogues sacrées de l'Amérique précolombienne, champignons magiques des chamans sibériens conduisant à l'extase, toniques et aphrodisiaques des traditions négro-africaines, drogues sédatives des Indes, facilitant au sage l'accès au nirvâna... Au retour de ce voyage dans l'épaisseur du temps, une conclusion s'impose : la drogue est liée à toutes les grandes affaires de l'homme : Dieu, l'amour, l'art, la musique, la société, la liberté, le sexe... Un peu partout, des steppes aux forêts, et des toundras aux déserts, la drogue est la religion des primitifs. Il faut attendre le XIX^e siècle pour voir Marx inverser cette évidence, et proclamer que « la religion est l'opium du peuple » !

L'impact de la drogue sur le cerveau est un autre thème qui mérite réflexion. Par quelle curieuse fantaisie de la nature, certaines plantes se mettent-elles à élaborer dans leurs tissus, des molécules étrangement analogues à celles que forment nos propres cellules nerveuses et qui sont, en quelque sorte, les carburants du cerveau et les vecteurs de la pensée ? Nouvelle illustration des liens biochimiques étroits qui lient la plante à l'homme ! Pourquoi une plante dénuée, semblait-il, de tout appareil nerveux, fabrique-t-elle des molécules qui n'ont apparemment aucune utilité pour elle,

mais qui se révèlent de puissants réactifs du cerveau ? Par quel mécanisme déclenchent-elles cette étrange fantasmagorie d'images et de couleurs ?

J'ai essayé, pour nos drogues familières, domestiquées de longue date, et prématurément démythifiées : l'alcool et le tabac, de suivre leur cheminement dans l'organisme ; la nicotine crée un état de besoin, d'où la difficulté de cesser de fumer ; l'alcool engorge le foie, puis déclenche dans le cerveau la formation d'un pré-curseur de la morphine ; de sorte qu'il est très légitime de comparer une tête d'alcoolique à une tête de pavot ! Les mêmes réactions chimiques s'y produisent !

Il fallait, bien entendu, parler de l'opium, du chanvre indien, de la coca ; ces grands stupéfiants d'hier resurgissent aujourd'hui, pour deux d'entre eux tout au moins, sous la forme ô combien plus agressive de leurs substances actives ou de leurs dérivés isolés ou synthétisés par la chimie : cocaïne, héroïne, morphine, etc... Fidèle à sa tradition et fort de ses techniques, l'homme moderne renforce ainsi sans cesse la puissance de ses armes. Il oublie hélas de cultiver la force morale et de consolider la structure mentale de ceux qui les emploient.

Quant aux hallucinogènes connus depuis toujours, mais redécouverts en quelque sorte avec le L.S.D. et les

champignons des indiens mexicains, il n'y avait de meilleure manière d'en parler que de donner la parole à ceux qui relatent, souvent avec talent, les expériences qu'ils en firent.

H.B. — *La drogue n'est pas un phénomène nouveau. Ton livre et tes propos le montrent bien. La drogue n'est-elle pas inséparable du sentiment de peur et d'angoisse inhérent à l'homme? Il serait intéressant de comparer les rapports entre la drogue et la peur tels qu'ils existaient au Moyen-Age et ceux qui se manifestent aujourd'hui sous des formes plus ou moins spectaculaires. Ne pourrait-on dire qu'au Moyen Age la drogue était un moyen de faire peur, alors qu'actuellement elle apparaît comme un refuge, une protection contre les grandes peurs liées à la prise de conscience des servitudes de la condition humaine, des platitudes et du matérialisme de la société industrielle, des menaces d'anéantissement nées avec l'ère nucléaire. L'inquiétante montée des hallucinogènes, dont nous apercevons maints symptômes autour de nous, est évidemment un signal d'alarme, la manifestation de l'anxiété ou de l'écoeurement qu'éprouve l'Occidental devant les contraintes de la productivité et les méfaits de la technique, une réaction de l'être contre l'excès de rationalité. Mais le recours à la drogue, c'est aussi refus de la vie et de ses difficultés. Et n'y a-t-il pas une catégorie de drogués qui sont tout simplement des gens trop comblés? Ne peut-on parler d'un snobisme de la drogue aujourd'hui?*

J.M.P. — La drogue est un phénomène éminemment ambigu. Il est vrai qu'au Moyen-Age, ceux qui en détenaient les secrets, étaient des surhommes aux yeux de leurs contemporains. C'est à la drogue, que ce soit le venin du crapaud, animal maudit et redouté, la racine de mandragore, affectant vaguement une forme humaine d'où son surnom de « petit homme planté », le Datura et la Jusquiame, coupables de tant de meurtres, que les sorciers d'autrefois devaient leur prestige. On retrouve aujourd'hui des situations en tous points similaires, dans ces Moyen Age contemporains vers lesquels nous mènent, en quelques heures, les vols intercontinentaux, et où l'on découvre cette même peur du poison, du diable ou du sorcier. Quiconque connaît un tant soit peu l'Afrique, en a fait l'expérience et j'ai précisément tenu à développer ce thème de la peur qui me paraît totalement étranger à notre mentalité.

Bien plus, en accédant à la conscience moderne, l'homme contemporain inverse la situation : puisque c'est par la drogue que le sorcier aliénait sa victime, c'est d'elle que l'homme moderne attend sa libération ! Et avec quel mépris considère-t-il l'homme d'autrefois, prisonnier de ses structures sociales et de son cerveau primitif et grossier ! Ainsi se creuse entre eux un fossé infranchissable que ne sauraient franchir, ni l'expérience des siècles, ni la sagesse des nations. Radicalement indifférent au passé, coupé de la civilisation de ses ancêtres, l'homme d'aujourd'hui découvre alors une nouvelle peur que les autres lui masquaient : l'angoisse d'être, de

vivre et de mourir. Le voici suspendu, nu et solitaire, dans l'espace sans frontière, seul devant le vide existentiel qu'il creuse sous ses pas, au nom de sa propre libération ! La drogue est le remède à cette angoisse. Lorsque le rêve devient cauchemar, lorsque l'homme prisonnier s'enfonce dans la nuit, lorsque nul réconfort n'habite sa détresse, c'est à l'autre règne qu'il arrache ses secrets, qu'il emprunte les clés de sa prison, au règne végétal, l'autre moitié du monde, aux plantes qui lui offrent la drogue...

Chez la plupart des jeunes drogués, le recours à la drogue est le signe évident de la recherche éperdue d'un impossible équilibre. On constate que la plupart d'entre eux sont issus de familles désunies et n'ont connu dans leur enfance, ni l'équilibre familial, ni l'affection indispensables à l'équilibre personnel.

Recourir à la drogue, c'est trouver une atmosphère, une famille, un refuge contre la solitude, c'est entrer dans un cercle d'initiés, dans un milieu qui a ses propres règles, et qui, bien que marginal, satisfera le besoin de solidarité.

H.B. — *L'homme a toujours cherché à s'évader des limites de sa condition, à briser les remparts de la raison, à fuir le réel pour atteindre les paradis artificiels et le surréel. Les stupéfiants sont-ils les seuls moyens de sauver l'irrationnel? Tu cites un passage d'un texte douloureux et superbe de Roger-Gilbert Lecomte, texte dont voici quelques extraits significatifs: « Ce que les drogués demandent consciemment ou inconsciemment aux drogues, ce ne sont jamais ces voluptés équivoques, cette hyperacuité sensuelle, cette excitation et autres balivernes dont rêvent tous ceux qui ignorent les paradis artificiels. C'est tout simplement un changement d'état, un nouveau climat où leur conscience doit être moins douloureuse. Ne pourront jamais comprendre: tous les ennemis, les gens d'humeur égale et de sens rassis, les Français moyens, les ronds-de-cuir de l'intelligence, tous ceux dont l'esprit, instrument primitif et grossier mais incassable, est toujours prêt à s'appliquer à ses usages journaliers, sans jamais connaître ni la nuit solide de l'abrutissement pétrifié ni l'agilité miraculeuse de l'éclair à tuer Dieu... » On s'incline devant la sincérité et la beauté d'un tel cri, et on admire, bouleversé. Mais il serait tragique de considérer que pour préserver la part de rêve sans laquelle la vie n'a aucun sens, l'utilisation des drogues et hallucinogènes divers est indispensable. On en arriverait, à la limite, à reconnaître non seulement le droit mais une sorte de devoir pour l'individu de céder à la tentation de se droguer! La drogue, prix du rêve?...*

Que penses-tu des hallucinogènes considérés comme moyens de dissolution ou de libération du surmoi? Que penses-tu de ces étranges voyages aux portes de l'Ineffable ou de l'Enfer? La Drogue ou le Saut dans l'Inconnu?

J.M.P. — Le texte de Roger-Gilbert Lecomte, auquel tu fais allusion, est sans doute l'un des plus beaux qui

aient été écrits sur l'expérience douloureuse des grands drogués. On y sent ce refus violent de la vie ordinaire et quotidienne, cette volonté prométhéenne d'arracher le voile sur les antiques mystères, de disputer aux dieux leurs secrets. Pourtant, en ce domaine, aucune expérience n'est généralisable. La drogue est une molécule, et une molécule ne saurait être, en soi, créatrice. Elle est tout au plus un réactif, un révélateur d'expériences antérieures; de sorte que Baudelaire n'avait pas tort lorsqu'il disait en substance: « Si un crétin recourt aux stupéfiants, ses rêves seront stupéfiants de crétinerie, mais l'on ne s'étonnera pas qu'un génie puisse, sous l'influence d'une drogue, vivre une expérience proprement géniale. » La drogue est comme une auberge espagnole, où l'on ne trouve que ce qu'on y apporte! Borg, dans un ouvrage récent, constate d'ailleurs le déclin des hallucinogènes chez les jeunes parce que, pour beaucoup d'entre eux, ils ne déclenchent, dit-il, qu'un vague technicolor; c'est pourquoi ils recherchent de préférence ce sentiment de jouissance totale que procurent, dans les premières expériences, l'héroïne ou les amphétamines.

Les hallucinogènes peuvent assurer des voyages agréables, voire exaltants, à des personnalités riches, fortes et équilibrées; il se trouve que justement parce qu'elles sont telles, elles n'éprouvent guère le besoin d'y recourir! Mais ils provoquent des désastres pouvant aller jusqu'à la psychose irréversible, lorsque les structures mentales sont fragiles ou lorsque le terrain de la personnalité psychique est dépressif ou angoissé.

Sur tous les continents, dans toutes les religions et depuis toujours, les chemins de la mystique passent par l'ascèse. Nul doute que le jeûne et les longues veilles nocturnes ne modifient les métabolismes cérébraux et rendent le psychisme disponible à l'expérience mystique. Mais c'est là le fruit d'un long et patient effort volontaire. Les hallucinogènes produiraient le même effet sans effort. Mais ils annihilent la volonté qui pilote l'expérience dans le sens choisi. Comme le constate judicieusement Huxley, orfèvre en la matière, ils peuvent mener vers les sommets, mais pas en plénitude.

H.B. — *Tu écris dans un des chapitres de ton livre que la drogue est « un retour au primitif ». Pourquoi et comment ?*

J.M.P. — C'est là un des aspects dominants du problème. On a tort de parler du « recours à la drogue »; le mot « retour » me semblerait plus approprié. Comme aiment le souligner les psychiatres, le drogué soumet son comportement au seul « principe de plaisir », première manifestation du Moi chez le petit enfant. Son univers mental est centré sur son désir, comme celui du nourrisson sur le sein de sa mère. Il manifeste une forte tendance narcissique, un total désintérêt pour le monde qui l'entoure, désintérêt qui se transforme en agressivité lorsque la société prétend s'arroger le droit de lui confisquer l'objet de sa passion. Bref la « dépen-

dance » du drogué est aussi rigide que celle du nourrisson à l'égard de sa mère. Le terme de « dépendance », aujourd'hui unanimement utilisé par les organismes officiels pour définir cet état, est donc particulièrement bien venu.

Mais le retour à l'enfance va plus loin; c'est à l'enfance de l'humanité que la drogue conduit. Car elle est présente chez tous les primitifs.

Le comportement social d'une large fraction de la jeunesse emprunte à leur rituel, désormais bien connu: recours à la drogue, bien sûr, mais aussi organisation sociale de type tribal valorisant la bande et le clan; promotion de la sexualité et de l'instinct; hypnoses collectives sous l'empire de mélodies ésotériques; danses saccadées et frénétiques évoquant les transes et danses de possession; percussion battant au rythme du tam-tam; longue crinière flottant sur le visage (le Noir, défavorisé sur ce plan par la nature, remplace sa chevelure défaillante par masques à franges), goût de la fête permanente et du happening, déguisements étranges devenus parure quotidienne...

D'autres influences interfèrent, notamment l'indienne, qui nous vaut les costumes à franges et les bandeaux au front. On ne soulignera jamais assez le rôle symbolique du vêtement: il exprime dans « sa version in-

dienne » le besoin d'espace, de vie libre, de nature, et un retour inconscient aux jeux de l'enfance. Dans sa variante « blouson noir », il extériorise l'agressivité de ces jeunes bardés de cuir et pétaradant sur d'énormes motos. En vérité, l'habit fait le moine, et plus qu'on ne le pense !

Les drogues choisies correspondent au style recherché : les hippies préféreront les drogues douces, favorisant la rêverie et la contemplation. Tournés vers l'Orient, curieux des traditions sacrées de l'Inde, c'est naturellement au chanvre indien qu'ils donneront leur préférence.

D'inspiration indienne aussi (mais dans l'autre sens du terme), leurs réunions rituelles autour d'un « calumet » de marijuana qui passe de main en main, célébration quasi liturgique où se décèle une incontestable recherche de sacré. Indienne encore cette haine de « l'homme blanc », qui prend ici le visage de ceux qui incarnent le système, policiers abhorrés pour ce qu'ils représentent d'autorité répressive et d'activisme destructeur.

Les blousons noirs et autres « anges de l'enfer » aux exhibitions agressives et brutales, recourront de préférence aux grands excitants, de type amphétamine. Ainsi les drogues expriment-elles les tempéraments de ceux qui les emploient, comme elles expriment le tempérament des peuples. J'ai beaucoup insisté sur ce point dans mon tour du monde de la drogue, car je crois que cela n'avait jamais été perçu. Or, l'Occident et l'Orient se départagent fondamentalement par la nature des drogues qu'ils utilisent !

Mais en tous les cas, la drogue est un retour à l'enfance, une aspiration confuse au passé. Elle conteste la raison, et même « l'âge de raison ». Mais elle ouvre au large les portes de l'instinct, d'où ses liens évidents avec la sexualité.

H.B. — *Tandis que dans ton précédent ouvrage tu as présenté des réflexions intéressantes et imprévues sur les Plantes et la Sexualité, tu ne parles pas de « la Drogue et la Sexualité ». Est-ce un oubli, un silence volontaire ou... une ignorance ?*

J.M.P. — Sûrement pas un silence volontaire, car on ne résout pas un problème en l'escamotant. C'est d'ailleurs pourquoi j'ai écrit un livre sur la drogue, bien que le sujet soit tabou. Je crois en effet que l'originalité de l'homme, c'est de devoir choisir. Et l'exercice du choix suppose la connaissance !

En vérité, c'est plutôt par ignorance, car les avis, sur ce point, sont contradictoires. Pourtant, il faut bien se souvenir qu'il y a drogue et drogue. Il serait tout à fait illégitime, par exemple, de comparer les effets des excitants à ceux des sédatifs. L'opium, le chanvre indien réduisent l'activité sexuelle et peuvent même, dans certains cas, totalement l'abolir ; c'est plus net encore pour le Kath des Abyssins, drogue

usuelle à Djibouti et dont la consommation entraîne des impuissances et des stérilités définitives. En tout cas, l'hypersexualité par la drogue est aussi un de ces mythes qui ont la vie dure !

H.B. — *Je regrette l'absence d'un chapitre traitant des Drogues, de la Littérature et des Arts. Il y aurait eu beaucoup de choses passionnantes à dire sur ce sujet, tu le sais bien.*

J.M.P. — Je suis bien conscient de cette lacune. Mais l'univers de la drogue et des drogues est si vaste qu'il était impossible d'en développer tous les aspects. Bien d'autres aspects du problème d'ailleurs n'ont pas été traités dans ce livre (juridique, administratif, etc.).

J'ai préféré me cantonner dans les domaines dans lesquels j'avais pu acquérir une expérience personnelle, à travers notamment des missions de recherche « sur le terrain » et la pratique quotidienne de la pharmacognosie ; car cette discipline au nom archaïque est ma spécialité. Depuis Hippocrate et Dioscoride, la pharmacognosie est la science des drogues et des médicaments naturels. Avoue qu'après avoir paru désuète à l'ère de la chimie triomphante, le brusque besoin du retour à la nature lui donne aujourd'hui une singulière actualité.

H.B. — *Tu qualifies le tabac, l'alcool, le café de « drogues familières à l'Occident, drogues domestiquées de longue date ». As-tu pour elles quelque indulgence particulière ? Sont-elles ou non des substances toxiques ?*

Quelle est ton opinion sur l'argument selon lequel certains stupéfiants ne menaçant pas la santé des individus davantage que l'alcool ou le tabac il conviendrait d'en autoriser l'utilisation ?

J.M.P. — Je pense exactement l'inverse. Ce n'est pas le chanvre qu'il faut autoriser, c'est plutôt le tabac et l'alcool qu'il faudrait interdire... Encore qu'une telle mesure soit impensable...

Tout a été dit sur les dangers de l'alcool. Il suffit de rappeler qu'il tue aujourd'hui encore 23.000 Français par an. A ce chiffre viennent s'ajouter plus de la moitié des 16.000 décès par accidents de la route, qui sont imputables à l'alcool. Ainsi l'alcool reste-t-il la première et la plus meurtrière de toutes les drogues.

Quant au tabac, sa réputation se dégrade de jour en jour. Sa responsabilité dans la fréquence croissante des cancers du poumon ne peut plus être mise en doute ; mais on découvre aussi ses effets néfastes sur l'appareil cardio-vasculaire, ce qui contribue au moins autant que le cancer du poumon à diminuer l'espérance de vie des grands fumeurs. Aux Etats-Unis, celle d'un non-fumeur est de 73 ans ; mais elle tombe à 65 ans pour quiconque fume plus de deux paquets par jour.

Il est bien évident qu'autoriser le chanvre indien (puisqu'il est évidemment exclu d'autoriser l'héroïne,

dont on ne dira jamais assez qu'elle est un poison redoutable, dont on ne revient jamais), ne ferait qu'accroître les risques. A moins que l'attrait du fruit défendu s'évanouissant, le chanvre perde derechef tout son pouvoir de séduction. Mais celui-ci se porterait alors sur les drogues fortes, ce qui ne pourrait qu'aggraver la situation.

H.B. — *Il est difficile de contester les ravages de la drogue et les déchéances physiques et psychologiques qu'elle provoque. Il semble que la consommation des stupéfiants aille croissant, et spécialement chez les jeunes. Le danger est réel, d'où la nécessité d'y parer. Quelle est ta position sur le grave problème de lutte contre la drogue ?*

J.M.P. — Je crois que les discours moralisateurs sont aussi inefficaces que la répression policière sur les jeunes drogués, tout au moins dans une société comme la nôtre. Une morale, pour être crédible et « opérationnelle » doit être perçue comme une valeur universelle par tout le corps social. Or, dans nos sociétés pluralistes et libérales, le « tronc commun » des valeurs admises par tous se rétrécit de siècle en siècle comme une peau de chagrin. D'ailleurs les adultes enfreignent les principes moraux qu'ils préconisent si allègrement qu'on voit mal comment lesdits principes pourraient garder le moindre crédit aux yeux de ces jeunes si décriés, qui sont aussi leurs fils...

La seule répression efficace se situe en amont, à la source : c'est le trafic international des drogues « dures » qu'il faut réussir à tarir. Car ici le problème moral est clair : pourrir un adolescent à l'héroïne pour gagner plus d'argent est un crime, dans quelque système de valeur qu'on se situe. Pourtant y réussirait-on que le mal ne serait pas conjuré pour autant. Car la drogue, dans le monde d'aujourd'hui, est d'abord le signe d'une crise de civilisation.

H.B. — *On déclare communément que les drogués sont des paumés. Mais ne sommes-nous pas tous en quelque sorte des paumés ? Finalement, une étude consacrée à la drogue et aux drogués ne tend-elle pas à déboucher sur une méditation sur l'avenir de la civilisation moderne ?*

J.M.P. — C'est bien là la question qui domine toutes les autres et à laquelle j'ai tenté de répondre en guise de conclusion.

Le monde moderne manque de finalité. Par un singulier paradoxe, la découverte du comment, fruit de la science contemporaine, a totalement éclipsé la question du pourquoi, que se posaient les hommes depuis les origines.

En se disséquant lui-même, grâce aux techniques de la physiologie, de la biochimie, de l'ethnologie, de la sociologie, de la linguistique et de la psychanalyse, l'homme du XX^e siècle s'analyse, objet et sujet confon-

La drogue conteste « l'âge de raison », elle est le signe d'un vide, d'une désespérance.

du, comme un produit de l'évolution; de la génétique et de l'environnement. La mise à jour des forces qui le déterminent et l'aliènent, la prise de conscience des évidentes limites de sa liberté, l'enferment dans un système étanche et autocentré, proprement « nombri-liste », où l'introspection du Moi et le décorticage sans fin de ses propres modalités éclipsent totalement le problème, éternellement ouvert, de ses finalités. L'homme du Moyen Age ne savait rien sur lui-même, mais tout de « ses fins dernières ». L'homme d'aujourd'hui sait tout sur lui-même (ou le croit), mais rien sur sa destinée.

A l'ère des finalités succède l'ère des modalités, allègrement confondues d'ailleurs par la résurgence du scientisme en cette fin du XX^e siècle, dont toute la thèse consiste à démontrer que la découverte des « comment » élimine définitivement toute question relative au « pourquoi ». Et cela au nom d'un « postulat d'objectivité », auquel il conviendrait d'adhérer sans discussion. Moyennant quoi il appert que l'homme est le fruit « du hasard et de la nécessité ». La démonstration est alors terminée et ne souffre plus aucune discussion, bien qu'elle repose sur une équivoque : la

notion même de postulat qui, par définition, suppose une libre adhésion, donc un choix, puisqu'elle est indémontrable !

Bien plus, la société de consommation accentue ce processus « d'horizontalisation ». Il faut tout avoir, maintenant, tout de suite. Au diable les consolations venues « d'en haut », consolations des faibles, consolations d'hier. Voilà donc l'homme moderne radicalement démythifié, et parfaitement orphelin ; il lui reste cependant la pitoyable consolation de produire, d'amasser, de collectionner, de consommer ou de casser des gadgets de plus en plus nombreux, perfectionnés et superflus !

L'homme pourtant ne vit pas seulement de pain... Or une question se pose, toujours la même :

Peut-il y avoir vie sans projet, sans dépassement ?

Peut-il y avoir civilisation sans transcendance, sans aspiration à un « plus être » ?

J'ai essayé dans mon chapitre de conclusion de suggérer quelques pistes de réflexion sur ces thèmes essentiels. Je me permets de les rappeler brièvement.

Les jeunes d'aujourd'hui, comme ceux d'hier et de toujours, cherchent autre chose ; ils veulent aller plus loin. A « l'Enrichissez-vous » de Guizot, maître mot des sociétés de consommation, ils préféreraient substituer, s'ils la connaissaient, la fière devise de Charles Quint : « Plus oultre ».

Mais comment aller plus loin ? Par la drogue bien sûr, qui libère les puissances de l'esprit !

Pourtant la drogue est une illusion ; elle ne stimule en rien l'effort créateur ; mais à l'inverse, l'effort créateur suppose un projet, une espérance mobilisatrice. C'est bien ce dont nos sociétés nous privent le plus ! Faute d'un minimum de volonté commune, il n'y a plus de civilisation. Or, « l'humanisme horizontal », fruit d'une certaine évolution de la pensée moderne, aboutit à la négation de l'homme lui-même, comme on le voit bien avec le développement des philosophies structuralistes ! Et la philosophie tout entière chante ses hymnes à la désespérance. Faute de « raisons de vivre », à quoi bon, se demande déjà l'Américain d'aujourd'hui, avoir « largement de quoi vivre » ?

H.B. — *Permetts-moi une petite précision. On cite toujours incomplètement Guizot. Il a dit : « Enrichissez-vous par le travail et par l'épargne. »*

J.M.P. — Le retour à la drogue est d'abord le signe d'un vide et d'une désespérance, le refus d'un monde sans âme et sans foi. C'est dans sa racine qu'il faut saisir le mal pour le combattre, non dans ses conséquences. Emporté par une des plus grandes révolutions culturelles de tous les temps, saisi de vertige devant les abîmes du savoir et les miracles de ses propres techniques, l'homme d'aujourd'hui cherche désespérément la synthèse entre ces valeurs nouvelles et les sagesses antiques...

Car plus la science progresse, plus l'horizon recule, tandis que s'effondrent les petites sécurités et les représentations enfantines de l'Univers. On conçoit que ces découvertes soient traumatisantes pour une génération bloquée sur les imageries populaires du livre de la Genèse. De là à jeter le bébé avec l'eau du bain, il n'y a qu'un pas, que beaucoup franchissent allègrement. Leur contestation est radicale, et ils rejettent d'un même mouvement les pieuses « bondieuseries » du XIX^e siècle et l'éthique universelle de la révélation judéo-chrétienne, tout comme d'ailleurs, la jeunesse d'une Afrique méditerranéenne ou d'un Orient très proche, la morale d'un Coran puisant aux mêmes sources millénaires. D'où la crise de civilisation actuelle. Faut-il s'en réjouir ? Faut-il la déplorer ? Toute crise comporte des risques. Celle-ci est crise d'adolescence. L'homme moderne, grisé par son savoir, conquiert l'indépendance. Nulle surprise qu'alors soit contestée l'autorité d'un père que ses ancêtres nommaient Dieu.

L'homme pourtant reste un mystère ; d'aucuns diront un accident de l'évolution. Et la vie elle-même, dans son extraordinaire épopée, n'est-elle pas le miracle des miracles ? Prétendre évacuer au nom de la technique souveraine et de la toute puissante planification administrative, au nom de l'efficacité aussi, le mystère, la poésie, le sacré, l'imagination créatrice, c'est amputer l'homme d'une part de lui-même. Et la drogue n'est que le misérable substitut de ce manque, de ce vide, de ce trou béant au cœur de l'homme moderne.

L'heure vient où l'espèce va choisir son destin. Dans leur quête de liberté, maladroite et tâtonnante, les jeunes expriment confusément l'obscur désir de l'homme d'achever ce qu'il commence à être : un animal naissant à la conscience et à la joie d'aimer. Un animal tragique, certes, dont Shopenhauer disait qu'« il ne lui reste plus assez d'instinct pour agir avec sécurité, et qu'il ne possède pas encore assez de raison pour assumer les tâches de l'instinct ». Tragique condition d'une espèce qui émerge de la nuit et aspire à la lumière et à la liberté. Nous sommes en chemin, au début de l'aventure humaine. Comme le dit merveilleusement Heidegger, « nous arrivons pour les dieux, trop tard, mais trop tôt pour l'Être, dont le poème commencé est l'homme ».

H.B. — *Que les jeunes drogués expriment ou traduisent, par leur refus, le malaise créé par la civilisation technicienne et que leur comportement de « marginaux » de la société soit le signe d'une crise de civilisation, tu as raison de le souligner. La nécessité d'un « supplément d'âme » avait d'ailleurs déjà été perçue par Bergson, voici quelques décennies !... Mais la voie pour sortir de cette crise, pour triompher de ce malaise ce n'est pas la drogue, ce n'est pas l'évasion, c'est l'affrontement, l'interrogation, la recherche. Le refus, oui. La révolte, oui. Mais non aux professionnels du refus et de la révolte ! Le refus et la révolte n'ont de valeur et de portée qu'à la condition d'être cri contre une menace d'asphyxie et non pas itinéraire de fuite !*

Philippe SAINT-MARC dans l'article qu'il a rédigé pour les lecteurs de « France-Forum » résume un des thèmes principaux de son ouvrage « Socialisation de la nature » (Stock). Le livre de notre collaborateur a suscité dès sa parution (septembre 1971) un grand courant d'intérêt et il a atteint déjà sa troisième édition. Il est réconfortant de constater qu'une étude de fond traitant des problèmes de protection de la nature et préconisant un humanisme des biens Immatériels qui sauvegarde la qualité de la vie, trouve un accueil aussi large dans des milieux très divers.

POUR UNE MONDIALISATION DE LA NATURE

par Philippe Saint Marc

*L'eau et l'air coulent dans nos mains
Comme verdure en notre cœur.*

Paul Eluard.

NOUS sommes citoyens du monde. Au-delà des nationalismes qui traînent leur bric-à-brac de ferraille guerrière et de haines sanglantes, sauver l'homme en sauvant la nature est une entreprise qui peut rassembler dans une communauté d'action les hommes de toutes races et de toutes idéologies.

Redonner à l'air et à l'eau leur pureté, conserver à tous les merveilles du monde, nées du prodigieux travail de la terre sur elle-même, rétablir l'amitié de l'homme avec la nature et par-là même ouvrir la voie à une amitié nouvelle entre les peuples, n'est-ce pas la source d'une fraternité universelle par un idéal commun ?

La jeunesse qui, dans tous les pays, s'angoisse des non-sens de notre société découvrira un sens à sa vie dans la création d'une civilisation nouvelle où l'homme, ayant fait la paix avec la nature aurait retrouvé son équilibre biologique fondamental et, par-là même, la voie de son épanouissement.

Ce rapprochement des hommes pour protéger l'homme doit faire éclater les nationalismes.

Oublier les querelles ancestrales, les rivalités idéologiques, dépasser l'antagonisme Ouest-Est dans un commun effort, exalter dans l'homme ce qu'il y a de plus généreux, c'est jeter les bases d'une nouvelle organisation internationale, fondée non plus sur l'équi-

libre de la peur mais sur la sauvegarde d'un bien collectif: que tous les pays fassent la guerre à la pollution et ils penseront moins à la faire entre eux.

COMMUNE EST NOTRE TERRE

L'espace est un.

Même si, pour les nationalistes, le souvenir de Jeanne d'Arc ou de Sedan doit éternellement diviser la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, commune est notre atmosphère, commune aussi l'eau de la Manche et du Rhin.

Si puissants sont nos moyens de pollution qu'ils ignorent les frontières et les barrières douanières. Les forces d'auto-épuration du milieu naturel local sont très souvent annihilées par une forte pollution et la dévastation s'étend alors très loin au-delà du point d'émission.

En 1969, dans la partie allemande du Rhin, une péniche déverse par accident un produit chimique toxique pour la faune et des millions de poissons meurent aux Pays-Bas dont l'équilibre hydraulique est aussi très gravement perturbé par la fermeture des écluses pour empêcher la pénétration de ce poison dans leurs canaux.

En permanence, le cours néerlandais du Rhin est souillé par les déchets dus à l'extraction de la potasse d'Alsace et aux industries de la Ruhr. La Norvège et la Suède subissent la pollution atmosphérique amenée d'Angleterre et d'Allemagne par les vents.

A Nice, la baie des Anges est salie par les détritiques urbains que les courants apportent de la Riviera italienne. Et les plages françaises sont souillées du mazout déversé en haute mer par des bateaux de toutes nationalités.

Vents, courants marins, nappes d'eau souterraines, bassins fluviaux et grands lacs internationaux ignorent les frontières et tissent une solidarité écologique entre les nations.

L'EXPLOSION DES NUISANCES

Le totalitarisme du profit aggravé par l'expansion économique a provoqué une augmentation explosive des nuisances qui détruisent les richesses biologiques internationales, en particulier celles des océans et qui dans les vingt prochaines années vont mettre en péril la survie de l'humanité.

Nous tuons peu à peu l'un des milieux naturels les plus essentiels à l'homme: le milieu marin.

En 1967, l'opinion publique s'émue beaucoup du naufrage d'un pétrolier géant de 120.000 tonnes — le « Torrey Canyon » — au large des côtes de Cornouailles, dont la cargaison se répandit en une immense « marée noire » sur les côtes françaises et anglaises.

Or, chaque année, les pétroliers qui vidangent leurs soutes dans les océans y jettent clandestinement cinquante fois la cargaison du « Torrey Canyon ».

Emprisonné dans ces hautes tours, Paris va-t-il devenir une prison cellulaire moderne? Que deviennent les espaces verts promis?

Les navires-citernes trouvent, en effet, beaucoup plus avantageux de vidanger en mer les résidus des chargements pétroliers que de s'arrêter pendant quelques jours dans un port pour nettoyer leurs cuves et vider les déchets. Sans compter le coût d'utilisation des stations de dégazage dans les ports, un jour d'immobilisation d'un pétrolier lui fait perdre de 50.000 à 80.000 F.

Mais le résultat de ces vidanges clandestines lucratives est de répandre sur les océans du monde 5 millions de tonnes de mazout chaque année, ce qui recouvre la surface marine d'une immense couche opaque qui entrave la production d'oxygène marin (1), souille nos plages, tue la faune et transforme progressivement cet immense réservoir de vie en un désert biologique (2).

Ainsi la recherche de profits supplémentaires par une vitesse de rotation accrue pousse les pétroliers à polluer de mazout l'ensemble des océans.

S'y ajoute la masse, sans cesse croissante, des déchets déversés par les usines et les villes littorales ou charriés par les fleuves jusque dans les océans.

Nous avons même réussi à rendre en certains endroits l'océan toxique. En effet, chaque année, l'homme rejette à la mer, dans ses déchets industriels, 10.000 tonnes de

(1) Selon le savant britannique Cole, le phytoplancton marin assure le renouvellement de 70 % des réserves d'oxygène dans l'atmosphère.

(2) Une tonne de mazout en se répandant dans l'océan couvre 1.200 hectares.

plomb et 5.000 tonnes de mercure. Or ce sont des poisons redoutables, fixés et concentrés à des teneurs sans cesse plus élevées, par tous les chaînons de la chaîne alimentaire, depuis le plancton jusqu'à l'homme en passant par les poissons et les crustacés (3).

Des teneurs en toxiques qui, en elles-mêmes, ne sont pas nocives pour l'homme, lors du rejet de déchets à la mer, le deviennent lorsque au stade final de la chaîne alimentaire, elles sont absorbées par lui dans les aliments qu'il a pêchés.

D'où les très graves accidents qu'a connus le Japon.

En 1953, à Minnamata apparut une maladie qui tua 50 personnes et en paralysa 115, due à la consommation de poisson pollué par du mercure, rejeté dans la mer en provenance d'une usine locale. Epidémie aussi à Niigata en 1964 où 43 personnes furent atteintes d'une maladie inconnue aux douleurs atroces — l'enquête montra qu'elle était due à la contamination du poisson par du cadmium déversé dans la mer par des usines voisines.

Accidents terribles, et qui nous menacent tous, si nous continuons en empoisonnant la mer à empoisonner l'une des sources fondamentales de notre vie.

Plus redoutables encore sont les perspectives d'avenir. La flotte pétrolière mondiale se développe rapidement : de 1950 à 1970, son tonnage a plus que quintuplé. Ce qui multiplie la pollution par les délestages clandestins et les collisions de navires sans cesse plus graves à mesure que grandit démesurément la taille des navires pétroliers. Le « Torrey Canyon » jaugeait 120.000 tonnes. Les pétroliers les plus modernes atteignent 300.000 tonnes et dans quelques années, on verra circuler des géants de 500.000 tonnes et peut-être plus encore.

Qu'un de ces énormes bateaux coule et l'on imagine les ravages que causerait au milieu naturel le déversement de cinq fois la « marée noire » du « Torrey Canyon ». Or les dangers de collision augmentent rapidement avec l'encombrement croissant des routes maritimes les plus fréquentées, le Pas de Calais voit passer un millier de bateaux par jour. Par leur grande taille, leur maniabilité difficile, leur vitesse élevée, les pétroliers géants courent et causent des risques exceptionnels.

La liberté des mers était conçue pour de petites flottes de petits bateaux. L'apparition de grandes flottes de très grands bateaux la rend caduque, car elle nécessite une discipline internationale dans l'utilisation de l'espace.

Le pétrolier d'un demi million de tonnes impose un dirigisme maritime.

Parallèlement, l'exploitation du pétrole sous-marin, qui en dix ans sera quadruplée, multiplie les fuites de pétrole en mer.

(3) La concentration croissante des toxiques au cours de leur absorption par les divers organismes qui composent les chaînes alimentaires atteint un niveau extrêmement élevé : ainsi dans les huîtres, il arrive que la concentration du D.D.T. y soit 70.000 fois plus forte que dans l'eau environnante.

Enfin, l'expansion considérable des activités sur les bords des mers — industrialisation, tourisme, urbanisation — accroît considérablement la masse des déchets qui aura quadruplé dans les zones littorales d'ici vingt ans.

LE BIEN COMMUN UNIVERSEL

L'encombrement croissant de l'espace et l'intensification des nuisances exigent une planification physique. De même que ces phénomènes remettent en cause, à l'échelon national, le libéralisme industriel et la propriété, ils obligent à l'échelon international, à abandonner le laissez-faire et la souveraineté nationale.

L'espace international, tel que la haute mer ou la haute atmosphère, traditionnellement considéré comme une « res nullius » — un bien n'appartenant à personne — doit maintenant être traité en « res communis », en bien commun. Les extrêmes richesses physico-chimiques de l'océan, la vitalité renouvelée de ceux qui s'y baignent ou vivent sur ses bords, son rôle bienfaisant dans la production d'oxygène et l'équilibre climatique, l'apport de nourriture végétale et animale et, demain peut-être, d'eau potable, après dessalement, tout ceci est le patrimoine de l'humanité et ne doit être gâché par personne.

De même, l'atmosphère, dans sa teneur en oxygène, sa température, son opacité à l'égard du soleil est également un bien mondial parce qu'indispensable à la vie sur la terre.

Or ces biens communautaires sont maintenant en péril extrême par la progression extraordinairement rapide, anarchique et incontrôlée des nuisances.

D'où la nécessité d'abolir le droit de chaque nation à user, en toute liberté, de l'espace international. Il faut que son utilisation soit réglementée par une organisation mondiale.

Bien plus, même dans le territoire national, il faut que pénètre l'action internationale.

D'abord pour empêcher que les nuisances d'un pays ne se répandent chez les autres ou dans les océans ; ensuite pour harmoniser à l'échelle internationale les charges économiques entraînées par la lutte contre la pollution, enfin pour accroître l'efficacité des actions nationales de sauvegarde en les coordonnant mondialement.

Dans le domaine de l'environnement, l'indépendance nationale est une structure dépassée.

Il y a désormais un « intérêt général universel » devant lequel doivent s'incliner les souverainetés nationales.

DE LA SOUVERAINETE NATIONALE AU SUICIDE INTERNATIONAL

Besoins communs, espoirs communs, voilà ouverte la voie à une action communautaire mondiale. Mais tous les efforts entrepris jusqu'ici en faveur d'une organisation internationale de la nature ont été paralysés

Ce dont on te prive, c'est de vents, de pluies, de neiges, de soleil, de montagnes, de fleuves et de forêts : les vraies richesses de l'homme — Jean Giono.

par le vieux mythe de la souveraineté nationale. Plus que jamais, je suis convaincu, comme je l'écrivais déjà il y a dix ans dans une étude sur la CECA (4), que la supranationalité est la clé de l'efficacité internationale.

C'est à un gouvernement mondial pour la sauvegarde de la nature qu'il faudra aboutir le jour où, las des trop lents progrès de la concertation unanime entre Etats souverains, le monde comprendra enfin qu'il lui faut s'unir ou périr.

La sauvegarde de la nature est un problème de vitesse. Chaque jour s'accroissent massivement les nuisances qui détruisent peu à peu irréversiblement les sources de notre vie. Si nous n'arrivons pas très vite à arrêter ce flot dévastateur, à en réduire la force pour la ramener à ce que peut épurer de lui-même le milieu naturel sans se dégrader, c'en est fait de la nature et donc de l'homme.

Or, dans cette course entre la vie et la mort, comment la vie gagnera-t-elle si, pour chaque décision internationale, il faut une unanimité des Etats, lente à obtenir, plus lente encore à mettre en œuvre.

La supranationalité, c'est-à-dire la délégation d'une partie de la souveraineté nationale à une autorité internationale statuant à la majorité est la condition de la survie de l'homme dans les trente prochaines années, car c'est le seul moyen d'introduire dans la vie internationale la possibilité de la rapidité.

Le maintien des souverainetés nationales conduit au contraire à un suicide mondial.

L'exemple de la lutte contre la pollution internationale de l'eau est à cet égard très éclairant.

Voilà un demi-siècle que l'on discute dans les conférences internationales des moyens de lutter contre la

(4) Cf. Philippe Saint Marc : « La France dans la CECA : une expérience de planification multiple du charbon et de l'acier ». Armand Colin éditeur - 1961.

pollution des mers par les hydrocarbures. Et la pollution ne cesse de s'aggraver... conférence de 1926 à Washington, conférence de 1954 à Londres, conférence de 1962 à Londres, conférence de 1969 à Bruxelles...

Chaque fois, on signe de nouvelles conventions, chaque fois, faute d'une action suffisamment énergique, l'expansion du trafic pétrolier et donc des vidanges clandestines et des accidents qu'il entraîne aggrave la pollution maritime malgré les règles nouvelles instituées.

Ces conventions sont en effet d'une extrême faiblesse. Faute d'un pouvoir international de commandement, de contrôle et de sanction, leur application est laissée à la bonne volonté des Etats et des armateurs.

Point de danger à les violer. Au moment même où la marée noire du « Torrey Canyon » ravageait les côtes françaises et anglaises, deux pétroliers norvégiens, un pétrolier grec, un pétrolier français et un anglais étaient surpris en train de vidanger clandestinement les résidus de mazout de leurs cales. Que risquaient-ils ? Presque rien. Point de tribunal international pour les juger.

Point de réglementation internationale fixant les sanctions applicables aux infractions. Et celles-ci déterminées par la législation de chaque pays sont généralement très faibles : en France, une amende de 2.000 F à 20.000 F. Le procès-verbal dressé par le pays qui a constaté l'infraction est transmis au pays dans lequel est immatriculé le bateau et, après une longue procédure, il est condamné parfois à une petite amende très inférieure au gain réalisé par ce délestage clandestin. Cette sanction, très hypothétique d'ailleurs, n'a donc aucun effet intimidant. Encore faut-il être surpris ; les risques d'une détection en haute mer sont très faibles, presque nuls la nuit ou par temps de brouillard. L'impunité pousse au délit.

L'absence d'une autorité supranationale entrave de même le fonctionnement des Commissions internationales créées depuis quelques années pour la protection de fleuves ou de lacs qui intéressent plusieurs pays : le Rhin, la Moselle, l'Escaut, le lac Léman, le lac de Constance. Purement consultatives, sans aucun pouvoir propre de décision, paralysées par le droit de veto de chacun des Etats membres, elles ne sont en mesure ni d'édicter une réglementation protectrice des eaux, ni de fixer les dépenses nécessaires, ni de coordonner la mise en valeur industrielle, nautique et touristique de ces grandes artères hydrauliques de l'Europe.

POUR UN GOUVERNEMENT MONDIAL DE LA NATURE

Aucune action internationale ne sera efficace si elle ne débouche pas sur la création d'une communauté mondiale solidement organisée.

Un Commissariat à la nature exprimerait le pouvoir politique et serait l'organe de décision, fixant les objectifs et adressant aux Etats les directives appropriées.

Une « Agence de la nature » en serait l'administration chargée de l'étude et de l'exécution. Elle disposerait

d'un Fonds de protection et d'un Fonds d'indemnisation financés par les pollueurs et les Etats. Parallèlement serait instituée une Fondation internationale qui achèterait pour les préserver les sites naturels d'un intérêt exceptionnel.

Un service de contrôle et un tribunal veilleraient au respect des décisions internationales.

Une assemblée parlementaire, une commission de la nature et une commission des sites permettraient la participation des élus et des amis de la nature et contrôlèrent l'action de l'Exécutif.

Mais pour être efficace, cette organisation ne doit pas être paralysée par le droit de veto de chaque Etat-membre. Elle doit donc bénéficier d'une délégation de pouvoirs des Etats qui abandonneront ainsi pour le bien commun une partie de leurs droits.

Il faut donc ranger la souveraineté des Etats au musée des vieilles haines. Est-ce d'ailleurs toujours l'intérêt national qu'elle exprime ? L'indépendance des Etats est bien souvent un masque derrière lequel s'abritent les compagnies industrielles, commerciales, financières qui les ont colonisés.

Cette organisation internationale devrait déboucher sur une planification mondiale des actions de sauvegarde concrétisée dans une « charte de la nature ».

Celle-ci instituerait les normes maxima de nuisances, une harmonisation des charges financières entre les Etats et les directives à suivre pour la politique de développement industriel et d'aménagement du territoire.

Parallèlement serait réalisé un vaste effort d'information. Un réseau international de détection et d'alerte, pour mesurer la pollution de l'air et de l'eau et le bruit, serait constitué et un Livre blanc mondial porterait chaque année à la connaissance de l'opinion publique l'état des pollutions, les décisions prises pour la sauvegarde de l'environnement, les obstacles rencontrés et les résultats.

CARENCE EUROPEENNE

Organiser un développement en symbiose avec la nature et non contre elle aurait dû être l'un des devoirs premiers de l'Europe. Quelle plus noble ambition pour une Communauté internationale que sauver les richesses naturelles historiques des peuples associés, leur éviter la paupérisation biologique, leur offrir enfin un cadre de vie où l'homme s'épanouit au lieu de s'y dégrader physiquement et psychologiquement.

Or, on parle de la nature là où on ne prend pas de décisions — à Strasbourg au Conseil de l'Europe — et on n'en parle pas là où on prend des décisions : à Bruxelles dans la C.E.E.

Bien plus, les préoccupations mercantiles dominent à ce point le Marché commun que l'Europe paraît vouloir rester loin derrière les Etats-Unis dans la lutte contre les pollutions.

C'est ce que manifesta le directeur des affaires industrielles du Marché commun, lors d'un colloque à Washington en janvier 1971, déclarant notamment :

« Nous devons prendre dès maintenant des mesures pour faire en sorte que la protection contre la pollution ne devienne pas une protection contre la concurrence étrangère et une source de nouvelles restrictions au commerce ».

Il faut au contraire que l'Europe, foyer primordial de vitalité économique, soit à la pointe du combat pour la protection de la nature — et donc de l'homme. Ce devrait être un objectif prioritaire des Institutions européennes et une organisation européenne de la nature serait une étape essentielle vers la « mondialisation » de ce bien universel.

UNE INTERNATIONALE DES DEFENSEURS DE LA NATURE

Voici que surgit une nouvelle internationale : celle des défenseurs de la nature.

Déjà l'opinion publique mondiale se mobilise pour des causes qui, il y a quelques années, n'auraient pas ému au-delà des frontières du pays intéressé : le projet de démantèlement du parc national français de la Vanoise ou le massacre des bébés phoques par les chasseurs de Norvège et du Canada ne sont plus des affaires nationales : sur l'une comme sur l'autre, des hommes dans le monde entier ont pris parti avec un très grand poids ! De même que le sauvetage d'Abou Simbel ou de Venise importe à l'humanité autant qu'à l'Egypte ou à l'Italie.

Déjà aussi se profile la coalition mondiale des victimes de nuisances pour imposer aux producteurs et aux Etats l'obligation de ne pas détruire le cadre physique de la vie.

Comme en témoigne cet appel par-delà les frontières à toutes les victimes du bruit aéronautique, lancé en 1970 par le Comité de défense des habitants riverains de l'aérodrome d'Orly : « Limiter le bruit des avions est une question internationale. Riverains des aéroports de pays étrangers, unissons nos efforts pour obtenir rapidement satisfaction à nos revendications. »

De toutes parts foisonnent des associations de défense qui peu à peu joignent leurs efforts par-dessus les frontières. Les premières institutions — mondiales — privées — apparaissent : Fonds mondial pour la vie sauvage, Union Internationale pour la conservation de la nature.

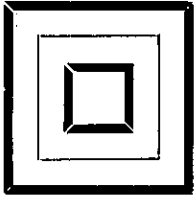
Voici que, dans ce rapprochement nouveau des hommes pour sauvegarder leur patrimoine commun, culmine le vieux rêve de Jaurès « la propriété universelle » et celui de Teilhard de Chardin « tout ce qui monte converge ».

Une voie supplémentaire est ouverte à la fraternité universelle. Instauré d'abord pour la nature, le fédéralisme mondial s'étendrait ensuite à toute l'activité humaine.

Jamais le péril, mais jamais aussi l'espoir ne furent aussi grands.

La destruction de la nature n'est pas une fatalité.

Philippe SAINT MARC ■



De l'aliénation de la nature à sa destruction et à la déculturation de l'homme

Les richesses immatérielles nées de la nature, c'est-à-dire les bienfaits biologiques, les joies esthétiques et l'enrichissement scientifique qu'elle nous apporte, deviennent de plus en plus rares en raison des destructions continues que leur infligent la mécanisation, l'industrialisation, l'urbanisation et un usage dévastateur et abusif du monde vivant. *Demain, la télévision, le réfrigérateur, l'automobile seront dans chaque foyer, mais le monde occidental connaîtra une telle pénurie d'air pur, de silence, de verdure, que ces biens, jadis inappréciés, seront les plus précieux de notre civilisation...*

La France se défigure sous nos yeux à une vitesse atterrante. La Côte d'Azur et la côte bretonne, les collines de Provence, les vallées des Alpes et celles de l'Île de France se couvrent de constructions inadaptées au paysage, qui barrent les horizons et détruisent l'ancienne harmonie de la nature et de l'habitat. Le site célèbre d'Ermenonville où rêvèrent Rousseau et Nerval est transformé en lunapark (1).

Plus de golfes marins, mais des anneaux de béton, emprisonnant la mer. Des amas disparates et bariolés

(1) A Ramatuelle, près de Saint-Tropez, un Hilton miniature surgit à côté de ce village pourtant protégé par la Commission des Sites.

de cubes rompent, dans toute la France rurale, la pureté des lignes et des couleurs. Ailleurs, des casernes de tours écrasent l'horizon des forêts. Partout la route littorale, amorce de lotissements fructueux, défigure les côtes, interpose entre la mer et la terre un incessant et dangereux sillonnement automobile, ôte toute profondeur au rivage écrasé par le pullulement des carrosseries.

Qui voudra dans quelques années admirer les plus beaux paysages de la France devra se borner à en regarder de vieilles photographies.

Ce gaspillage des sites est international. Sur le lac Léman s'édifie une immense banlieue comme sur la plupart des rivages italiens, où même le golfe de Naples et la péninsule de Sorrente disparaissent derrière une barrière linéaire continue. Le parc naturel italien du Circeo est menacé par la spéculation immobilière des propriétaires privés inclus dans ce parc. En Angleterre, sur 3.000 milles de côtes, 900 seulement étaient jugés en 1963 encore dignes d'être protégés pour leur valeur d'abri sauvage.

En France, dans toutes les régions les plus « sensibles » et donc les plus fragiles, l'urbanisme n'est qu'un cimetière de bonnes intentions. Dérogations et construc-

Nous nous battons pour un site. A nos yeux, ce site vaut mieux que notre pain, car il ne peut, lui, être remplacé — René Char

tions sans permis de construire portent des coups incessants aux trop rares mesures protectrices prévues dans les plans d'urbanisme (2), les espaces verts les plus essentiels ne sont qu'une « peau de chagrin ». L'impunité des constructions sans permis — rarement poursuivies, plus rarement encore condamnées et souvent à des peines dérisoires — et l'inexistence d'une politique nationale du paysage aboutissent à défigurer les sites les plus précieux...

Si demain, tout l'espace de loisirs est partagé en parcelles de 5.000 m² pour chaque chef de famille aisée, non seulement les non-proprétaires en seront à jamais écartés, mais les propriétaires eux-mêmes seront lésés par cet émiettement du sol, ayant définitivement désagrégé ce paysage qu'ils étaient venus chercher, enfermés dans leurs 5.000 m² individuels sans pouvoir goûter le plaisir de vastes étendues à perte de vue. Disparus, les grands horizons et les longues randonnées; chaque propriétaire rapetissera sa contemplation aux quatre murs de son lotissement et son activité sportive à l'entretien de son petit enclos. La Nature sauvage se réduira à un interminable alignement de jardinets propres. Mais en la tailladant ainsi, aveuglément, inlassablement, on l'aura bientôt détruite...

La ville décline dans son rôle culturel, ses divertissements, son commerce et son brassage humain.

Le développement de l'automobile accélère ce dépérissement de la civilisation dans les grandes villes: l'automobile y tue la joie de vivre. Les quartiers anciens, cœur de la ville, inadaptés à une circulation automobile massive, mais riches en distractions, en boutiques, en centres de pensée, deviennent d'un abord difficile. Les quartiers nouveaux, modelés pour l'auto, mais dénués d'âme, dépourvus de ces multiples lieux de rencontre et de cette diversité de paysages urbains qui font le charme des quartiers anciens, s'étendent indéfiniment dans la monotonie rectiligne de leurs cubes alignés. La ville ancienne meurt de congestion; la ville nouvelle, d'ennui...

Tout ce qui était chance d'épanouissement dans la Nature est en train de disparaître. La Nature est musée autant que terrain des jeux et des sports; les grands paysages sont les hauts lieux d'une civilisation. Elle n'offre pas seulement détente et repos, mais aussi émotion artistique et création. Que serait la peinture, s'il n'y avait eu la forêt de Fontainebleau pour les peintres de l'école de Barbizon, les rives de la Seine pour les impressionnistes, les paysages de Bretagne pour Gauguin et ceux de Provence pour Cézanne, ceux de la Côte d'Azur pour Bonnard ou Matisse? Qu'en subsiste-t-il maintenant et surtout qu'en restera-t-il dans trente ans?

Déjà sur la plaine de Chailly-en-Bière où Millet peignit « l'Angélu », un promoteur projette de construire 1.200 logements et le Service des Ponts et Chaussées se prépare à détruire par une autoroute le site d'Auvers-sur-Oise immortalisé par Van Gogh, Pissaro et Cézanne.

(2) De 1960 à 1964, 20.000 dérogations ont été accordées dans la région parisienne; depuis 1965, 80.000.

La pollution des mers, des fleuves, des rivières et des lacs provoque chaque année la mort de centaines de milliers de poissons

De même, quand nous aurons souillé ces sites maritimes où se découvrit Chateaubriand, ces montagnes qui exaltèrent Rousseau, ces collines, des Alpes où médita Giono, quand nous aurons effacé la vallée de la Bièvre qui inspira à Victor Hugo la *Tristesse d'Olympio*, la vallée de Chevreuse où s'éveilla le génie de Racine, quand la terre écrasée sous une immense banlieue ne fera plus jamais chanter aucune Géorgique, aucune Bucolique, aucune symphonie pastorale, quand notre air chargé de vitriol aura détruit Notre-Dame de Paris et les marbres du Parthénon, quand les bangs des avions supersoniques auront jeté bas Notre-Dame de Chartres et Vézelay, quand nous aurons tué une grande partie des sources de toute culture, que vaudra notre vie et quel sera son sens?

La dénaturation de la planète est aussi sa déculturation.

La France est une fédération de paysages où s'expriment son histoire et son âme. Les écraser, c'est effacer chaque jour un peu de son originalité.

Philippe SAINT MARC ■
(Socialisation de la Nature)

LA V^e RÉPUBLIQUE

ET

L'ÉLECTORALISME

par Alain Jourdan

« **S** I l'on ajoute les élections municipales, cantonales, législatives, présidentielles, sénatoriales... en dehors même des référendums ou des dissolutions, les Français votent une fois par an. » Cette déclaration du Président Pompidou, dans sa conférence de presse du 23 septembre 1971 (1), visait à empêcher que, dix-huit mois avant les prochaines élections législatives, « le pays ne tombe de façon prématurée dans l'électoralisme ». Si l'on passe en revue les déclarations et réunions du mois qui a suivi sa conférence de presse, on ne peut pas dire que les conseils du Président de la République aient été suivis, tant se sont multipliées, dans la majorité comme dans l'opposition, les prises de position directement liées aux élections législatives de 1973.

1. LE DIAGNOSTIC DE « L'ELECTIONITE »

Il semble que l'on soit en présence d'un penchant irrésistible et cette affirmation du chef de l'Etat a, en effet, mis l'accent sur l'un des traits essentiels de la V^e République. La France, sous ce régime, serait-elle malade de « l'électionite » ? Il faut reconnaître que, malgré quelques périodes d'ennui, de désenchantement ou de morosité, la vie politique française a offert une matière à réflexion particulièrement riche, donnant naissance à chaque occasion à de nombreuses études, ce qui nous incite à placer ces brèves remarques sous le signe de la modestie. En effet, pour ne prendre qu'un exemple récent, les deux seules années 1968 et 1969 ont suscité nombre de réflexions sur une grande crise politique et sociale et sur trois types de consultations électorales, dont les formes, les enjeux et les conséquences ont été, à bien des égards, différents, mais en même temps comparables : des élections législatives directement liées à l'un des aspects de la crise, un référendum qui, dans le calme revenu, provoque le départ d'un chef de l'Etat au pouvoir depuis onze ans, enfin une élection présidentielle qui assure la succession et démontre la stabilité du régime. Mais en dehors même de ces périodes particulièrement denses, associant deux ou trois types de consultations en cascade, il faut admettre que la moyenne évoquée par le Président de la République ne laisse pas d'être, par elle-même, im-

pressionnante et encore devrait-on, pour être précis, l'abaisser à une consultation tous les 8 ou 9 mois.

En effet, on dénombre, en 13 ans, 17 consultations, en tenant compte des seules interventions du suffrage universel direct (ce qui exclut les élections sénatoriales) mais en incluant les élections locales (cantonales et municipales).

Leur simple récapitulation, sous forme de tableau, permet de mesurer, d'une manière « brute », cette caractéristique :

	TOTAL	Renouvellements normaux	Consultations exceptionnelles
1958 : 1 référendum, 1 élection législative	2		2
1959 : 1 élection municipale — 1960 —	1	1	
1961 : 1 référendum, 1 élection cantonale	2	1	1
1962 : 2 référendums, 1 élection législative — 1963 —	3		3
1964 : 1 élection cantonale	1	1	
1965 : 1 élection municipale 1 élect. présidentielle — 1966 —	2	1	1 (a)
1967 : 1 élection législative	1	1	
1968 : 1 élection législative	1		1
1969 : 1 référendum, 1 élect. présidentielle	2		2
1970 : 1 élection cantonale	1	1	
1971 : 1 élection municipale	1	1	
	17	7	10

(a) Bien que l'élection présidentielle de 1965 se situe à la fin du premier septennat et constitue donc le renouvellement normal de ce mandat, on peut la classer parmi les consultations exceptionnelles en raison de la nouveauté fondamentale qu'est le suffrage universel direct et de l'intérêt suscité dans l'électorat par cette forme d'élection.

(1) « Le Monde », 25 septembre 1971.

Mises à part les années où se sont concentrées deux à trois consultations, il apparaît que les années sans élections sont, en conséquence, très rares, ce qui est, peut-être, encore plus frappant : 1960, 1963, 1966. On ajouterait volontiers 1972 mais chacun sait qu'en politique, mieux vaut ne pas usurper les fonctions de Madame Soleil...

Rares sont donc les années où les Français, comme leurs gouvernants, ont pu avoir l'impression de « souffler », de vivre sans être sollicités par le suffrage universel. Il n'est pas étonnant, dès lors, que l'on ait pu parler de campagne permanente, de « troisième tour » aux élections législatives de 1967, etc... Un tel phénomène donne l'impression de voir se dérouler la vie politique par sauts successifs, par petits bonds, longtemps marqués par le monolithisme de leur signification politique, toujours favorable à la même personne ou à la même équipe.

Mais, délaissant les chiffres bruts pour se livrer à des appréciations un peu plus qualitatives, on peut relever le caractère normal ou exceptionnel des consultations : c'est une minorité seulement des consultations qui assure le renouvellement à échéance normale des organes élus. On en dénombre 7, alors que les dix autres ont été provoquées par des événements exceptionnels ou des décisions délibérées soumettant des réformes directement aux électeurs.

Certes, les élections sont encore considérées comme le moyen normal de participation des citoyens dans les démocraties. Le recours au suffrage peut donc être la preuve de l'importance accordée aux élections, provoquer un éveil ou un réveil de la vie politique. On a beaucoup évoqué cette « re-politisation » à propos des élections présidentielles de 1965. Dans un sens opposé, « l'électionnite » peut provoquer une lassitude, à la fois du côté de l'électeur lorsqu'il répond toujours de la même façon, même avec quelques variantes, et du côté du pouvoir, pour lequel la tentation est grande de considérer les consultations électorales comme des formalités, de simples moyens de recueillir une adhésion formelle.

Cet aspect formel de l'adhésion a été souvent invoqué pour justifier le caractère plébiscitaire du régime, non seulement lors des référendums mais aussi lors des autres types de consultations.

La personnalisation de la réponse demandée aux électeurs, l'importance souvent dramatique du choix, ou l'absence de choix, la mise en cause de l'existence du régime, sont des traits qui ont souvent marqué les appels au corps électoral sous la V^e République. Mais, devant le nombre et le rythme des élections, il n'est pas certain que cette « electionnite » soit caractéristique d'un système plébiscitaire : celui-ci aime en effet se régénérer dans le bain du suffrage, dans l'approbation populaire, mais il ne revient pas aussi souvent à la source de son pouvoir, il cherche à obtenir un mandat une fois pour toutes, ou du moins pour une longue période. Les plébiscites napoléoniens ont eu précisément pour but de porter le consulat à 10 ans, puis à vie,

puis d'instaurer l'Empire. Le reste du temps, les élections étaient volontairement limitées et, en même temps, « préfabriquées ».

Sous la V^e République, un autre phénomène va encore marquer l'appel aux électeurs : la distinction très nette entre, d'une part, les consultations nationales, centrées sur la personnalité et la politique du Général de Gaulle, et, d'autre part, les consultations locales, plus diverses et où s'exprimaient encore fortement les classes politiques traditionnelles, est en train de s'estomper. Le développement et l'implantation du parti gaulliste, à partir de 1962, le poids qu'il fait porter sur la vie politique par sa situation majoritaire, ses succès, même relatifs, aux élections cantonales et municipales, tendent à mettre l'électeur devant les mêmes acteurs politiques, quel que soit le type de consultation. Cette évolution semblerait se confirmer à la suite du renouvellement partiel du Sénat de septembre 1971, qui voit un léger glissement se produire au bénéfice des tendances favorables à la majorité.

L'emprise, déjà grande, de la force politique dominante sur les élections présidentielles et législatives, va-t-elle s'accroître et la vie politique sera-t-elle encore un peu plus monopolisée à son profit ? La réponse, sur ce point, appelle un second trait de la V^e République, qui est la *durée*.

2. LA DUREE DES INSTITUTIONS

La V^e République vient d'avoir 13 ans... Le référendum du 28 septembre 1958 avait été le premier contact entre le nouveau régime et les électeurs. Cette origine, longtemps contestée, passe aujourd'hui complètement inaperçue parmi les événements de la rentrée politique. Pour un régime qu'il était courant de considérer, dans les années 1960-62, comme une parenthèse, la V^e République a maintenant dépassé la durée de la Quatrième, treize ans contre douze. Sans doute ne faut-il pas toujours effectuer des comparaisons avec la Quatrième, mais, en remontant un peu plus loin dans notre histoire politique, on s'aperçoit que la durée moyenne des régimes, depuis 1789, se situe entre treize et quatorze ans... La durée de la Cinquième serait donc déjà « normale », et son apport pour cette seule raison sera déjà plus important qu'on ne l'avait cru.

Pourtant, l'idée du « provisoire institutionnel » est bien conforme à la tradition française, accentuée par les premières interprétations du régime : les Français n'ont pas eu la sensation de la durée de ces institutions, puisqu'on parlait plus volontiers du « règne de de Gaulle ». Accoutumés à des changements souvent très rapides dans les différents types de monarchies, absolue, constitutionnelle, restaurée, libérale, ils voient la tradition se maintenir par la facilité avec laquelle on change aussi les numéros des Républiques : alors qu'en fait, la première véritable expérience de régime républicain est menée à partir de 1875, on en est déjà à la Troisième ; à peine la Cinquième est-elle installée que

la Sixième est annoncée dans des ouvrages ou des articles.

La découverte de la durée a peut-être été l'un des phénomènes décisifs dans l'implantation de la Cinquième République. La présence du Général de Gaulle en a sans doute masqué le développement. La durée des gouvernements en fut la manifestation évidente dans la vie politique normale du pays. Mais elle est découverte, non sans quelque surprise, lorsqu'au lendemain de la démission du Général de Gaulle, les mécanismes en place fonctionnent aussi normalement.

Pourtant, cette sorte de surprise, provenant d'un manque d'habitude devant la durée, entraîne encore un manque de respect à l'égard de celle-ci. Au lendemain de l'élection présidentielle de 1969, certains n'hésitaient pas à avancer que des événements pourraient interrompre le mandat du Président avant 1976. Une autre marque de cette impatience devant la durée est la controverse, ouverte déjà à la veille des élections législatives de 1967 et qui renaît aujourd'hui dans la perspective de celles de 1973, à propos d'un changement de majorité. Les élections législatives apparaissent comme la « Cour d'Appel » des présidentielles (2). En présence d'une Assemblée, on espère que des événements imprévus viendront rendre possible la dissolution; en présence d'un mandat présidentiel — trop long sans doute — on espère que les législatives se déroulant dans l'intervalle conduiront au changement. Il faut bien admettre que cela ne va pas dans le sens d'une réduction du nombre des consultations électorales. A côté de ces menaces précises, il existe également un sentiment diffus, une sorte de malaise provoqué par l'excès de stabilité, par l'impression que rien ne pourra jamais changer...

Contrebalançant ces sentiments inhérents sans doute à la mentalité d'un pays peu habitué à la stabilité gouvernementale, et, lié à cette idée de durée, apparaît un autre thème, celui de la « lutte finale ». Puisqu'on est en présence d'un régime qui n'évolue pas, la lutte contre ce régime prend, à chaque occasion, l'aspect d'une « guerre totale » : on veut, d'un côté, en finir avec le régime des trusts et des monopoles, anti-social et anti-démocratique; de l'autre, défendre la République, les institutions, l'ordre libéral contre l'ordre totalitaire, etc. C'est la confusion qui a longtemps marqué la vie politique française entre, d'une part, la lutte politique, le combat contre un gouvernement donné et, d'autre part, un changement global de la société et de ses institutions.

Sans doute a-t-on pu déceler, au cours de ces dernières années, une certaine évolution, toutes les tendances acceptant de se livrer au combat politique dans le cadre institutionnel de 1958-62. Mais le problème est encore présent dans les discussions actuelles entre les formations de gauche, et, pour sauvegarder le régime, le Président Pompidou ira-t-il jusqu'à confier le gouvernement à des hommes qui ont combattu la politique menée par la majorité gaulliste? Le récent débat autour

(2) Georges Vedel : La logique, « *Le Monde* », 6 octobre 1971.

de la majorité présidentielle et de la majorité parlementaire montre que la question est toujours d'actualité.

3. LES HABITUDES DU REGIME

Devant la persistance de tels caractères, on peut enfin penser que le régime est en train de prendre de mauvaises habitudes et qu'il lui serait effectivement salutaire, pour combattre l'ankylose qui semble l'atteindre, de se livrer à l'épreuve de l'alternance.

Rester trop longtemps dans la même position est, en effet, aussi néfaste à un système musculaire qu'à des forces politiques, et cela vaut aussi bien pour l'opposition que pour la majorité au pouvoir. En dehors même des problèmes tenant à la structure interne de la gauche, l'opposition dans son ensemble doit combattre un sentiment d'impuissance et, pour ses franges les plus centristes, faire face à « l'évasion majoritaire », résultat de l'attraction exercée par le parti dominant. Du côté de ce dernier, le risque, bien connu dans tous les pays, est celui de l'usure, car la majorité veut être toujours la même, mais veut aussi apparaître sous des aspects nouveaux (voir en particulier les problèmes des « ouvertures » depuis 1962).

Le fait d'assumer longtemps le pouvoir accentue les contradictions internes à la formation qui l'exerce et conduit à l'immobilisme auquel semblent condamnées les grandes organisations politiques. A l'égard du système de la Cinquième République, deux interprétations divergentes sont données de cette situation : l'une va dans le sens de la fragilité du régime, donc finalement d'un échec; l'autre, au contraire, dans le sens de sa solidité : d'abord lié à de Gaulle, puis ayant fonctionné sans de Gaulle, mais avec un parti gaulliste puissant, le régime sera-t-il à même de fonctionner sans ce dernier? De la réponse à cette question dépend le succès de la rénovation de nos institutions politiques tentée par la V^e République.

Or, les réflexions suscitées par les propos de Monsieur Georges Pompidou sur la distinction éventuelle d'une majorité présidentielle et d'une majorité parlementaire ont relancé la controverse autour de l'évolution du régime, évolution qui pourrait conduire, selon la thèse choisie, à remettre en cause l'apport fondamental de l'élection du Président au suffrage universel. A tel point que le Chef de l'Etat a dû, quelques jours après sa conférence de presse du 23 septembre 1971, se défendre de vouloir restaurer un régime d'assemblée (3). Querelle classique, éternel mouvement de balancier entre deux systèmes extrémistes, le prochain mouvement devant redonner au Parlement tout le prestige et les pouvoirs perdus au cours de la décennie précédente.

Il n'entre pas dans notre propos de discuter ici du rôle des assemblées dans un Etat moderne, des moyens à mettre en œuvre pour permettre aux parlements

(3) Allocution prononcée au cours du déjeuner offert par le bureau de l'Assemblée Nationale, le 12 octobre 1971. Voir « *Le Monde* », 14 octobre 1971.

d'exercer les fonctions qui sont les leurs, tout en tenant compte des réalités de l'action gouvernementale. Mais qu'il nous soit permis de noter seulement que les assemblées ont, partout, deux fonctions irremplaçables, celle qui consiste à voter les lois (même si la notion de loi a elle-même évolué) et celle d'un organe qui doit dégager une majorité politique. Puisqu'on ne raisonne plus avec le vieux concept de la séparation des pouvoirs, cette majorité apparaît indispensable à la collaboration nécessaire entre les gouvernements et les assemblées. Même en présence d'une prépondérance gouvernementale, comme c'est le cas dans la plupart des pays, la recherche de cette indispensable majorité redonne un rôle essentiel au Parlement, qui revient soudain au premier plan, alors que ne tarissent pas les déclarations sur son impuissance, son inutilité, etc.

Mais plus qu'une revalorisation de la fonction parlementaire permanente, ce phénomène n'apporte en fait qu'une revalorisation de l'élection du Parlement ; et plus précisément du moment de son élection. Cette élection est importante pour le bon fonctionnement des institutions, pour assurer une continuité ou, au contraire, pour provoquer un changement. Mais, avant et après l'élection, le Parlement se retrouve dans la situation délicate d'organe de contrôle et de chambre d'enregistrement. Finalement, l'importance du Parlement apparaît surtout en tant qu'un des maillons de la chaîne électorale qui, de consultations en consultations, dégage les volontés politiques du corps électoral. Cela conduit à privilégier, une fois de plus, le moment de l'élection et l'importance de celle-ci, et explique, malgré tout le désir que l'on puisse avoir de l'éviter, cette tendance à l'électoratisme qui est peut-être la maladie chronique de la Cinquième République. C'est dans cette tendance que s'inscrit le parti gaulliste, et cela peut s'expliquer par les caractères que M. Jean Charlot a bien définis lorsqu'il le qualifie de « parti d'électeurs ».

Mais, comme on l'a souvent souligné à propos du « fait majoritaire », ce parti d'électeurs est un parti majoritaire, ce qui signifie qu'il occupe une place particulière dans les institutions, en constituant une majorité parlementaire. Or, une controverse récente, à la suite d'une déclaration de M. Jacques Chirac (4), vient de donner une nouvelle dimension au problème de cette majorité parlementaire, en plaçant de nouveau le débat sur le plan de la nature et de l'évolution du régime politique actuel.

Nous ne reprendrons pas ici la fausse querelle à propos de laquelle M. Georges Vedel a apporté la mise au point qui s'imposait : le problème de l'avenir du régime parlementaire n'est pas le même que celui de l'avenir du Parlement. M. Georges Vedel démontre, une fois de plus, qu'il existe des régimes non parlementaires où le rôle, la liberté de contrôle et le poids des assemblées sont plus grands (5) que dans certains régimes parlementaires. Une fois cette confusion dissipée, il

reste un problème de fond, parfaitement mis en lumière par les remarques de M. Georges Vedel : ce problème est celui de la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée Nationale. Cet élément devient, à lui seul, décisif, puisque c'est en raison de son existence que la majorité parlementaire prend — ou conserve — toute son importance. « Débloquent » le Parlement en permettant un contrôle plus libre du Gouvernement est un objectif souhaitable, si ce contrôle *ne peut pas* déboucher sur une mise en jeu de la responsabilité, c'est-à-dire de l'existence même du Gouvernement.

C'est pourquoi les seules solutions possibles pour M. Vedel sont, ou bien la suppression de l'élection du Président de la République au suffrage universel et le retour à un système parlementaire classique, ou bien la suppression des mécanismes de ce système parlementaire au premier rang desquels figure la responsabilité du gouvernement et l'achèvement de l'évolution vers un véritable système présidentiel. Si l'on considère l'élection du Président de la République au suffrage universel comme un fait acquis, qu'une majorité différente pourrait difficilement remettre en cause, la première solution paraît exclue. Dans la seconde hypothèse, l'orientation du régime tendrait à confirmer la primauté de l'élection présidentielle, donc celle de la majorité présidentielle, tout en rendant au Parlement une plus grande liberté de contrôle.

Toutefois, qu'il s'agisse du système actuel ou d'un système qui aurait accompli sa mutation présidentielle, on peut penser que les élections tiendraient encore une place essentielle. Dans le système actuel, en effet, il faut tenir compte du fait que les élections législatives se déroulent au cours du mandat du Président et, ainsi, apparaissent inévitablement comme un jugement des électeurs sur la politique gouvernementale et comme une possibilité de remise en cause de cette politique. Cela est d'autant plus vraisemblable que le gouvernement peut être censuré par l'Assemblée. Supprimer cette possibilité conduirait sans doute à des élections moins « dramatisées ».

Mais, même si l'on suppose achevée l'évolution et supprimés les mécanismes parlementaires, il est nécessaire de prévoir, comme l'écrit M. Vedel lui-même, un « système d'arbitrage national dans l'hypothèse de conflits entre les pouvoirs ». Or, de quel arbitrage peut-il s'agir, sinon de celui des électeurs à travers de nouvelles élections législatives ou présidentielles ? Retrouver, sinon l'harmonie, du moins l'absence de conflits graves entre les pouvoirs, suppose une majorité et la recherche de celle-ci ne pourra que valoriser le moment de l'élection et accroître l'importance de son « impact ». L'adoption d'un système présidentiel orthodoxe supprimerait la situation ambiguë dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Exécutif, elle ne ferait pas disparaître la propension à l'électoratisme, mais celui-ci pourrait alors s'accompagner d'une certaine revalorisation de la fonction parlementaire.

Alain JOURDAN ■

*Maître-Assistant à l'Institut
d'Etudes Politiques de Grenoble*

(4) Déclaration au cours d'un débat sur les antennes de Radio Monte-Carlo le 23 novembre 1971. Voir « Le Monde » des 25 et 27 novembre 1971.

(5) G. VEDEL, *Le régime parlementaire a-t-il un avenir ?* « Le Monde », 1^{er} décembre 1971.

LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

DU

26

SEPTEMBRE

1971

par *Alain*
et *Marie-Christine Delcamp*

CERTES, personne n'attendait de résultats spectaculaires de ces élections sénatoriales du 26 septembre 1971 mais elles s'inscrivaient dans un cadre politique tel qu'à certains égards elles pouvaient prendre l'allure d'un

test :

Elles arrivaient au terme d'une période de mise en question puis de renaissance du Sénat marquée par le référendum du 27 avril 1969, l'intérim puis la campagne du Président de la Haute Assemblée récemment investi, enfin le changement de personne à l'Élysée.

Elles survenaient dans une année politique marquée, surtout dans la majorité, par une fièvre pré-électorale anticipée et une résistance remarquable du Sénat lors des discussions sur le projet de loi relatif aux fusions de communes et sur la réforme de la loi de 1901 sur les Associations.

L'Assemblée du Luxembourg était en passe de reprendre sa réputation de gardienne de la légalité républicaine surtout face à une Assemblée quelque peu discréditée par le déséquilibre de sa composition et son inconditionnalité.

Ces élections pouvaient donc être une étape vers la reconsidération du Sénat et aussi dans la longue lutte de l'U.D.R. pour trouver une assise locale en proportion de son audience nationale.

C'est dans cette perspective que nous analyserons leurs résultats en nous attachant à deux aspects essentiels : l'aspect sociologique au sens large pour mesurer le changement pour le Sénat, l'aspect politique pour mesurer le changement dans l'opinion.

LA SIGNIFICATION SOCIOLOGIQUE

I. — LE CADRE DEMOGRAPHIQUE ET SOCIOLOGIQUE

Les hasards de l'ordre alphabétique ont fait que les départements concernés se répartissent sur l'ensemble du territoire (avec une prédominance du Sud-Est et du Languedoc) mais présentent tout de même des points de ressemblance importants :

A. — Les caractéristiques des départements :

— Démographiques :

Les départements constituent un groupe de croissance moyenne, voire forte, souvent supérieure à la moyenne nationale (en particulier, les départements du Sud-Est et de la partie Est du Languedoc) ; font exception quelques départements peu nombreux mais stationnaires, voire déclinants (Gers, Cantal, Aveyron, Creuse, Haute-Vienne).

— Economiques :

Si l'on fait exception pour les agglomérations urbaines des Bouches-du-Rhône, de Toulouse et de la Côte d'Azur, ce sont des départements à prédominance agricole (50 % de leur population environ) avec une pointe extrême, la Creuse (81 %), ou en tout cas comportant une proportion de population agricole supérieure à la moyenne nationale (30 %).

Ce cadre posé, la tendance « assemblée du seigle et de la châtaigne » que l'on s'est plu à dénoncer dans la deuxième chambre du pays devrait normalement se confirmer, voire s'accroître ; mais qu'en était-il exactement dans le tiers qui était soumis à renouvellement ?

B. — La composition sociologique du tiers renouvelable :

L'analyse sera concentrée sur deux plans : la composition sociologique et la composition par âge.

1. — La composition sociologique :

Les agriculteurs constituent effectivement le premier groupe, précédant de peu les professions libérales dont les médecins forment une part non négligeable ; si l'on remarque en outre la quasi inexistence des ouvriers, et même des industriels, l'opinion commune ne saurait être vraiment démentie, tout au plus nuancée ; il serait possible de démontrer que l'image globale du Sénat est un peu plus équilibrée (1) mais la prépondérance agricole demeurerait.

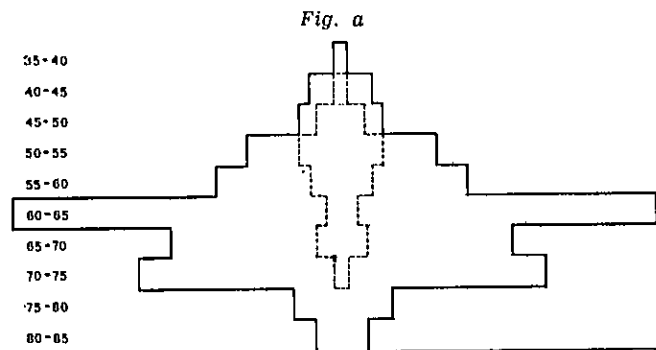
Il est aussi une seconde critique : celle qui dénonce l'âge moyen trop élevé des sénateurs.

2. — La structure par âge :

Une précision préalable doit être donnée : l'âge relativement élevé des sénateurs par rapport aux députés (mais pas autant qu'on le croit) s'explique pour plusieurs raisons : la statistique porte ici sur des sénateurs en fin de mandat (et d'un mandat de 9 ans), l'âge d'éligibilité est considérablement plus élevé et l'expérience des affaires locales nécessairement plus longue (celle des nouveaux députés est parfois inexistante). La pyramide des âges (figure a) montre effectivement une moyenne élevée et la majorité des sénateurs semble dépasser soixante-soixante-cinq ans ; il faut dire que le renouvellement de 1971 présente une particularité : celle de porter sur des sièges attribués en 1962 ; dans un climat de polémique et juste avant un référendum fameux, il avait conduit au succès pres-

Répartition par groupe d'âge :

———— dans l'ancien Sénat (avant 1971).
 dans le tiers élu le 26 septembre 1971.



(1) S. DOLAÏT in « Politique » nos 45-48, p. 213 et suivantes.

que complet des sortants. L'un d'eux avait même été élu sénateur pour la première fois en 1932.

Ces données de base dégrossies, il devient possible de leur opposer significativement les résultats de la récente consultation.

II. — LES EFFETS DU RENOUELEMENT

L'analyse des candidats montre un regain d'intérêt pour ce genre d'élections ; une répartition socio-professionnelle plus ouverte et un rajeunissement sensible en résultent.

A. — Un regain d'intérêt :

Par rapport au dernier renouvellement, le nombre des candidats a augmenté mais leur répartition par catégories professionnelles est plus riche de constatations :

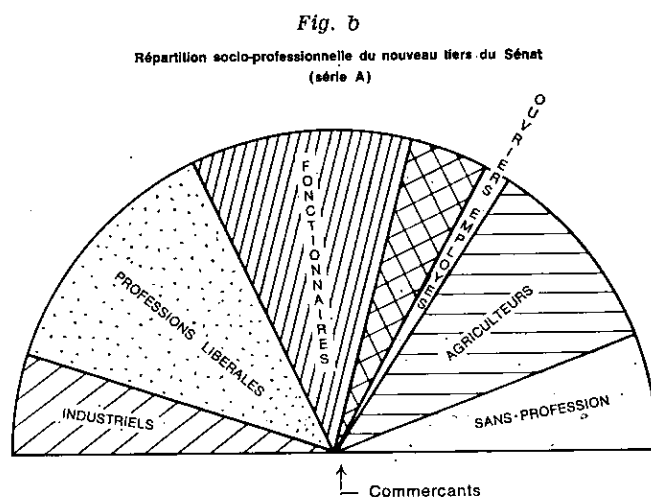
Les proportions sont plus égales et plus ouvertes ; c'est ainsi que les agriculteurs sont en diminution sensible et les industriels en augmentation ; le nombre impressionnant de fonctionnaires (notamment de l'enseignement, instituteurs, professeurs, etc.) est à noter.

Si l'on s'attache cette fois au niveau de revenu ou au statut social, on remarque une baisse très sensible des activités libérales et, parmi elles, des professions judiciaires au profit des professions médicales ; ce dernier point peut paraître normal dans des départements à vocation rurale mais l'ensemble confirme un mouvement général d'effacement des notables traditionnels.

Les commerçants et surtout les ouvriers apparaissent d'une façon digne d'être notée mais leur représentation reste hypothéquée par les caractéristiques économiques des régions concernées.

Au total, l'intérêt pour les élections sénatoriales est en accroissement et mieux partagé : des catégories nouvelles apparaissent et l'ensemble fait une plus large place aux activités directement productives.

Il serait facile d'objecter qu'il ne s'agit ici que des candidats et que l'image définitive des parlementaires ressemblera à l'ancienne. La figure (b) permet de voir que l'évolution notée au niveau des candidats se poursuit au niveau des élus.



B. — Une composition plus ouverte :

Les deux catégories dominantes perdent du terrain, la proportion des agriculteurs dans le nouveau tiers devenant même inférieure à ce qu'elle était chez les candidats (de 22 à 20 % contre 28 % dans l'ancien tiers) : près d'un tiers de leurs sièges disparaissent ainsi.

Les professions libérales, surtout judiciaires, sont sureprésentées, ce qui demeure normal pour une assemblée connue pour ses juristes mais perdent du terrain globalement (de 30 à 26 % mais pour 20 % des candidats).

Par contre, les ouvriers demeurent stationnaires et relativement mal représentés (de 5 à 2 %) mais les statistiques portent à leur endroit sur des quantités trop faibles pour être interprétées.

Des secteurs nouveaux confirment leur augmentation : les professions de l'industrie et les fonctionnaires (qui passent de 17 à 21 % contre 27 % des candidats) mais avec une nette prédominance pour les « hauts fonctionnaires » (3), les professeurs (5) au détriment des instituteurs (1) et des fonctionnaires ou cadres moyens (qui fournissaient pour cette catégorie la majorité des postulants).

Le nombre élevé enfin des « sans profession » recouvre notamment les sénateurs réélus et les députés élus qui étaient cette fois particulièrement nombreux (3+un ministre).

Au total, un tiers plus équilibré, comportant de nombreux changements par rapport au tiers précédent (50 %) avec un niveau moyen plus élevé.

Le changement est encore plus notable si l'on considère la structure par âge.

C. — Un rajeunissement indéniable :

Compte tenu des réserves exprimées plus haut, les âges sont globalement beaucoup plus faibles et mieux répartis.

Un peu moins du tiers dépasse soixante-cinq ans (figure a, lignes pointillées) ; le renflement considérable qui apparaissait dans l'ancien Sénat disparaît au profit d'un amincissement de la pyramide. La catégorie d'âge la plus nombreuse se situe maintenant autour de cinquante ans, c'est dire qu'elle est composée d'hommes dans la pleine force de l'âge.

La deuxième caractéristique reprochée à la Haute Assemblée est donc en voie de régression encore plus nettement que la première.

Cette arrivée d'hommes nouveaux semble augurer d'un changement politique correspondant, surtout après les prévisions que les spécialistes de la science politique s'accordaient généralement à faire (2) et avec eux le Ministre de l'Intérieur.

L'enjeu était de savoir si la majorité (surtout celle qui est née autour du Général de Gaulle et se réclame

encore de lui, c'est-à-dire l'U.D.R.) allait enfin réussir à s'implanter localement.

Nous allons voir qu'il n'en a rien été mais que l'évolution n'a tout de même pas été absente.

La méthode employée sera la même que dans la première partie, c'est-à-dire qu'après avoir situé le cadre politique, nous essaierons de tirer les leçons politiques du scrutin.

LA SIGNIFICATION POLITIQUE

I. — LE CADRE POLITIQUE

Avant de commencer l'analyse des résultats, il est bon de situer politiquement les départements concernés et surtout de préciser les éventuelles incidences que pourrait avoir le mode de scrutin sur la représentativité du Sénat.

A. — Situation politique :

Nous avons choisi deux références principales : le scrutin du référendum de 1969 et celui des élections législatives du 18 novembre 1962 (premier tour).

Le premier choix s'explique, mais pourquoi le second ? Outre le fait, qu'à sa manière, il constituait une épreuve pour les gaullistes, impatientes de savoir si les raz-démarée référendaires se traduiraient au niveau de l'arrondissement, il permet de donner une image de la représentation politique 9 ans avant les élections qui nous occupent. Une idée commune voudrait que les élections locales traduisent avec retard les grands mouvements politiques nationaux (par exemple, les élections municipales de 1965 n'ont pas vu la victoire que d'aucuns attendaient de l'U.N.R.) et plus encore les élections sénatoriales (3) puisque, dans des cas extrêmes, des sénateurs peuvent être élus par des hommes eux-mêmes choisis près de six ans auparavant. Outre que le développement des communications mais surtout de la télévision ont rapproché les idées locales et nationales et que, le plus souvent, l'électeur s'attache à l'homme et au gestionnaire plutôt qu'à l'étiquette, cette image ancienne pourra tout de même servir de référence et au besoin montrer le caractère dépassé de cette idée reçue.

1. — Les départements de la série A et la suppression du Sénat :

A quelques exceptions près (les départements bretons, le Cantal, le Doubs et l'Aveyron qui ont voté OUI) ces

(3) Ce point a été particulièrement vrai sous la III^e République avec des nuances suivant les partis (cf. J.-P. MARICHY, « La deuxième chambre dans la vie politique française depuis 1875 », pp. 430 et 599.

(2) A...Lancelot, projet juin 1970, mai 1971.

départements ont donné la majorité aux NON et, pour certains, ont compté parmi les meilleurs défenseurs du Sénat (Aude).

2. — Les départements de la série A et les législatives de 1962 :

Si l'on attribue — un peu fictivement — à chaque département l'étiquette ou les étiquettes des partis qui sont arrivés en tête (ce qui est normal puisque le scrutin sénatorial est départemental), lors du premier tour de ces législatives, il est facile de voir que l'U.N.R. est arrivée en tête dans la majorité des départements ; les deuxièmes partis représentés sont les indépendants (à l'époque, les Républicains Indépendants n'existaient pas et, à l'occasion de cette élection, les modérés perdirent des voix au profit de l'U.N.R.) et les communistes, le M.R.P. n'arrive en tête que dans le Gers (!) mais il enregistre son plus gros pourcentage dans les Côtes-du-Nord. Les radicaux et les socialistes naguère si puissants dans le Sud sont en régression et souvent dépassés par le P.C.

Ces indications, bien que sommaires et partielles, nous permettent de conclure sans grand risque d'erreur à une relative unanimité en faveur du Sénat (ou contre le Général de Gaulle) et, avec toutes les réserves qui s'imposent, devraient conclure, si le décalage était parfait, à une régression des radicaux et des socialistes, ainsi que des modérés, mais à une forte progression de l'U.D.R. et des communistes.

Avant de passer aux résultats, il convient de faire un sort aux critiques relatives au suffrage indirect afin de mesurer la déformation éventuelle qui lui reviendrait pour les départements concernés.

B. — La représentativité de la série A du Sénat :

Les reproches qui peuvent être faits au système sont de deux ordres :

- une non proportionnalité des sièges par rapport à la population due essentiellement au grand nombre des communes rurales ;

- l'absence de réajustement des sièges après le recensement de 1968.

a) La sur-représentation des communes rurales :

Si l'on effectue la moyenne des communes par département, on s'aperçoit qu'elle tourne autour de 350 avec une faible dispersion ; la moyenne nationale est d'environ 360.

La population moyenne est de 350.000 habitants contre un peu moins de 500.000 pour l'ensemble du pays, les départements aberrants étant les départements des Bouches-du-Rhône (1,5 M) et de la Gironde (1 M).

L'ensemble des départements de la première série est donc légèrement sur-représenté par rapport au total des départements français mais les distorsions en son sein sont relativement faibles ; on peut donc considérer que l'image relative qu'il donnera de chaque parti correspondra, *grosso modo*, à la tendance dominante de la population ou de ses représentants.

Le plus grand élément déformant réside dès lors dans une circonstance extérieure au scrutin : le non-réajustement des sièges à la suite du recensement de 1968.

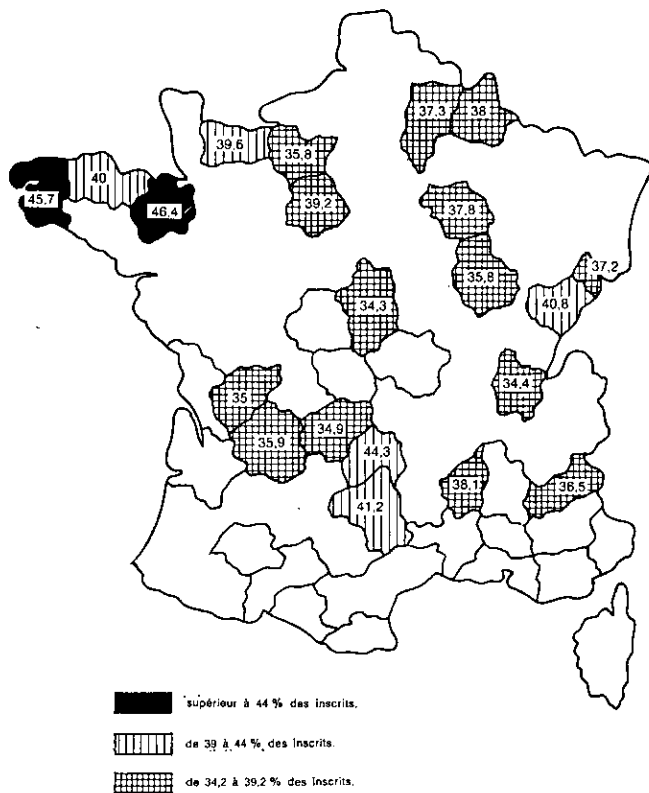
b) L'absence de réajustement après le recensement de 1968 :

Les effectifs du Conseil de la République et du Sénat ont été fixés en référence au critère suivant : « il est attribué à chaque département un siège de conseiller jusqu'à 154.000 habitants et, ensuite, un siège pour 250.000 habitants ou fraction de 250.000 » (4), ces chiffres ont été repris en 1958 et en 1966, le plafond pour le premier siège étant ramené à 150.000.

A l'occasion du premier renouvellement, un réajustement aurait dû être opéré, mais il n'en a rien été.

Compte tenu des chiffres donnés par l'I.N.S.E.E., le nombre des sièges aurait dû passer de 264 à 287 pour

Référendum du 27 Avril 1969 — Carte des OUI (série A du Sénat)



(4) Loi n° 58-471 du 23 septembre 1948, art. 5, al. 2 ; art. 10 274 du Code électoral.

la métropole et l'incidence sur la série A aurait été d'un siège supplémentaire pour les départements des Alpes-Maritimes, de la Côte-d'Or, du Doubs, du Gard, de la Haute-Garonne, de la Gironde et de l'Ille-et-Vilaine, de deux sièges pour les Bouches-du-Rhône.

La conséquence visible en est pour le dernier scrutin une sous-représentation supplémentaire des grandes villes. Il est à noter que des propositions de loi en ce sens avaient été déposées par le groupe communiste du Sénat mais elles n'avaient pas été prises en considération, en raison sans doute de leur date de dépôt tardive. Mais il n'y a pas eu non plus de projet de loi en ce sens, l'explication pourra en être déduite partiellement des chiffres cités plus loin. Il est juste par ailleurs de préciser que les partis d'opposition n'y étaient pas entièrement favorables.

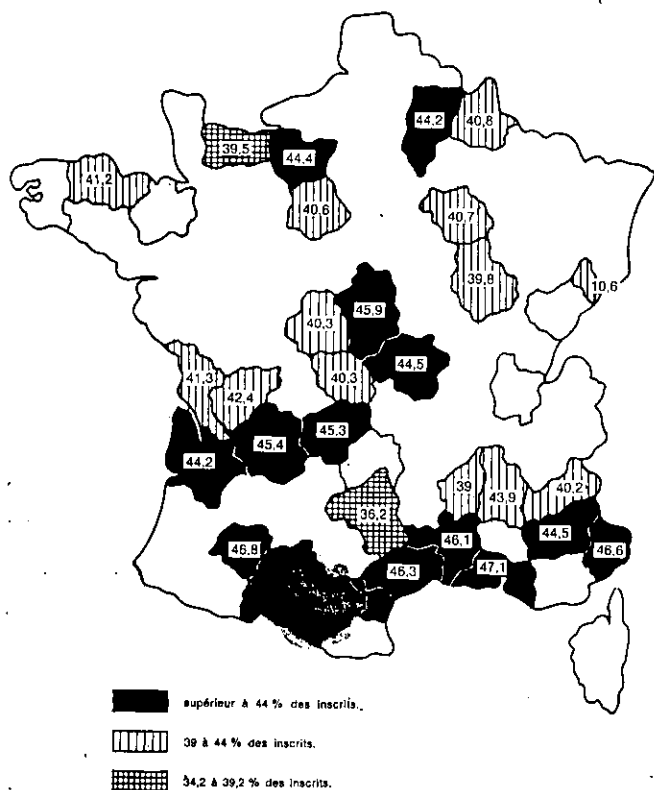
Les bases de départ étant établies, nous pouvons passer maintenant à l'analyse des résultats.

II. — Les leçons du scrutin :

La carte et les tableaux ci-joints nous permettent d'avoir une vue synthétique des résultats ; ils inspirent, semble-t-il, trois ordres de considération :

- le recul des formations de gauche non communistes ;
- le maintien et même le progrès des modérés ;
- la difficulté de l'U.D.R. à obtenir des résultats décisifs sur le plan local.

Référendum du 27 Avril 1969 — Carte des NON (série A du Sénat)



A — Le recul des formations de gauche non communistes traditionnelles.

Cette constatation ressort nettement des tableaux, surtout pour la gauche non communiste.

Les radicaux ont perdu 6 sièges (Ain, Côtes-du-Nord, Corrèze, Dordogne, Gironde, Indre), les socialistes, 5 (Alpes de Haute-Provence, Allier, Alpes-Maritimes, Haute-Garonne, Belfort).

Ce bilan, apparemment très négatif, doit être nuancé par l'examen des bénéficiaires et compensé par les nouveaux gains.

— Dans deux cas, il s'agit d'un échange interne à la Gauche (Alpes de Haute-Provence, Dordogne).

Dans 3 cas, il est possible de donner une signification politique nette au scrutin : 2 victoires U.D.R., en Corrèze (qui confirme le passage de ce vieux fief à la majorité, mais M. Montalat avait trouvé la mort quelques jours avant l'élection), et à Belfort en raison de la personnalité de M. Bailly.

— Une nouvelle perte à Toulouse en faveur des Indépendants de la tendance Baudis.

— Le reste se résout dans des effacements au profit de non-inscrits ou d'Indépendants plutôt favorables à la majorité.

Il reste que la tendance au déclin déjà visible en 1962 se confirme dans les implantations traditionnelles de la Gauche.

Le parti socialiste, quant à lui, enregistre plutôt un transfert d'implantation qu'un véritable déclin, c'est ainsi qu'il gagne des voix en Dordogne, Doubs, Eure-et-Loir, Drôme (contre un ancien socialiste, gaulliste de gauche).

Les vainqueurs sont ailleurs, ils sont dans les modérés et les partis du Centre.

B — Maintien et progrès des modérés et des centristes :

Les centristes et les modérés de toute étiquette, Indépendants, U.C.D.P. et même C.D.P. (Allier) sortent renforcés de la confrontation.

Les premiers gagnent 5 sièges (Haute-Garonne, Gironde, Ille-et-Vilaine, Indre, Ain), ce sont des modérés favorables à la majorité (mais une victoire a été acquise sur l'U.D.R. : Ille-et-Vilaine).

Les seconds perdent un siège dans l'Aisne (au profit d'un C.N.I.) mais en gagnent deux au détriment de deux Indépendants plutôt favorables à la majorité.

Contrairement à la tendance, qui s'est confirmée par la suite et visible sur la carte de 1962, de l'effacement du Centre et des Indépendants, il est loisible de constater un renforcement très sensible surtout dans la fraction favorable à M. Giscard d'Estaing (ce qui provoquera d'ailleurs un glissement du groupe au Sénat vers cette dernière tendance). Les C.N.I. sont stables mais contribuent au succès des Indépendants en général. Quant à l'U.C.D.P. (Union Centriste des Démocrates de Progrès) ses résultats peuvent être qualifiés d'encourageants.

Par contre, ce qui est plus surprenant, compte tenu des progrès non décisifs mais réels obtenus aux récentes cantonales et municipales ajoutés à l'ancienneté du mouvement (législatives de 1962), c'est le relatif insuccès de l'U.D.R.

Celle-ci a, en effet, perdu les sièges, de Guyane et de Polynésie française mais n'en a conquis que 4 : Wallis et Futuna (sur un R.I.), Cantal, Corrèze et Belfort. Des trois, seul le succès de Belfort revêt une réelle importance : dans le Cantal, elle remplace un modéré favorable à la majorité (qui plus est dans « la circonscription » de M. Pompidou lorsqu'il était député), en Corrèze, il s'agit de la confirmation d'un mouvement sérieusement amorcé dès 1967 par MM. Chirac et Charbonnel. En ce qui concerne ces deux départements cependant, une autre constatation pourrait être faite : l'affirmation des positions U.D.R. pourrait constituer l'amorce d'un mouvement de transfert plus vaste des voix de la majorité vers le Sud-Ouest. (Certains ajouteront même que ce ne serait qu'un juste retour des choses puisque si le Sud-Ouest votait radical par anticléricalisme, il votait aussi de cette façon parce que les radicaux étaient le parti de gouvernement de l'époque).

Par ailleurs, il convient de manipuler les étiquettes des groupes du Sénat avec une grande circonspection ; c'est ainsi que les Républicains Indépendants (de M. Giscard d'Estaing) sont en grande partie inscrits au groupe U.D.R. (6 environ) lequel est, extérieurement tout au moins, le moins homogène de tous (8 apparentés et 2 rattachés administrativement) ; la discipline de vote toutefois y est forte.

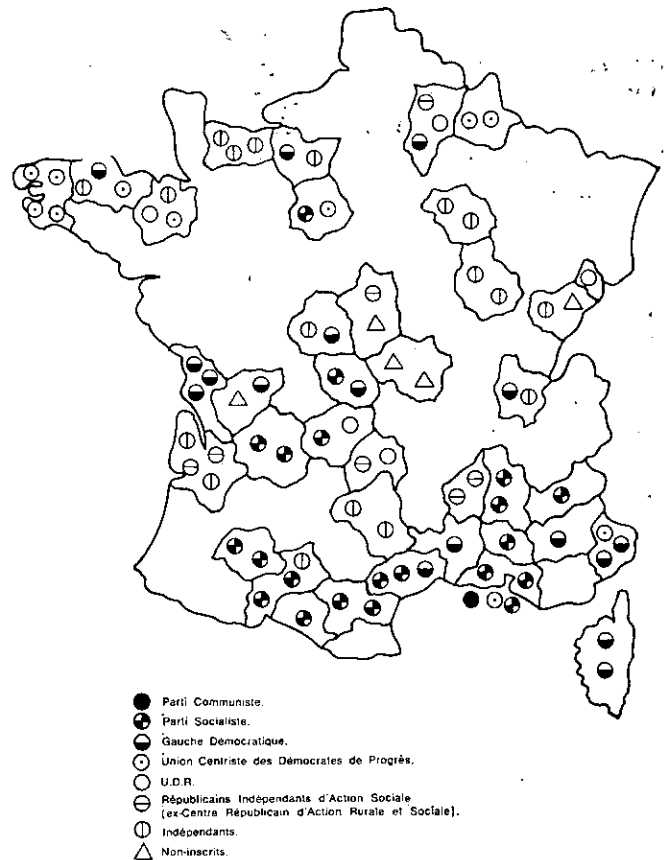
III. — LES EXPLICATIONS

Pour terminer, et pour mieux apprécier l'évolution, il est intéressant d'examiner ce qu'aurait été l'élection si le réajustement avait été effectué et de comparer les effectifs des groupes au début de la V^e République.

La plupart des sièges supplémentaires tout d'abord seraient allés à la gauche : 3 au groupe socialiste (Haute-Garonne, Gironde, Bouches-du-Rhône), un à la Gauche Démocratique (Alpes-Maritimes), un au parti communiste (Gard), les modérés n'obtenant que deux sièges. Evidemment, les votes auraient certainement été différents mais la tendance est probablement vraie.

L'effacement de la Gauche Démocratique subsisterait, mais le parti socialiste progresserait ou, au moins, serait stationnaire, ainsi que le parti communiste.

1959	I. Paysans	GD	Soc.	Com.	M.R.P.	N.I.	U.N.R.
	94	64	51	14	34	6	44
1971	RI+RIAS				U.C.D.P.		U.D.R.
	16+59	38	49	18	46	19	38



Les tendances décelées se vérifient globalement :

- léger progrès des communistes ;
- déclin de la Gauche Démocratique ;
- stabilité du Parti Socialiste ;
- progrès des modérés et des centristes dans l'ensemble avec notamment l'ex-M.R.P., et les Indépendants (si l'on veut bien admettre le glissement vers les giscardiens) ;
- stabilité de l'U.D.R.

Par rapport à 1962, les faits à noter sont essentiellement : le progrès des modérés et des centristes, surtout l'absence de progrès de l'U.D.R.

Le premier s'explique par le caractère de l'élection qui favorise les personnalités, au détriment des partis, et les opinions nuancées du Centre.

La seconde doit être recherchée dans le caractère de l'U.D.R. Celle-ci se caractérisait par deux éléments capitaux : l'attachement au Général de Gaulle et une politique nationale qui se manifestait notamment en politique étrangère.

Le général de Gaulle parti, les modérés qui s'étaient ralliés se détachent ou gagnent, si l'occasion s'en présente, des partis plus conformes à leurs inclinations traditionnelles. La politique d'autre part demeure nationale, c'est dire qu'elle peut difficilement entrer en ligne de compte dans des élections locales d'autant qu'elle perd en netteté. Il était normal, dans ces conditions, que les indépendants notamment progressent, et surtout ceux

qui étaient sensibles au fait majoritaire. Ce sont donc en définitive les Républicains Indépendants qui auraient rencontré leur clientèle naturelle préexistante plutôt qu'ils ne l'auraient créée par leur attachement à la « majorité présidentielle » (cf. leur accord avec le C.N.I.); de même, le principal facteur de bipartisme disparu (le Général de Gaulle) il était normal que les centristes d'opposition deviennent plus « crédibles », d'autant qu'une fraction importante de la majorité faisait mouvement en leur faveur.

Tout en gardant présent à l'esprit le caractère partiel — par définition — de cette analyse, la conclusion peut être orientée autour de deux idées :

- Le rapprochement du Sénat avec les grands courants d'opinion.

- Le rapprochement de sa composition avec le pays réel.

La comparaison avec 1962 est assez parlante : *ce n'est pas à une transcription retardée que nous avons assisté.* (Nous n'en citerons qu'un exemple : la Corrèze, département d'implantation récente de l'U.D.R., est un des rares à lui donner un nouveau siège.) Les seuls

facteurs déformants des élections sénatoriales (le mode de scrutin ne jouant pas vraiment pour la série A) sont les considérations locales (d'abord l'absence de progrès décisifs de l'U.D.R.); l'actualité politique (favorisée par les mass media) joue presque autant et ce n'est pas imprudent de prétendre que l'actuelle évolution des forces politiques, l'impatience de l'opinion devant une Assemblée déséquilibrée (à cet égard, elle ne semble pas beaucoup moins inégalitaire dans sa représentation que le Sénat), l'opportunité d'élections « partielles » qui, comme chacun sait, favorisent l'opposition, et l'activité récente du Sénat ont joué un rôle déterminant. Il reste que par sa représentation plus équitable, le Sénat peut effectivement jouer le rôle de « vigilance » que lui attribue son Président ; le second point démontre que ce rôle modérateur ne sera point le résultat de l'archaïsme de sa composition : un mouvement, timide il est vrai, puisqu'il ne porte que sur un tiers des sièges, est amorcé vers un élargissement de ses assises sociologiques et un rajeunissement de ses membres mais rien n'interdit de penser qu'il se poursuivra, l'effet devenant cette fois la cause, sans que personne ne puisse s'en plaindre véritablement, au contraire.

Alain et Marie-Christine DELCAMP ■

Sénateurs	UDR	Indépendants	CRARS RIAS	NI	GD	SOC.	UCDP	PC
<i>Sortants</i>								
Non candidats	2	4	2	1	4	5	4	
Non réélus	1	5	4	2	3	3	4	
Réélus	1	7	4	1	14	15	3	1
Total	4	16	10	4	21	23	11	1
Ministère de l'Intérieur ..	2	5			20	23	13	1
<i>Elus</i>								
Elus	5	13	4	4	3	7	9	0
Réélus	1	7	4	1	13	15	3	1
Total	6	20	8	5	16	22	12	1
Ministère de l'Intérieur ..	6	13			14	22	10	1
Différence	+ 2	+ 4	- 2	+ 1	- 5	- 1	+ 1	0
Ministère de l'Intérieur ..	+ 4	+ 8			- 6	- 1	- 3	0

Comparaison des effectifs des Groupes politiques au Sénat avant et après l'élection (Série A complète). — Les chiffres du Ministère de l'Intérieur sont donnés simplement à titre indicatif (ils portent sur la seule métropole et les rubriques de classement sont parfois imprécises (modérés favorables, etc.).

Nietzsche : l'idée
même de vérité
est idéologique

Marx : l'abstraction
idéologique,
opium
de l'intelligence

Freud : l'idéologie
gardienne
du sommeil
d'une société
conservatrice

Marcuse : l'idée
plus révolutionnaire
que le concept

IDÉOLOGIE

Le Centre d'Etudes de la Civilisation Contemporaine de l'Université de Nice vient de publier sous la direction de notre collaborateur et ami Jean Onimus un ouvrage rassemblant travaux et recherches sur « Les Idéologies dans le monde actuel », édité aux Editions Desclée de Brouwer.

Par-delà les tensions sociales, économiques et politiques qui le déchirent, le monde actuel est le champ de bataille des idéologies. Très pertinemment Jean Onimus remarque : « Les idéologies passent et meurent mais les valeurs subsistent, indestructibles. Leurs contours changent, non la direction de la flèche, qui, par elles, oriente l'humanité. »

Cet ouvrage pose des problèmes d'une évidente actualité et il tente d'y donner réponses, sans éliminer des contradictions qui ajoutent à sa richesse.

L'intitulé des différents thèmes traités donne un aperçu de l'intérêt et de la diversité des questions évoquées :

● Qu'est-ce qu'une idéologie ? par Jean William Lapierre ● Science et idéologie par Gérard Buis ● Science sociale et idéologie, par Michel Amiot ● Le crépuscule des idéologies, par Paul Dimitriu ● Idéologie et philosophie, par Etienne Borne ● L'An 2000 : avenir et idéologie, par Lucien Mugnier-Pollet ● Langage et idéologie, par Pierre Guiraud ● Idéologie et vie économique, par Jean Dufour ● L'idéologie fasciste, par Max Gallo ● Les Noirs américains à la recherche d'une idéologie, par Philippe Séjourné ● Le Personnalisme : une anti-idéologie, par Jean Lacroix ● Une Idéologie cosmique est-elle possible au XX^e siècle ? par Jacques Merleau-Ponty ● Idéologisation et théorie de l'idéologie, par André Tosel.

Nous présentons, ci-dessous, le texte d'Etienne Borne : « Idéologie et Philosophie ». C'est un sujet qui lui est cher. Il y va en effet, comme le souligne Jean Onimus, de la signification et de l'avenir de la démarche philosophique.

ET PHILOSOPHIE

par Etienne Borne

QUE TOUTE PHILOSOPHIE soit aujourd'hui convaincue de n'être qu'idéologie, c'est la formule devenue banale d'une contestation de la philosophie elle-même. Contestation que je voudrais affronter directement, sans excès de précautions, arracher autant que faire se peut au lieu commun qu'elle est devenue. Contestation qu'après lui avoir donné toute sa vigueur, je me propose de contester en retournant contre elle sa propre radicalité. Sans pourtant disqualifier en quoi que ce soit le contestataire. La philosophie, par essence si vulnérable, ne peut pas ne pas susciter de contradiction, mais transformant le contradicteur en partenaire, comme fait Socrate dans Platon, elle a toujours, et pourquoi pas aujourd'hui encore ? cherché et trouvé dans la contradiction aiguillon, inspiration, nouveau souffle.

Dans le langage contemporain le terme d'idéologie a deux sens, l'un paisiblement indéterminé, l'autre qui se veut rigoureusement et agressivement démystificateur. Sous l'étiquette d'idéologie, on rangera pêle-mêle et sans trop faire le détail tout ce qui est doctrine, représentation, théorie : un parti, un syndicat, une civilisation ne peuvent se penser sans se référer à quelque idéologie ; il semble alors qu'en tenant ce langage, on parle des idées en général sur un mode de neutralité objective et, cependant, le sens polémique du terme d'idéologie contamine son usage vulgaire en apparence indifférent à tout jugement de valeur. Parler le langage de l'idéologie, dire que la philosophie est idéologie, ce qui paraît aller de soi, c'est en réalité tenir un propos sans innocence et introduire dans le domaine des idées — qu'elles soient philosophiques, morales, religieuses, esthétiques, politiques, une interrogation soupçonneuse qu'il s'agit d'abord de mettre en forme.

Depuis que l'homme est l'homme, il ne cesse, et c'est peut-être sa spécificité, de tenir un discours multiple et contrasté sur lui-même, et en première approximation on pourrait dire philosophique tout discours dont l'homme est à la fois le sujet et l'objet. Le débat, et il

touche au fond, portera sur la nature de ce discours qui va être soumis à la loi d'une alternative sommaire, sans possibilité de troisième terme ; si à ce discours, et c'est le cas le plus commun, ne sont pas applicables les critères de la scientificité, il sera rejeté du côté de l'idéologie. Mais un discours idéologique est un objet pour un discours sur le discours, qui, lui, sera un savoir scientifique. Les sciences dites humaines se donneront un champ théorique en étudiant moins l'homme (peut-être produit idéologique) que les discours qui parlent de l'homme, de son essence, de sa condition, de sa place dans l'univers. Et de ces discours il y aura toujours une explication d'ordre scientifique qui en découvrira les conditions et les fonctions dans une culture donnée, conditions et fonctions cachées et inavouées. Et, on ne l'ignore plus aujourd'hui, le caché a des chances d'être le refoulé et l'inavoué inavouable. Si donc la philosophie est idéologie, la vérité de la philosophie n'est plus philosophique mais scientifique, si bien que tout ce que la philosophie peut dire d'elle-même se trouve récusé en bloc. Avancer que la philosophie n'est qu'idéologie revient donc à une agression contre la philosophie, agression à justification scientifique, et bien propre à donner mauvaise conscience au philosophe qui s'entend dire : vous ne savez pas qui vous êtes, vous ne savez pas ce que vous faites, vous ne savez pas à quoi vous servez.

QUELQUES TECHNIQUES DE REDUCTION

Avant d'affronter directement l'interpellation, prenons quelque recul. Le premier qui a donné un sens polémique au terme d'idéologie est Napoléon Bonaparte, se servant pour le dévaloriser du nom, jusqu'à lui honnête et honorable, d'une certaine école de pensée, alors fort progressiste ; après avoir, comme Premier Consul, fréquenté et flatté les « idéologues » qui occupaient de fortes positions à l'Institut, l'empereur n'a cessé de les vitupérer, et il a beaucoup contribué à donner au mot d'idéologue qui rime fâcheusement

avec astrologue, son sens vulgairement péjoratif d'utopiste, de chevaucheur de nuées, d'idéaliste impénitent, inadapté au réel et par conséquent en état de dissidence vis-à-vis du pouvoir établi. Et le Second Empire assumait l'héritage du Premier Empire lorsqu'il supprimait l'agrégation de philosophie. Il y a donc, historiquement évidente, une source césarienne au procès fait à la philosophie convaincue d'idéologie, et dans la mesure où il entre du césarisme dans tout pouvoir, cette source est loin d'être tarie ; aussi arrive-t-il à l'homme d'Etat et aux hommes d'ordre de nourrir de mauvaises pensées contre la philosophie suspecte de fabriquer des anarchistes et des opposants.

Le paradoxe est qu'aujourd'hui ce sont des révolutionnaires, au moins d'intention et de propos, qui instruisent le procès de la philosophie réduit encore, avatar significatif du langage, à l'idéologie. Les pamphlets se multiplient qui tournent en dérision la philosophie telle qu'elle est enseignée dans l'enseignement secondaire. Le professeur de philosophie en tant que tel est rudement mis en question et l'un des plus échauffés parmi les récents pamphlétaires trouve particulièrement plaisant ce personnage de « Socrate fonctionnaire », voué à être le serviteur de l'idéologie dominante, même s'il prétend former ses élèves à l'esprit critique et à la liberté du jugement. Car comme l'expliquait l'un des plus prestigieux parmi les auteurs d'avant-garde, Michel Foucault, cette « universelle réflexion critique » que prétend exercer le professeur de philosophie, et dans laquelle se reconnaît, dûment laïcisée, une retombée du pouvoir spirituel des clercs et des églises, elle fait en fin de compte partie intégrante d'un système qui a besoin, utile mystification, d'une possibilité permanente de doute, académique, rhétorique, abstraite, incapable de déraciner et même d'ébranler l'institution qu'elle dénonce ou l'idéologie qu'elle combat — sur le mode idéologique. Car la ruse d'une idéologie établie comme l'est l'idéologie bourgeoise, est de susciter une contestation seulement idéologique et de se servir du débat idéologique, projeté sur le devant de la scène, comme diversion et alibi pour désamorcer, diluer, affadir la contestation proprement révolutionnaire.

L'analogie est frappante entre ce mouvement de pensée et la critique marxiste de la religion : la philosophie est l'opium de l'intelligentzia. On trouverait aussi dans l'entreprise de démystification de la philosophie, une transposition des méthodes psychanalytiques qui, on le sait, récusent comme menteuses les fausses transparences de la conscience claire : de même les justifications que donne le philosophe à la pratique philosophique, et par exemple, le recours à l'universalité de la raison, ne proposent qu'une illusoire et trompeuse clarté, et sous ces motivations rassurantes se cachent, décelables à l'exploration scientifique de l'inconscient culturel, les véritables et objectives raisons d'être de la philosophie et des philosophies.

Telles sont les deux sources de la réduction polémique de la philosophie à l'idéologie : l'une classique, que l'on peut dire césarienne, tient que toute philosophie a

partie liée avec une idéologie révolutionnaire ; l'autre moderne avance que la philosophie a une fonction contre-révolutionnaire. Procès certes vivement contradictoire, encore qu'il convienne de n'être pas trop dupe de cet antagonisme et ne pas croire trop vite que l'inévitable bataille entre les assaillants serait pour l'assaillie une chance de salut : d'abord parce qu'une révolution établie est exposée à se césariser, et elle peut prendre cette sorte de mœurs alors qu'elle est encore dans l'opposition ; ensuite et surtout parce que les procédures de réduction, qu'elles soient frustes ou subtiles et en dépit de la divergence des intentions, ne sont pas sans similitudes : la philosophie est ramenée par les uns comme par les autres à une sorte de portrait-robot, revendication d'une liberté abstraite, l'esprit qui toujours dit non, et justifie son exigence par référence à un absolu qui n'est rien d'autre que sa propre puissance de négation inversée et objectivée dans un ciel métaphysique, idée d'une nature ou d'une condition humaines prises dans toute leur généralité et indépendantes des situations concrètes, historiques ou culturelles qui donnent à chaque homme et à tous les groupes humains saveur, densité, substance ; bref la philosophie serait idéologie dans la mesure où elle tend à se confondre avec un humanisme qui cherche la spécificité humaine dans le privilège du sujet ou de la conscience. La philosophie fait toujours la même figure dans le réquisitoire de ses contestataires, de quelque côté de l'horizon qu'ils se montrent, et qu'on l'accuse d'être subversive ou contre-révolutionnaire, c'est toujours au nom de critères politiques qu'elle est jugée et exécutée.

Reste à savoir, et c'est le nœud du débat, si le discours des contestataires, spécialement dans son affabulation marxiste ou freudienne, est véritablement scientifique, s'il est liquidateur de la philosophie ou s'il constitue une antiphilosophie, malgré elle philosophique. Dans le *Manifeste*, Marx reproche, on le sait, à la philosophie de substituer aux besoins réels des hommes un abstrait besoin de vérité, et aux intérêts des prolétaires « *les intérêts de l'être humain, de l'homme en général qui n'est d'aucune classe, d'aucune réalité et qui n'existe que dans le ciel nuageux de l'imagination philosophique* ». Encore convient-il d'expliquer comment apparaît cette sorte d'humanisme et quelle peut être sa fonction dans la société. Dans le *Capital*, le « culte de l'homme abstrait » est considéré comme une séquelle du christianisme, et cette affirmation de l'égalité de l'inégal apparaît comme le reflet d'un système social dans lequel le travail, désindividualisé, objectivé, est traité et payé comme une marchandise et soumis à des règles anonymes, abstraites, générales. Identification hardie entre l'homme universel et l'argent, de caractère cependant plus philosophique que scientifique. Certes, nombre de textes marxistes tentent de montrer, de manière plus précise, comment un certain nombre d'« idées » philosophiques à prétention universelle, ne sont que des « idées bourgeoises », elles-mêmes produites par le « système bourgeois de production » — ainsi la liberté de pensée qui ne serait que le reflet de la liberté de concurrence, elle-même idéologie sécrétée par l'économie

de marché, en somme épiphénomène d'un épiphénomène. Toutefois, un effet-reflet qui ne serait jamais cause ne saurait prétendre au statut de phénomène ou de fait scientifique, et relève d'une certaine forme de matérialisme philosophique et philosophiquement insoutenable. Il serait injuste, malgré certains textes d'un dogmatisme sommaire, de l'attribuer globalement à Marx. C'est dans la « Critique de l'Economie politique » que la doctrine marxiste atteint à plus de finesse et de rigueur. Le mot « idéologie » y est pris dans le sens et sur un contexte qui seront le plus exploités par les modernes. L'influence décisive de l'infrastructure sur les suprastructures y est affirmée avec force ; les conflits entre forces productives et rapports de production sont premiers et déterminants. « Mais, ajoute Marx, il y a aussi les formes juridiques, religieuses, artistiques, philosophiques, bref les formes idéologiques dans lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le poussent jusqu'au bout. » Texte précieux, parce que, vraisemblablement pour la première fois, le terme « idéologique » y est pris dans le sens que, non sans inflation, il prendra dans la pensée contemporaine — mais aussi parce que l'idéologie n'y a pas un impensable statut d'épiphénomène, et se trouve nécessairement liée à la prise de conscience et à la radicalisation (jusqu'au bout, vient de dire Marx) du conflit. Il reste cependant que les conditions et la fonction des représentations idéologiques — et donc de la philosophie — forme idéologique parmi d'autres — se trouveraient, si Marx a raison, objectivement déterminées et que, corollaire immédiat, la philosophie est incapable de s'expliquer philosophiquement elle-même.

Thèse que retiennent du marxisme les adversaires contemporains de la philosophie, mais en renforçant les techniques d'origine marxiste par des procédures de réduction de caractère freudien. Lesquelles s'ajustent aisément les unes aux autres. Car si la grille marxiste, si facile à manier, peut rendre visible dans une idéologie — en elle-même « conséquence sans prémisses » selon la célèbre formule spinoziste — sa fonction et ses conditions sociales d'apparition, elle est insuffisante à expliquer vraiment son contenu et la genèse de sa manifestation, si ne s'y joint un décodage de type psychanalytique, capable de répondre à la question en fin de compte essentielle : comment les conflits qui sont le réel d'une société s'expriment-ils au niveau de la conscience par des idéologies, c'est-à-dire des représentations déterminées, systématisées, qui à la fois les traduisent et les falsifient ? Or la théorie de la traduction falsificatrice a été l'œuvre de Freud, appliquée par lui à l'interprétation du rêve et elle peut être généralisée jusqu'à passer de l'inconscient individuel à l'inconscient collectif et à prouver son efficacité dans l'explication des formations mythologiques et idéologiques si semblables aux fantasmes du rêve : des conflits inconscients générateurs d'anxiété provoquent la conscience à exercer sa fonction qui est d'inventer des représentations, concrètes, ce sont les mythes, abstraites, ce sont les idéologies, et non de les inventer dans un caprice d'imagination ou par une libre fécondité intellectuelle, mais plus exactement de les produire sous la poussée des

pulsions antagonistes afin d'apaiser dans l'irréel une angoisse mal supportable, par l'idéale vertu d'une solution de compromis fictive et sécurisante. Le recours à la technique freudienne permet de rendre crédibles les grandes thèses marxistes sur l'origine culturelle et socio-économique des idéologies. Mais il faut alors que la conscience ne soit pas la conscience du « cogito » définie par sa transparence à elle-même, mais une certaine puissance rusée, moins représentative qu'expressive d'un réel qui la déborde et l'investit et dont le pouvoir symbolisateur, aux ordres du désir, est une possibilité permanente d'automystification. On voit ici que les plus rudes contempteurs des philosophies de la conscience ont eux aussi une doctrine de la conscience (dont les références les plus valables seraient spinozistes, c'est-à-dire plus philosophiques que scientifiques). Doctrine de la conscience nécessaire pour comprendre comment le rêve peut être le gardien du sommeil de l'esprit et l'idéologie la gardienne du sommeil et de la persistante identité à soi d'une société en l'empêchant de se réveiller révolutionnairement.

Je résume mon propos. Les efficacités convergentes des techniques marxistes et des procédures freudiennes auraient donc pour résultat de disqualifier tout idéalisme — l'idéalisme étant défini par la triple illusion qui attribue à la représentation ou à l'idée une immédiate *transparence à soi, une autonomie* qui la ferait se suffire à elle-même, une *causalité originelle* par laquelle elle agirait sur la nature et le monde. Et il n'est pas d'idéologie qui ne se pense selon l'idéalisme, lorsqu'elle se considère en elle-même comme une manière d'absolu, et veut ignorer les lois de la production idéologique : celles-ci une fois découvertes, plus de transparence, puisque l'idéologie ne va pas sans l'occultation de sa signification réelle, plus d'autonomie car l'idéologie est telle que la constituent en son fond et dans sa forme ses conditions culturelles et sa fonction sociale ; plus de causalité propre puisque la véritable force d'une idéologie vient des puissances réelles dont elle est l'expression symbolique.

Si j'ai insisté sur les formes marxiste et freudienne de la réduction de la philosophie à l'idéologie, c'est pour en retenir un exemple particulièrement significatif, mais qui n'est pas exclusif. On trouverait un équivalent de cette réduction chez Auguste Comte dans la célèbre doctrine de l'« état métaphysique », deuxième étape de l'évolution de l'esprit entre « l'état théologique » et « l'état positif », âge métaphysique que l'on pourrait aussi bien qualifier d'âge idéologique ou philosophique ; bref et effervescent dans l'histoire des hommes comme il convient à l'âge du négatif, de l'abstrait et de l'absolu. Avec Comte, nous retrouvons le processus de réduction déjà analysé : la philosophie n'a pas son sens en elle-même mais dans sa place et sa fonction dans l'histoire de l'humanité : mise en question radicale des mythologies antérieures, et par le vide et la stérilité de ses concepts qui ne sont efficaces que contre l'imaginaire et le déjà mort, préparation dialectique d'une positivité de plénitude et de fécondité. Ainsi l'humanisme libéral des droits de l'homme, que Comte dit métaphysique

et que Marx dira idéologique, ne descend pas d'un Sinaï intemporel, il est enraciné dans l'histoire, sa fonction est d'aider à détruire une société de privilèges désuets et de hiérarchies archaïques — mais ce qu'il a d'absolu et d'universel, et qui permet de radicaliser la contestation lui interdit d'être un principe de reconstruction efficace de la société — et c'est par l'inévitable déclin de la métaphysique et la mort des idéologies que l'humanité trouvera la voie d'une politique enfin positive.

Enfin c'est aussi dans ce même sens d'une réduction de la philosophie à l'idéologie qu'agit aujourd'hui la pensée de Nietzsche : les idées sont expressives du désir et de la volonté de puissance, plutôt que représentatives du réel, ainsi s'explique le conflit entre idéologies de maîtres et idéologies d'esclaves ; le platonisme, défini non sans contresens comme la croyance en un monde d'idées autosuffisantes et transcendantes, est l'hérésie majeure à disqualifier aussi bien par les moyens du sarcasme polémique que par les ressources somptueuses d'une poétique de la terre seule ; le besoin de vérité, comme retombée d'une vitalité sans courage, d'où réduction à l'idéologie de l'idée même de vérité ; autant de thèmes qui expliquent la sacralisation de Nietzsche par certaines de nos avant-gardes, celles-là mêmes qui moquent le philosophe et dévalorisent la philosophie. Nouveauté, peut-être, répétition aussi d'une plus ancienne histoire : Calliclès, cette caricature anticipée et polémique de Nietzsche, instruisait déjà contre Socrate un procès en idéologie.

LA PHILOSOPHIE ACTIVEMENT NECESSAIRE DE TOUTE PENSEE

Mon dessein n'est pas de défense et de plaidoirie en faveur de la philosophie. Ni non plus de réfuter agressivement l'agressivité adverse. Mais de montrer que le défi que la présomption d'idéologie lance à la philosophie est de part en part philosophique et qu'il ne peut être compris que philosophiquement. Donc que l'entreprise philosophique est de soi irréductible.

La philosophie existe, tous l'accordent, au moins culturellement. Dans et par un certain nombre d'œuvres dans le passé et le présent. Dans et par un certain nombre de doctrines classiques ou modernes. Dans et par un certain nombre de problèmes spécifiques par lesquels l'homme se questionne lui-même. Œuvres, doctrines, problèmes sont au moins et incontestablement des faits de culture et qui portent l'empreinte, irrécusable, d'un âge de l'histoire, d'un moment de l'humanité. Empreinte qui partialise, temporalise, localise toutes les prétentions philosophiques à l'universel. Qu'en ce sens, il n'est pas de philosophie qui ne soit « idéologie de... », comment ne pas l'accorder ? Mais la philosophie n'est-elle pas capable d'émerger au-delà de toute idéologie ? Lorsque la philosophie prend conscience de son propre passé, lui est-il vraiment impossible de distinguer dans les œuvres, les doctrines, la formulation des problèmes, les parts mêlées mais séparables d'idéologie et de philosophie qu'elles contiennent ?

Comment en effet soutenir qu'une philosophie ne vaut que comme production culturelle et se révèle explicable de part en part par les relations qu'elle entretient avec l'environnement social, politique, historique ? En suivant ce chemin on régresserait vers les analyses réductrices de Taine, si on n'ajoutait à l'explication précédente un autre type d'interprétation qui ne retient d'une doctrine, outre ses relations avec un champ culturel, que sa cohérence interne, et toute formelle, sa « systématisme », représentative d'un certain type de discours, à une certaine étape dépassée de l'histoire de la raison. Ainsi la spécificité philosophique serait raturée sous le double assaut d'un historicisme et d'un structuralisme. Mais comment ne pas voir que l'entreprise réductrice suppose un certain nombre de postulats indémonstrables et qui ne prendraient sens que par rapport à une référence proprement philosophique ? Pour soutenir de telles thèses, il faut en effet supposer : premièrement que la philosophie s'identifie à la somme, arbitrairement déclarée close, des philosophies instituées ; deuxièmement qu'une philosophie est seulement expressive d'une situation, comme si par exemple l'antithèse que font Platon et Aristote n'avait de contenu et de sens que par rapport à la cité grecque et à la culture hellénique — alors que la tension entre ces deux modes de penser s'est retrouvée transposée, approfondie à d'autres moments de l'histoire, au Moyen Age et jusque dans les temps contemporains ; troisièmement qu'une philosophie forme une totalité cohérente, alors qu'elle pourrait aussi bien s'ordonner par rapport à une polarité interne, nourrir et exaspérer en elle la contrariété de mouvements antagonistes impossibles à synthétiser dans un système, ainsi chez Platon, les deux mouvements de la dialectique ascendante et du recours au mythe, ou dans Descartes, la logique de l'idée claire et distincte, et l'aveu de l'irrationnel dans l'incompréhensible union de l'âme et du corps, ou l'expérience au fond inconceptualisable de cet infini et de cet absolu qu'est la liberté humaine.

Les méthodologies qui donnent valeur exhaustive à la conjonction des deux explications par la genèse et par la structure ne sauraient donc — sinon par un *a priori* dogmatique qui ferait de l'antiphilosophie la plus médiocre des philosophies — nous interdire une lecture philosophique des philosophies. Mais de plus les pensées modernes — dont on répète qu'elles annoncent la mort de la philosophie — et nommément la pensée de Marx et la pensée de Freud sont elles aussi des philosophies, mais des philosophies ambiguës, inachevées, susceptibles de plusieurs lectures ; si bien qu'elles ne peuvent prendre toute leur force et aller jusqu'au bout de leur propos originel qu'en vertu d'une interprétation philosophique, en dehors de laquelle elles resteraient indéterminées et en suspens. Les formes les plus virulentes et, selon l'opinion à la mode, les plus efficaces de l'antiphilosophie ne sont donc véritablement intelligibles que par le moyen d'une grille philosophique et à travers les questions philosophiques qu'elles ne peuvent pas ne pas poser dès lors qu'elles tentent de se comprendre elles-mêmes.

Soit la pensée marxiste. Il est possible, selon Althusser,

de considérer Marx, le Marx d'après « la coupure épistémologique », comme un savant qui aurait découvert un certain nombre de concepts permettant de faire enfin de l'histoire une science positive — à la manière dont Galilée en mathématisant la nature a fondé la physique moderne en récusant l'antique cosmologie. Lecture de Marx qui se réclame d'un « antihumanisme théorique ». Mais Marx restant Marx, une lecture humaniste du marxisme reste possible — celle par exemple de Garaudy : Marx, dans cette perspective, aurait décrit, compris, dénoncé un certain nombre d'aliénations secrétées par une civilisation industrielle de type capitaliste ; mais l'idée d'aliénation, qui suppose une humanité dépendante et rendue étrangère à sa propre nature par sa dépendance même, renvoie à une idée de l'homme dont l'humanité est blessée, démantelée, confisquée, idée qu'il s'agit au fond de rétablir dans la plénitude de son essence. Mon propos n'est pas de décider entre l'une et l'autre des deux lectures, mais de constater que le conflit entre interprétations est inévitable en vertu des ambiguïtés du marxisme. Qu'on ne dise pas que l'interprétation de Garaudy serait humaniste et donc idéologique alors que l'interprétation althussérienne, qui récuse comme pré- et antiscientifique l'idée d'aliénation, purgerait le marxisme des résidus humanistes dont seraient encombrées les premières œuvres de Marx. Car, dans les deux cas, il n'est possible d'arriver au terme d'une compréhension de Marx que par le moyen d'une certaine idée de l'homme ; le prétendu antihumanisme est, lui aussi, un humanisme qui a sa philosophie de la condition humaine, fait de l'homme singulier un résultat, le dissout dans les lois qui s'entrecroisent à ce nœud de relations à quoi se réduit son existence. Il ne s'agit pas ici de je ne sais quelle récupération idéologique de la pensée de Marx, et encore moins d'une réfutation rhétorique du marxisme à partir d'une insoluble contradiction interne. Mon propos est au contraire de montrer que, en dehors même de son utilisation dans le combat politique, utilisation qui, elle, pourrait avoir un caractère idéologique, la plus profonde valeur du marxisme est de poser en termes renouvelés une interrogation philosophique fondamentale : comment l'homme peut-il être à la fois le sujet et l'objet de son propre destin ? Et s'il y a non pas un, mais des marxismes, c'est que la réponse à cette question reste virtuelle dans les textes de Marx, et qu'on ne peut vraiment comprendre Marx qu'en posant cette question et qu'il n'y a de marxisme que si on énonce une réponse à cette question, c'est-à-dire en faisant de Marx un philosophe, et du marxisme une philosophie.

Soit la pensée freudienne. Ici encore c'est en dégageant l'idée de l'homme contenue implicitement dans les thèses et les recherches de Freud qu'on donnera à la pensée freudienne non seulement sa plus grande vigueur ; mais, comme dans le cas de Marx, ce complément de vérité auquel objectivement elle aspire pour être valablement une pensée. On n'évade pas cette sorte de nécessité en tentant de faire de Freud un praticien inventant, selon les besoins de sa thérapeutique, les concepts scientifiques qui étaient indispensables à une exploration positive de l'inconscient et à l'explication

rationnelle d'un certain nombre de comportements humains. Par souci de méthode, je ne contesterai pas le contenu de la pensée freudienne ; je supposerai même que Freud a raison de bout en bout, mais je soulignerai que ce qu'on a appelé la révolution freudienne conduit à un questionnement philosophique sur l'homme, susceptible ici encore d'une pluralité de réponses. En gros, sont possibles deux types de lectures de Freud selon qu'on met l'accent sur l'idée de conditionnement ou sur la notion de sens. Dans un cas, l'essentiel du freudisme est dans l'application d'un déterminisme rigoureux au psychisme humain ; le moi pris entre les pulsions du « ça » et la pression du « surmoi » fabrique des équilibres et des compromis qui ne sont que des résultats, et son comportement pourrait être symbolisé par la résultante d'un parallélogramme de forces. Dans l'autre cas, la découverte fondamentale de Freud serait ailleurs : dans les phantasmes en apparence arbitraires et incohérents du rêve comme dans la conduite qu'on dit naïvement folle et aberrante, Freud aurait décelé une signification à la fois manifestée et cachée, c'est-à-dire en fin de compte une finalité. Deux lectures qui nous proposent deux idées de l'homme ou qui soulignent un paradoxe humain passablement irréductible, l'homme étant à la fois le plus conditionné des êtres de la nature, mais apparaissant aussi comme le seul être capable de donner un sens à ce petit mot de sens ; ou dans un langage plus classique, l'homme est un être si foncièrement doué de raison qu'il n'est, à rigoureusement parler, jamais in-sensé, et qu'il y a toujours des raisons à ses déraisons. N'allons pas plus avant : cette tension entre deux idées de l'homme pourrait être constitutive au fond de la pensée de Freud, laquelle réveille et approfondit, nourrit et exaspère un classique questionnement sur l'homme.

L'IDEOLOGIE RETOMBEE UTILISABLE DE LA PHILOSOPHIE

S'il est impossible de réduire la philosophie à l'idéologie, la question de l'idéologie reste cependant une vraie question. En la reconnaissant, la philosophie y gagnera en authenticité, et le soupçon dont elle est objet deviendra l'occasion d'un surcroît de lumière sur elle-même. Car si les sciences dites humaines ne peuvent faire une théorie scientifique des productions philosophiques qui serait réductrice de la philosophie, la philosophie doit, de son côté, être capable de faire une théorie de l'idéologie. Je voudrais au passage proposer une esquisse d'une telle théorie.

La philosophie ne siège pas dans la sérénité des intermondes, elle est toute mêlée à l'histoire des hommes et par conséquent susceptible d'être détournée et confisquée au profit d'intérêts politiques et sociaux. Quand elle est dans cet état d'asservissement, la philosophie n'est plus philosophie, mais idéologie. Les exemples sont légion : le thomisme qui a servi de couverture et de justification à un intégrisme politico-religieux ; telle philosophie de la liberté du jugement, caractéristique à une certaine

époque de l'idéalisme universitaire, n'était que trop bien accordée à une politique radicale-socialiste dans les belles années de la Troisième République. Le marxisme est idéologie dès lors qu'il est doctrine d'Etat au service de telle ou telle révolution établie — et c'est pratiquer une utilisation idéologique de la pensée freudienne que de faire des techniques psychanalytiques un moyen d'adapter et d'intégrer à une société donnée un certain nombre de non-conformistes.

De plus, une philosophie tend vers l'idéologie lorsqu'elle se solidifie en système, lorsqu'elle camoufle par l'apparence d'une synthèse les antagonismes internes qui la traversent, lorsqu'elle prétend être à elle seule le tout de la philosophie, lorsque, annonçant la mort de toutes les autres formes de pensée elle met au point des techniques imparables de réfutation et de disqualification à l'usage des philosophies adverses. Il est remarquable que les deux critères de la dégradation idéologique d'une philosophie aillent de pair et soient en raison directe l'un de l'autre : c'est en effet lorsqu'elle est systématique, et qu'elle est assurée d'avoir réponse à tout qu'une philosophie sert un pouvoir établi avec le plus d'efficacité. Et la sécurité d'une parole globale, définitive, totalisante provoque irrémédiablement la chute de la philosophie dans l'idéologie, toute réponse articulée, déjà là, objectivée, est aussi susceptible d'un détournement idéologique.

La possibilité d'une retombée idéologique accompagne donc la philosophie — comme l'ombre le corps — et elle ne pourra jamais être complètement exorcisée. L'idéologie est à la philosophie ce que le clos est à l'ouvert, et les philosophies restent moins vulnérables aux formulations et aux utilisations idéologiques, dans la mesure où elles suscitent à leur terme un dernier questionnement, un ultime embarras non résolu — ainsi chez Bergson cette cassure de ce qu'on appelle la morale, écartelée entre une morale de la pression et une morale de l'aspiration, rupture qui empêche la morale de devenir système et idéologie, dans la mesure aussi où elles maintiennent tout au long de leur cheminement — à la manière du Socrate platonicien — un incessant questionnement qui fait que toute réponse ouvre sur une question neuve. Au fond, ce qui rend une philosophie et la philosophie irréductibles à l'idéologie, c'est l'honnêteté de son questionnement, où plus exactement de sa problématique. Pour que les contestataires de la philosophie aient pleinement réussi leur entreprise de réduction, il faudrait qu'ils arrivent à démontrer que les questions que l'homme se pose sur lui-même, sa nature, sa condition, son rapport à l'Être et au monde ne sont que des produits idéologiques, d'où il suivrait que le questionneur est un mystificateur-mystifié qu'il importerait de soigner et de guérir. Mais ici les rôles sont inversés ; l'interdiction de questionner, point culminant de la chasse aux idéologies ne peut relever que d'une idéologie toujours césarienne, parfois policière et qui sert les autorités du jour ou le pouvoir de demain.

Qu'il y ait un paradoxe humain, source inépuisable de réflexion et de questionnement philosophique, com-

ment le contester ? Les formulations de ce paradoxe peuvent varier indéfiniment. Je retiendrai seulement celle que, faisant se rejoindre rigueur de pensée et austérité de style, en a donné le plus méconnu, le plus inconnu des grands philosophes : « *L'homme dans le monde*, dit Kant, *appartient à la connaissance du monde, mais l'homme conscient de son devoir dans le monde, n'est pas chose, mais personne.* ». L'homme, objet et sujet, chose et personne, enraciné dans la nature et l'histoire et émergeant en dehors de la nature et au-delà de l'histoire, cette escalade de contradictions ou de contrariétés ne peut qu'entretenir un questionnement et une anxiété sans fin, indépendants en eux-mêmes des situations et des cultures, et qui établit le questionneur-questionné en état d'alerte à l'égard des idéologies, c'est-à-dire des représentations sécurisantes.

Si l'homme est bien cet être paradoxal que, dans des registres variés et avec des intentions souvent opposées, disent les philosophes, aucun *concept* ni aucune systématisation de concepts ne serait capable d'en donner un savoir objectif, mais l'interrogation sur l'homme n'a de sens que si elle est orientée, aimantée vers une *Idee* de l'homme, essence voilée, pressentie et non possédable et qui, si elle pouvait nous être pleinement révélée, nous livrerait le sens, certain en lui-même, incertain en son contenu, de ce nœud de contrariétés et de tensions, qui constituent ce que nous appelons si mal la nature humaine. Or les néo-scientismes contemporains, qui par le biais de la réduction à l'idéologie, entendent régler définitivement son compte à la philosophie, sont aussi des philosophies, mais des philosophies du concept qui entreprennent de conceptualiser les choses de l'homme. L'emportera, non dans le brillant mensonge des modes, qui si provocantes soient-elles ne sont jamais que provocation au conformisme, mais en réalité et en vérité la philosophie qui saura le mieux se garder des retombées et des servitudes de l'idéologie, c'est-à-dire tout naïvement la plus philosophique. Et il se pourrait qu'il n'y ait rien de plus idéologique qu'une conceptualisation intégrale de l'humain.

De plus idéologique et de plus conservateur. Marcuse, en une page étonnante, fait remarquer que l'*Idee* platonicienne, qui apparaît pour le train du monde comme il va, à la fois lumière et exigence, contient plus de possibilités révolutionnaires que le concept opératoire, dont toute la valeur est dans l'efficacité et le fonctionnement, source de notre « scientificité », et qui adapte l'homme au monde et le monde à l'homme dans un rapport, hélas exactement réciproque, de domination-servitude. La philosophie du concept est le produit naturel d'un monde où tout est production et reproduction, donc son idéologie. Si bien que c'est une philosophie de l'*Idee* — condition de possibilité de questionnement philosophie — qui serait, aujourd'hui plus que jamais la moins idéologique des philosophies. Et c'est changer en tragédie le drame d'une jeunesse avide de création que de lui imposer en guise de pensée d'avant-garde l'idéologie même du monde contre lequel elle s'insurge.

Etienne BORNE ■

*A propos
des œuvres de Mac Luhan*

PARADIS ÉLECTRONIQUE ET FRUIT DÉFENDU

par Maurice Blin

Les principaux ouvrages du sociologue canadien Marshall Mac Luhan sont désormais traduits. Ils ont répandu largement en Europe une idée-force qui lui vaut aujourd'hui partisans et adversaires farouches : l'apparition de l'électronique et de vastes systèmes de communication ou d'information annonce une formidable révolution culturelle dans l'histoire de l'humanité moderne et une rupture définitive avec l'ère de la mécanique, de l'analyse visuelle, de la production uniformisée et répétitive, ouverte à la Renaissance par la découverte de l'imprimerie. L'image instantanée, simultanée, englobante, parle à tous les sens à la fois, immerge le spectateur dans un flot qui appelle sa participation active. Elle condamne la classe d'hier organisée autour du livre, instrument artificiel de culture coupé de la vie. Depuis quatre siècles, des cassures et des mutilations ont fait violence à nos dispositions naturelles : l'homme s'est opposé à la femme, le jeu au travail, l'œil à l'oreille, l'idée à l'image, l'école à la vie, la nation à l'humanité, l'individu au collectif. L'ère de l'image sonne l'heure de leur effacement et réconciliera enfin l'homme avec lui-même.

UN « MONUMENT » CULTUREL

Cet optimisme est porté par un style impétueux où se mêlent et s'entrechoquent images, affirmations péremptoires, rapprochements inattendus, prophéties audacieuses. La doctrine du maître ne souffre pas la critique, même de détail. C'est un tout impressionnant qu'il faut prendre ou laisser. On aime Mac Luhan ou on ne l'aime pas.

Beaucoup ne l'aiment pas et l'ont fait savoir dans le livre où M. Stearn a recueilli leurs avis. Que la démarche de Mac Luhan échappe aux règles ordinaires de la thèse universitaire, c'est l'évidence. Mieux, elle le doit si elle veut être fidèle à elle-même. Les imprécisions, extrapolations osées, assertions sans preuves, y fourmillent. Mais on aurait cependant tort de ne pas prendre au sérieux l'une des rares tentatives pour saisir dans ses causes et son esprit la mutation dont notre espèce humaine est actuellement la proie. Spécialiste de la poésie anglaise du XVI^e siècle, l'auteur déchiffre le XX^e à travers la Renaissance qu'il connaît bien et qui fut un premier tournant de la culture occidentale. Il mérite qu'on l'écoute.

UN MARX DU TERTIAIRE

Son analyse n'est pas sans rappeler cette autre explication que Marx tenta de l'évolution des sociétés humaines. Pour l'un et l'autre, celle-ci a sa source dans la technique. La machine fut d'abord le prolongement du corps, le relais à l'effort physique. Elle est née du morcellement des tâches tel que l'analyse cartésienne l'avait recommandé. L'électricité puis l'électronique prolongent, elles, notre système nerveux central et multiplient notre présence au monde.

La première, contemporaine de l'imprimerie, annonçait la conquête du monde par l'homme, l'explosion de sa force, la maîtrise de l'énergie. Elle fut le triomphe de l'œil qui transforme le monde en objets distincts, interchangeables, manipulables. La seconde préfigure le retour à la communion de l'homme avec un monde où il « cueillera » librement son information comme son lointain ancêtre les fruits de la forêt. Elle éveille les sens endormis du tact et de l'ouïe qui lui font vivre, et non plus seulement voir, l'événement. Un dialogue quasi mystique s'engage ainsi entre l'homme et l'univers. L'exaltation de la force et de la virilité cède la place à la sensibilité et rétablit l'équivalence des sexes. La révolution sexuelle, la mise en question de l'universalité magistrale, l'évolution des mœurs, du vêtement, sont les signes de cette transformation radicale qui est aussi un retour aux origines.

LA FASCINATION DU MONDE

Un autre point important de la thèse de l'auteur est résumé dans sa formule fameuse : le message, c'est le médium.

Dans le livre, seuls intéressent le contenu du message, le sens de la phrase, la pensée de l'auteur. Les caractères, le papier, en sont les supports occasionnels et indifférents. De même, dans la vue, l'objet seul compte, bien distinct du monde qui l'entoure. Il en va tout autrement avec l'image et le son. Le support matériel, sensible, le médium, ne fait qu'un avec le message. A la limite même, il a plus d'importance que lui : devant la télévision, je suis souvent plus frappé par le style, l'expression de tel homme politique que par ses propos eux-mêmes. Voir, entendre deviennent des activités libres, presque indifférentes à leur objet. C'est ainsi que les adolescents se noient dans la musique ou restent suspendus au petit écran. Ils ne souhaitent vraiment entendre ou voir ni ceci ni cela. Par-delà tous les messages, ils s'abandonnent à la fascination des media. Au règne de la conscience, instauré par Descartes, scrutatrice des objets, succède celui du subliminal, de l'inconscient. Les publicitaires ont été les premiers à le comprendre.

ENTRE LE CHAUD ET LE FROID

Cette distinction entre une culture livresque, consciente, agressive et une information cosmique, onirique, spontanée, permet de distinguer nettement entre les media chauds et les media froids. Cette opposition

constitue la clé du livre. Tient-elle toutes ses promesses ? Ce n'est pas sûr.

D'abord, Mac Luhan appelle chauds les media d'hier qui, fournissant une information très élaborée, ne requièrent pas une participation bien intense de l'auditeur ou du lecteur. C'est le cas du livre mais aussi, affirme-t-il, de la radio et du cinéma. En face, les media froids sont les media modernes comme le téléphone ou la télévision qui, offrant une information incomplète et floue, laissent à l'esprit des blancs à remplir et provoquent ainsi sa participation. Ils seraient en cela plus « démocratiques » que les premiers.

L'idée paraîtra curieuse d'appeler froide une information qui entraîne une participation, un engagement de tout l'être. A ce prix, l'école d'hier était chaude, celle d'aujourd'hui sera dite froide. Reconnaissons que les mots sont au moins mal choisis et qu'on attendait l'inverse.

Mais, surtout, la richesse des analyses menées à propos de la parole, l'écriture, le papier, l'argent, les horloges, la roue, la presse, la télégraphie, la machine à écrire, le téléphone, le cinéma, la radio, la télévision, ne parvient pas à masquer la fragilité de la distinction ainsi établie ni les contradictions auxquelles elle mène. En voici trois exemples.

TROIS PARADOXES

Pour Mac Luhan, la radio est chaude. Et, pourtant, elle fait appel à l'ouïe, sens englobant et non analytique. C'est une relation de personne à personne ; elle touche chacun dans son intimité, comme le montre le succès de certaines émissions-confessions. Elle résonne profondément chez l'auditeur : on l'a bien vu en Algérie pendant les années 60, puis en mai 1968 à Paris où l'événement était amplifié et même provoqué par la relation radiophonique. Le transistor, comme la télévision, est l'instrument par excellence de l'information de masse. Roosevelt, Hitler, ont construit sur la radio leur image politique. Il semble bien que ce soient là tous les traits propres aux media froids, modernes, motivants, démocratiques, collectifs. Mais l'auteur n'en a cure.

Autre paradoxe, l'automobile. Elle est pour lui l'ultime incarnation d'un monde déclinant, celui de la roue, de la mécanique, de la standardisation, de l'individualisme. « Elle n'a pas d'avenir comme moyen de transport ». Elle est née de l'éloignement entre les lieux de résidence et ceux du travail ou des achats, entre la ville et la campagne. Tout cela va changer avec l'information immédiate que permettra la télévision : « l'automobile, vue comme véhicule, va suivre le cheval ». Elle subsistera comme lui, à titre de divertissement. Et l'auteur de s'étonner que les constructeurs américains soient à ce point indifférents à la menace qui pèse sur eux.

Enfin, la publicité, médium froid, est appelée à remplacer définitivement, dans la presse, l'information écrite, médium chaud, et particulièrement l'éditorial, cet hybride du livre et du journal. Les spécialistes américains de la publicité, « ces hommes-grenouilles de

l'esprit », visent un inconscient devant lequel la capacité critique d'un lecteur devenu en fait un « voyeur » recule inéluctablement.

LE PARADIS EST DEVANT NOUS

On comprend que de tels propos aient fait froncer plus d'un sourcil. Mac Luhan enterre allégrement le livre et l'analyse. Oublie-t-il que la radio et la télévision ont été et sont encore les formidables instruments du totalitarisme politique ? Comment affirmer sans rire que l'imprimerie a engendré le rationalisme alors que l'électronique ferait du monde « un grand village tribal » où s'éteindraient les haines et les passions d'hier ?

Sa démarche n'est pas sans rappeler ici celle de Rousseau qui, héraut de la liberté de l'individu en politique, devint le maître à penser du terrorisme révolutionnaire. C'est que, sous le modernisme de Mac Luhan, se cache la nostalgie d'un amoureux de la grande poésie cosmique qui fut celle de l'Angleterre à la Renaissance, monde de symboles luxuriants qui éclate chez Shakespeare et ressuscita il y a cinquante ans chez l'Irlandais James Joyce. L'apparition du livre imprimé l'aurait anéanti. A cause de lui, l'unité de ce monde merveilleux a été rompue : les sexes, les individus, les nations, les cultures se sont affrontés et déchirés.

Avec la télévision, l'humanité se doterait enfin d'un système nerveux à la fois universel et central, instrument adapté à l'ère cosmique. On va voir s'effacer la guerre, la concurrence, l'incompréhension, l'agressivité et ses délires, et naître une sensibilité humaine globale. L'art, ses joies, sa liberté, vont remplacer la technique, ses tensions, son aliénation. Dans la production, nous n'avions que des emplois. Dans un monde consacré à la « cucillette » de l'information, nous retrouverons enfin un rôle. Ici, Mac Luhan rejoint Marcuse, analyste de l'homme unidimensionnel, chantre de la révolte étudiante.

UNE ERREUR DE PRINCIPE

Mille faits, hélas ! contredisent cette vision idyllique du futur : ce sont la survivance de l'agressivité, de la concurrence, du nationalisme, la montée de l'abstraction scientifique, l'explosion de l'énergie fatale de l'atome ; le paradoxe d'une impuissance grandissante à communiquer au moment même où surgit l'écran universel de la télévision, l'envie individuelle comme moteur de la consommation, la prolongation de l'adolescence. Ils interdisent tout rapprochement entre la société électronique d'aujourd'hui et la société tribale des origines.

Il y a donc méprise. Et celle-ci a sa source, nous le craignons fort, dans une erreur à la fois de fait et de principe.

Comment opposer la machine à l'électron, la vue à l'oreille, le livre à l'image, la production à la consom-

mation alors qu'au double plan historique et philosophique, les seconds sont nés des premiers ? C'est pour mieux voir, entendre, toucher, que l'homme a inventé ces merveilleux instruments qui ont multiplié jusqu'à l'infini la puissance de ses sens. C'est encore l'esprit et sa volonté d'analyser, comprendre, conquérir, qu'on trouve derrière le livre imprimé — premier instrument de la démocratisation du sentiment religieux, ne l'oublions pas — mais aussi derrière le téléphone, la radio, la télévision et tous les media modernes. Comment croire que les sens, l'image, vont sonner le glas de l'idée et de la conscience lorsqu'ils ont été inventés par elle et pour la servir ?

Car, contrairement à ce que croit Mac Luhan, ce n'est pas le monde qui parle par la télévision. Ce sont encore, à travers les images, des hommes, armés de techniques, qui parlent à d'autres hommes. Comme dans le livre. Et l'on retrouve dans leurs messages la partialité, les contradictions, discordances, omissions qui ont toujours affecté les œuvres humaines. En cela, la marée d'images et de sons qui les assaillent s'opposent absolument à l'univers rituel et réglé du primitif où l'ordre du monde, de la société, des dieux, formait un univers majestueux qui englobait et portait l'individu.

L'image fascinante et suggestive qui jaillit de nos écrans a bien tous les caractères de cet environnement sacré des origines. Mais ce sont des caractères usurpés. En réalité, elle est fille d'un combat pour vendre, distraire, séduire. Elle porte la marque de cette origine impure. Loin de nous apaiser, elle nous inquiète. « Cueillir » (c'est-à-dire choisir) l'information sera demain notre lot ? Sans doute. Mais gare aux fruits vénéneux ! Quelle vigilance pour trier le bon grain de l'ivraie ou simplement faire surgir de ce flot tumultueux un commencement de cohérence !

A la Renaissance, Descartes, maître en lucidité, avait opposé l'idée mathématique et sa rigueur à la fois aux mensonges des sens et au vide d'une culture toute orale et verbale, celle de la scolastique. Il avait dressé le jugement individuel contre l'argument d'autorité.

L'image électronique vient à nous, à son tour, parée de toutes les séductions que le père de la science moderne redoutait tant. Elle semble « être » le réel même. En fait, c'est un réel choisi, parfois manipulé par l'homme. L'argument d'autorité prend, avec elle, un nouveau visage, plus dangereux peut-être qu'autrefois, car l'auteur des images reste caché et sa puissance sur l'esprit est à la mesure de sa discrétion. On ne démontre plus, on montre. Hier, je résistais à l'argumenteur qui voulait faire violence à mes convictions. Aujourd'hui, je suis prêt à me rendre à l'évidence des « faits ». Demain, c'est à l'égard de ses propres productions que l'homme devra, sous peine d'asphyxie, exercer la critique impitoyable, salvatrice, du doute.

Maurice BLIN ■

Mac Luhan : « Pour comprendre les media ». Mame-Seuil. « Mutations 1990 », Mame. G.-E. Stearn : « Pour ou contre Mac Luhan », Seuil.

Vieux Monde,
nouveaux horizons



LES CONCEPTIONS INTERNATIONALES DU PREMIER BRITANNIQUE

par Charles Melchior de Molènes

L'ELARGISSEMENT des Communautés, maintenant probable, rencontre outre-Manche une telle opposition qu'on peut se demander si ce processus aboutirait sans l'action personnelle d'Edward Heath, européen convaincu et persévérant depuis son premier discours de député en 1950.

Cet élément contribue à porter l'attention sur ses idées concernant ce domaine, présentes dans son livre non traduit en français : *Old World, new horizons*.

Peu de semaines après être devenu premier ministre, en juin 1970, Edward Heath a publié ses trois conférences de mars 1967 à Harvard, prononcées dans le cadre des *Godkin Lectures on the essentials of free government and the duties of the citizen*. Elles ont lieu chaque année, depuis 1903, en souvenir d'Edwin Lawrence Godkin (grand journaliste anglo-américain, 1831-1902), sous les auspices de la *J.F. Kennedy School of Government*. Des personnalités de premier plan y ont traité de sujets cruciaux : par exemple, en 1962, Nelson Rockefeller, gouverneur de l'Etat de New York, de l'avenir du fédéralisme.

Le leader Tory, sous le titre : *Ancien Monde, nouveaux horizons*, et le sous-titre : *La Grande-Bretagne, le Marché commun et l'Alliance atlantique* s'est livré à un tour d'horizon minutieux des principaux problèmes du vieux continent et de ses rapports avec l'Amérique, et même, quoique brièvement, avec le reste de l'humanité. L'introduction ajoutée par lui, et datée du 19 septembre 1969, explicite que, deux ans et demi après, ces allocutions sans ambiguïté « contiennent toujours les prin-

cipaux éléments de ma pensée sur l'Europe ». Ajoutons que, au bout de quatre ans, ces textes restent, sauf

Un choix d'une grande portée historique

exceptions, pleins d'actualité, ce qui, outre la pénétration de leur auteur, procède, à la fois, de ce qu'il s'est placé sur le plan des principes et des perspectives d'ensemble, et que, par ailleurs, le rythme de l'unification européenne — sauf le désarmement douanier entre les Six — fut d'une déplorable lenteur. Ainsi les questions majeures n'ont-elles pas tellement changé.

UNE EUROPE POLITIQUE, DEMOCRATIQUE ET OUVERTE

Sur le système monétaire international — que certains préconisent d'appeler système multilatéral des paiements (1) — et de cette préface, retenons l'avis, peu suspect d'antiaméricanisme chez le successeur de Winston Churchill, que se pose « toute la question de savoir si les principaux pays commerçants du monde peuvent trouver une source plus satisfaisante de liquidité internationale qu'un déficit américain persistant (de la balance des comptes) créant un afflux déréglé de dollars en Europe par le marché de l'eurodollar ». Plus généralement, quant à la conduite intérieure et extérieure que devrait avoir l'ensemble européen une fois constitué — et quelles que soient les modalités exactes de cette union, E. Heath affirme, point capital : « il est naturel que, immédiatement après l'empire, les pays de l'Europe continentale soient réticents à s'exposer derechef à des échecs outre-mer. Il est naturel que, tant que l'Europe est encore faite à demi, les problèmes de l'Europe tiennent la place principale dans leur esprit. Mais, à long terme, l'Europe regardera vers l'extérieur ou ne sera rien. »

Voici pourquoi, à l'en croire : « les pays d'Europe ont eu tendance à tenir pour acquis que les Etats-Unis, et, dans des zones particulières, la Grande-Bretagne et la France, apporteront le cadre essentiel de stabilité à l'intérieur duquel peuvent prospérer leurs affaires ». (Sans doute, pense-t-il notamment à la République de Bonn, si grande exportatrice.) « Nous ne sommes plus loin maintenant (...) du point où (...) ceux qui s'attendent à bénéficier de cette stabilité doivent être prêts à contribuer à son maintien. » Thème orchestré dans plusieurs développements ultérieurs.

Le premier chapitre (« Les soucis croissants de l'Europe nouvelle ») se réfère au mot fameux du ministre G. Canning, le 12 décembre 1826, aux Communes, sur l'indépendance des colonies espagnoles : « J'ai appelé le Nouveau Monde à l'existence pour rétablir l'équilibre de l'Ancien. » Selon le chef actuel des conservateurs, « l'ancien Monde doit être rassemblé maintenant pour rétablir l'équilibre du nouveau, nous devons essayer de créer une unité plus large entre les anciens Etats nations de l'Europe, dont la Grande-Bretagne doit faire partie, en sorte que nous puissions, ensemble, apporter le moyen d'un meilleur équilibre avec nos amis et alliés d'outre-Atlantique. Ce faisant, nous pouvons être

(1) Les citations d'E. Heath sont traduites par moi, son texte n'ayant pas, que je sache, de version française.

sûrs que, de même que diminuera la disparité entre les deux rives, de même s'accroîtra la possibilité de la formation d'une véritable Communauté atlantique. » Ce vocable était cher au président Kennedy, et l'on retrouve ici l'écho de ses discours de 1962-63 sur l'interdépendance entre une Europe enfin unie et l'Amérique du Nord, les deux piliers de l'Occident dans cette conception, dont les partisans sont si nombreux dans les pays de langue anglaise.

Edward Heath retrace les étapes du processus d'intégration, du discours de Churchill à Zurich en 1946 jusqu'à la conjoncture de 1967. Historique rapide, objectif, et qui apportera peu de lumières nouvelles aux spécialistes de ce domaine, vulgarisé et classique au point d'être l'objet de manuels et de cours d'enseignement supérieur de plus en plus nombreux. Le futur premier ministre juge fédéral le type d'Europe préconisée par l'orateur de Zurich (et dont l'Angleterre devait être un garant, mais non un participant). Le leader Tory rappelle que son premier discours aux Communes, le 26 juin 1950 — il débutait, à 34 ans, après avoir terminé la guerre comme lieutenant-colonel et entamé une carrière de haut fonctionnaire au ministère de l'aviation civile consécutive à de brillantes études à Oxford, antécédents non mentionnés dans son livre, — invita le cabinet Attlee à accepter l'invitation de participer aux négociations du plan Schuman. Il persiste à déplorer aujourd'hui que cette voie n'ait pas été suivie.

Tournant décisif, qu'il attribue à ce que les Britanniques pensaient encore dans les termes d'un pouvoir qu'ils avaient exercé antérieurement et qu'ils croyaient leur appartenir encore. A cette illusion partagée alors par la majorité des conservateurs, comme on le vit lorsqu'ils revinrent, en 1951, à l'exécutif, s'ajoutaient, selon lui et sans aucun doute, l'opposition des travaillistes à ce qu'ils soupçonnaient devoir être une Europe démocrate chrétienne (2) et la crainte des syndicats que la future C.E.C.A. empêchât, ou du moins, gênât, les nationalisations du charbon, du gaz, etc., sans excepter celle de l'acier en cours, auxquelles procédait le Labour. A notre sens, ces appréhensions n'avaient aucune base : les Communautés ne changèrent rien au statut des entreprises étatisées en France — à peu près identiques, sauf les aciéries, à celles d'outre-Manche.

Sur l'Association européenne de libre échange (AELE, EFTA dans les initiales anglaises), fondée en 1960, quand Heath était Lord du Sceau privé et, à ce titre, collaborateur de Lord Home au Foreign Office, il estime que « ce fut un succès incontestable » en tant qu'organisation commerciale, quoique sa valeur ait été fort sous-estimée aux Etats-Unis et ailleurs. L'aveu qui suit mérite l'attention : « cependant, l'AELE n'a pas encore (en 1967) atteint son second but d'être un moyen de créer une plus large unité européenne. (...) Son

(2) Cf. mon livre : l'Europe de Strasbourg, préface de J. Chastenot, publié sous le patronage du Conseil de l'Europe, éditions Roudil, 53, rue Saint-Jacques, Paris 5^e, où ce point précis est examiné.

existence a rendu la négociation avec la Communauté plus difficile. »

Des historiens contesteront l'opinion du premier ministre selon laquelle, les trois Communautés étant économiques (ce qui est indéniable), « cette priorité fut délibérément choisie par les architectes de la nouvelle Europe ». S'il est vrai que les charbonnages et la sidérurgie furent pris pour banc d'essai, la chronologie montre que les terrains ultérieurs prospectés furent militaires (l'infortunée CED) et politiques (la Communauté mort-née en 1953). C'est l'effondrement de ces deux projets qui conduisit, comme un pis aller, à revenir aux réalisations économiques, en généralisant à l'ensemble des industries et à l'agriculture le marché commun sectoriel qu'était la CECA et en tentant, dans le domaine atomique, une exploration qui semble, du reste, avoir été assez décevante, si l'on en juge par certains constats officiels d'aujourd'hui.

Par contre, nous partageons pleinement son analyse de l'attitude américaine à l'égard de l'unification européenne : « les Etats-Unis ont toujours reconnu que l'élargissement de la Communauté signifierait une extension de la discrimination douanière contre leurs produits. Les Etats-Unis ont été prêts à l'accepter en échange (*in return*) de la perspective d'une unité politique plus large et plus stable en Europe. Si des Etats neutres n'étaient pas prêts à jouer leur rôle dans ce processus, alors Washington voyait peu de motifs d'accepter une discrimination tarifaire accrue à cause d'eux. »

L'ancien négociateur de 1961-63 avec les Six tire longuement les leçons de cette expérience. En résumé, « deux choses sont impossibles à négocier, dans un groupe économique élargi. La première est de maintenir sans changement » les courants commerciaux existants, la deuxième de s'accorder sur des décisions précises, fixes et satisfaisantes, relatives à un état futur de l'offre et de la demande. Il vise notamment les prévisions sur les prix agricoles. Des développements détaillés sur le contentieux entre Londres et Bruxelles, lors des tractations interrompues par le général en janvier 1963, retenons ce souvenir personnel de Heath : en 1960, Jean Monnet lui dit que, malgré les traités instituant un vote à la majorité qualifiée, aucune grande puissance ne serait mise en minorité sur un problème essentiel pour elle parce que ses partenaires auraient conscience du risque trop grand de voir se rompre la Communauté. Comme avec le Ciel chez Molière, il y aurait donc des accommodements avec la théorie supranationale...

Dans la pratique, l'hôte actuel du Ten, Downing Street, peut-être avec une note d'humour, résume le mode de décision de la Communauté comme comportant une discussion prolongée, à grand renfort de publicité, souvent tard dans la nuit, culminant dans un marchandage et un compromis global. L'allusion à ce que la presse a qualifié de marathons bruxellois n'est pas dénuée de toute vérité. Le conférencier de Harvard reconnaît, du reste, lui-même, que ces méthodes un peu déconcertantes trouvent une justification dans leur réussite pour atteindre des résultats.

Son avis sur « la future participation (*membership*) britannique » est la suivante : « Je crois fermement qu'elle est dans les intérêts de l'Europe comme de la Grande-Bretagne », et, au surplus, ajoute-t-il, de nature à mieux équilibrer la Communauté atlantique. Les quatre problèmes « sur lesquels des solutions rencontrant l'accord (des parties) sont à trouver » entre les Six et les candidats concernent, selon lui, les dettes envers le Fonds monétaire international (F.M.I. — ce passif du Royaume-Uni a diminué depuis 1967, où le passage fut écrit), la balance des paiements anglaise et le fonctionnement de la zone sterling (ce sujet et, plus précisément, les balances-sterling créent de graves obstacles, pensons-nous, à l'unification monétaire actuellement envisagée d'une Europe incluant nos voisins d'outre-Manche), le développement des institutions politiques et l'instauration d'un système de défense.

Ces quatre éléments — ou du moins les 3 premiers — forment la trame du chapitre suivant. E. Heath y consacre des développements étendus et très techniques à l'économie (comparaison des taux de croissance de la C.E.E., de l'A.E.L.E. et des Etats-Unis, recherche scientifique et technologie, rôle de la livre comme monnaie de réserve, etc.). Ceux qui souhaitent, sans plus d'hostilité que lui pour la fédération nord-américaine, une certaine autonomie du vieux continent et, par conséquent, de ses entités industrielles et commerciales, partageront sa vive déception que trop peu d'entreprises réellement inter-européennes se soient constituées, malgré la libéralisation des échanges. Il met l'accent, à ce propos, et non sans raison, sur l'insuffisante harmonisation des règles nationales sur les brevets — en dépit des efforts du Conseil de Strasbourg — et le nécessaire statut d'une société anonyme à l'échelle européenne (*Eurocompany status*). L'ancien ministre du travail de 1959 et président du Board of Trade de 1963 rappelle aussi la déclaration du professeur R. Marjolin à l'Assemblée de la métropole alsacienne en octobre 1966 : « si les Six demeurent, comme ils l'ont été probablement depuis une génération, les principaux importateurs mondiaux de décoverte et les principaux exportateurs de cerveaux, ils se condamneront à un sous-développement cumulatif qui rendra bientôt irrévocable leur déclin ».

Sur le très important domaine d'une autorité politique commune, la façon dont cet observateur londonien analyse l'agonie du plan Fouchet de 1961-62 n'est pas dépourvue de sel. Il rappelle que le général passait pour avoir rédigé lui-même une partie du projet dans sa version finale, et que certains de nos partenaires — les Allemands, entre autres — l'acceptaient. Le traité « fut inacceptable aux Pays-Bas, qui avaient toujours adhéré à l'idée d'une organisation fédérale en Europe. La Haye indiqua néanmoins être prêt à adopter le plan Fouchet pourvu que la Grande-Bretagne entrât dans la Communauté (...), disant avoir, alors, confiance dans l'équilibre politique qui existerait dans la Communauté élargie. Ce débat conduisit à une forme particulière de dialogue des sourds » (E. Heath emploie ces trois mots en français) « entre les gouvernements français et néerlandais, où aucun d'eux ne l'emporta ».

Le 28 octobre 1971, l'Angleterre a décidé d'apporter un renouveau de vigueur et d'exigence démocratique à la Communauté Européenne. Le 22 janvier 1972, l'Europe des Dix a succédé à l'Europe des Six.

Vu par le cabinet de Sa Majesté, telle fut la substance de la discussion à laquelle, bien entendu, la Grande-Bretagne n'était pas présente : « Les Français accusèrent les Néerlandais de saper la possibilité de coopération politique en insistant sur le fédéralisme. Les Néerlandais accusèrent les Français de rendre impossible la mise en œuvre du plan Fouchet en écartant le Royaume-Uni. Les Français répliquèrent en révoquant en doute l'attitude des Néerlandais voulant introduire les Britanniques, qui n'étaient pas acquis au fédéralisme. » L'actuel Premier Ministre ajoute que « c'est une des raisons pour lesquelles la coopération politique a si peu progressé en Europe », ce qui, en 1967, date de son texte, et jusqu'aux timides effets du comité Davignon en 1970 est, en gros, exact.

Il insiste sur la nécessité de développer, dans les Communautés, au fur et à mesure de l'intégration, « un contrôle démocratique du conseil des Ministres et de la commission », c'est-à-dire un renforcement du parle-

ment de Strasbourg, estimant toutefois que sa désignation au suffrage universel direct n'est pas, dans un premier temps, indispensable à cette fin. Nous partageons ces deux opinions. E. Heath estime que « si les Britanniques entraient dans la Communauté, ils pourraient bien prendre la tête de ce mouvement (d'accroître les attributions de la Chambre commune) en dépit de leurs appréhensions d'autrefois contre la supranationalité, non seulement à cause de leurs longues traditions de contrôle parlementaire de l'exécutif, mais aussi à cause des besoins pratiques de l'heure ».

D'après l'auteur d'*Old World, New Horizons*, on peut mesurer le développement politique de l'Europe à unir selon deux normes : apprécier, si, conformément à l'orthodoxie fédérale, existe un exécutif, un législatif et une justice européens, ou constater « qu'une Communauté politique européenne voit le jour quand la plupart des décisions qui sont la substance des controverses politiques dans tout pays sont prises sur une base

communautaire». A son avis, et en se fondant sur ce deuxième critère, évidemment pragmatique et, dirait peut-être les philosophes, existentiel, la C.E.E. «recourant aux institutions établies du conseil des Ministres et de la commission, avance déjà (en 1967) régulièrement vers une communauté politique».

L'ORGANISATION D'UNE STRUCTURE EUROPEENNE DE SECURITE; LES RELATIONS AVEC LES U.S.A., LE TIERS MONDE, LE MONDE COMMUNISTE

Le dernier chapitre nous paraît le plus intéressant pour les Français et l'ensemble du public non britannique. Le successeur de M. Wilson à Downing Street considère — non sans droit — que la dissuasion nucléaire n'a pas rendu inutile l'organisation d'une «structure de sécurité», car, si l'équilibre atomique rend moins probable la guerre totale entre les grandes puissances, il ne supprime nullement l'éventualité de moindre conflit. Il les facilite même «par le fait que la liberté d'action des grandes puissances est devenue plus limitée». Cette analyse de mars 1967 a été confirmée par la crise proche-orientale des Six Jours, non encore achevée.

A notre sens, le résumé fait par l'orateur de Harvard des efforts et déboires américains depuis 1945 n'est pas sans vérité. Il note que «la charge de maintenir la sécurité mondiale s'est entièrement écartée de l'Europe», c'est-à-dire que la partie du monde qui la supportait avant 1914 n'en a plus rien assumé. «C'est sur les Etats-Unis que le fardeau principal est tombé. Ils se sont trouvés forcés d'étendre à l'Asie et, dans une certaine mesure, à l'Afrique, les responsabilités que, traditionnellement, ils exerçaient en Amérique latine et au Pacifique. Ce faisant, ils ont répandu beaucoup d'argent, ont eu à mener deux guerres coûteuses en Asie dans de lointains pays avec lesquels ils n'avaient pas d'étroits rapports jadis, et pour des objectifs qui n'étaient pas clairement définis. Ils ont été amenés à garantir des Etats dont ils contrôlaient peu la politique intérieure et extérieure. Comme la Grande-Bretagne l'a découvert au Moyen-Orient et ailleurs, c'est une cause de difficultés et de frustration bien supérieure à l'exercice d'un pouvoir colonial direct. Les Etats-Unis ont vu contester, non seulement par leurs ennemis, mais à l'occasion par certains de leurs amis, les motifs pour lesquels ils assumaient ces responsabilités nouvelles.»

A défaut de Washington, New York offrirait-il mieux ? Le Premier britannique rappelle que les Nations Unies furent créées «pour prendre justement ces responsabilités de sécurité mondiale largement retombées depuis, sur les Etats-Unis (...). Il reste raisonnable d'espérer que l'O.N.U. servira de base à un éventuel ordre mondial; il n'est pas raisonnable de traiter l'O.N.U. comme si c'était déjà un gouvernement mondial.»

D'après E. Heath, l'organisation de Manhattan a une chance d'aboutir dans les conflits où la confrontation entre grandes puissances n'est pas directe, car l'O.N.U. «ne peut leur imposer sa volonté», et où les passions

(*strong emotions*) de la majorité des Etats membres ne sont pas en jeu.

Parlant avant le retrait des «casques bleus» du golfe d'Akaba — retrait qui précisément, sous la pression de Gamal Abdel Nasser, mit le feu aux poudres — le futur chef du gouvernement de Londres donnait comme exemple de réussite l'intervention de l'O.N.U. en Palestine, à Chypre et au Cachemire. Les conditions énoncées par lui nous semblent circonscrire pertinemment l'utilité et les limites de l'institution de Lake Success.

Quant aux pays en voie de développement, le futur hôte de Downing Street, innovant sur les banalités ressassées à ce sujet, a le courage de reconnaître que «des traditions de pensée devront changer» si l'Occident veut apporter une aide efficace. Son propre pays, devra accepter, laisse-t-il entendre par allusion, des accords multilatéraux sur le prix des matières premières à un niveau rémunérateur pour le tiers monde qui les produit, donc nettement plus élevés que les Britanniques ne l'ont accepté jusque-là. Les Six devront accroître leurs subventions financières outre-mer et inclure un plus grand nombre de ces pays dans les zones auxquelles ils réservent des conditions douanières privilégiées, les 18 Etats dits africains et malgache. Les Etats-Unis auront à cesser leur résistance à ce type de préférence tarifaire bénéficiant aux moins développés. Ces mutations psychologiques et matérielles seraient assurément nécessaires — sinon suffisantes — ce que l'auteur est le premier à concéder.

Plus discutée serait son opinion que l'aide éducative gagnerait à ne pas se cantonner toujours dans les cloisons des anciennes sphères d'influence. Ainsi pense-t-il que les enseignements français ou britanniques obtiendraient, parfois, plus de résultats que ceux des Américains chez les Latins du Nouveau Monde, cependant qu'en Afrique, longtemps chasse gardée des Européens, «le professeur américain avec de nouvelles méthodes et de nouveaux manuels peut susciter un regain de vigueur et d'enthousiasme».

Précisément, à propos du Commonwealth — «feu l'Empire britannique», comme a écrit Jacques Chastenet — E. Heath estime que l'affaire de Rhodésie a montré qu'un seul pays, l'ancienne métropole, est appelée «à soumettre sa politique à un examen» (par ses partenaires, c'est-à-dire ses ex-colonies) «d'une sorte que les autres membres n'envisageraient pas d'accepter». Le même non-conformisme le fait ironiser sur «les prétendues relations spéciales» entre Londres et Washington: «à entendre certains en Europe, on croirait le monde gouverné en fait par le premier ministre britannique et le président des Etats-Unis réunis quotidiennement en conclave à un poste de commandement sur une île au milieu de l'Atlantique».

Il lui est aisé de mettre en lumière que, s'il est vrai que le plus grand compte est tenu outre-Manche des intentions américaines, la réciproque est de moins en moins exacte... Par ailleurs, modernisant, mais sans l'abandonner complètement, la conception victorienne, si chère à B. Disraëli, de l'expansion et de la mission

du Royaume-Uni, E. Heath considère, s'appuyant sur l'exemple du Congo ex-belge, que rien n'est plus coûteux financièrement que « de rappeler des troupes d'où elles sont avant que les forces locales soient capables d'assurer la protection contre une attaque de l'extérieur et qu'une structure politique locale puisse résister à la subversion de l'intérieur ». C'est un des rares domaines de la politique extérieure où les conservateurs paraissent se distancer nettement du Labour. Le leader Tory explicite l'espoir que les partenaires de son pays dans une Europe cohérente s'associeront à lui dans cette action commune outre-mer. A Moscou, à Pékin ou ailleurs, on criera au néo-colonialisme...

L'accent est mis, sujet connexe, sur la défense commune du vieux continent. L'actuel Premier estimait, en 1967, rappelant que l'initiative de la force dite de frappe remonte à la IV^e République, qu'on ne pouvait raisonnablement attendre le retour d'une France repentante au bercail de l'OTAN conservée telle quelle : « Nous devrions, au contraire, travailler à une alliance modernisée où la loyauté nationale et la loyauté européenne trouveraient un débouché comme la loyauté atlantique. » Ses prévisions sur le non retour de Paris au commandement intégré sont exactes jusqu'à présent. Dans le texte de 1967, il faisait fond sur le comité de planification nucléaire animé par le ministre R. Mac Namara, formule qui s'est montrée peu efficace. La préface de 1969 préconise un pool des forces de dissuasion britannique et française. La disparité des attitudes de Londres et de Paris par rapport à l'OTAN s'est révélée, à ce jour, un obstacle insurmontable sur cette voie. Au surplus, les autres pays européens occidentaux y verraient-ils un progrès par rapport au semi-monopole atomique américain dans l'OTAN, qui ne les discrimine pas plus et les protège mieux que le condominium anglo-français ?

Quoiqu'il en soit de ces modalités, E. Heath n'a cessé de plaider au long des années, pour une organisation structurée de la défense européenne, pour des raisons de technique nucléaire, de réduction des dépenses, de sauvegarde contre la résurgence du militarisme allemand, etc... A Harvard, il s'attacha à montrer aux Américains que ces projets ne procèdent ni du soupçon que les Etats-Unis ne risqueraient pas une guerre atomique pour sauver l'Europe, ni de l'accusation inverse qu'ils entraîneraient leurs alliés, de ce côté-ci de l'Atlantique, dans des aventures militaires où l'Europe n'aurait que faire. Le chef des Tories n'est pas le seul à juger malsain le déséquilibre des forces entre les Américains et leurs partenaires de l'OTAN, et à penser que seule une mise en commun des ressources européennes, — selon des recettes à discuter et déterminer — saurait y remédier.

Cet ensemble, selon lui, resterait, cependant, intimement jumelé aux armées de Washington. E. Heath réfute « la thèse que l'alliance atlantique devrait être fondée aussi étroitement que possible sur les alliances européennes traditionnelles du XIX^e siècle » et croit, au contraire, indispensables des mécanismes automatiques préparés de concert à l'avance, c'est-à-dire l'intégration militaire.

Passant en revue les rapports avec l'Est, ce conservateur a le bon sens et l'indépendance d'esprit d'aller dire, au Massachusetts, que « le monde connaîtrait le désordre en 1967, même s'il n'y avait pas de communistes. L'apparition d'Etats nouveaux, de techniques nouvelles, d'espérances nouvelles, croissant toutes plus vite que les ressources pour les satisfaire, y pourvoira. »

Quant à la Chine de Mao Tsé-Toung, il constate le décalage entre ses déclarations incendiaires et la modération de ses actes, l'expliquant par l'impuissance de fait : « la question est de savoir si, lorsqu'ils auront les moyens — nucléaires et économiques — les buts de leur révolution auront changé ». Du point de vue où il se place, c'est bien l'interrogation majeure. Néanmoins, ou dans la logique même de cette incertitude, il préconise vivement d'augmenter le commerce de produits non stratégiques avec Pékin, en attendant d'heureuses conséquences morales autant que matérielles.

Dans les rapports avec l'U.R.S.S. et les Etats du pacte de Varsovie, le futur Premier, peu après des entretiens avec son homologue moscovite Kossyguine, et le ministre polonais Rapacki, insistait non sans raison sur leur hantise du danger germanique et la nécessité, pour l'Occident, d'en tenir compte s'il cherche un accommodement durable avec eux. Par ailleurs, il eut la clairvoyance de relever, dès mars 1967, « un durcissement rapide de la politique étrangère allemande et une détermination nouvelle de défendre les intérêts de l'Allemagne, dans la défense comme ailleurs ». Ce « durcissement » procède de l'intention d'affirmer plus nettement qu'auparavant la personnalité nationale de la diplomatie allemande. *L'Ostpolitik* de Willy Brandt, plusieurs années après, a confirmé le jugement d'Edward Heath.

Court, concis et dense, l'ouvrage d'Edward Heath procède donc à un survol assez complet des grands problèmes internationaux. Ses idées ne sauraient, évidemment, faire l'unanimité, bien qu'il ait évité les polémiques partisans : le travaillisme n'est pratiquement pas critiqué, et ses dirigeants (Attlee, Gaitskell, Wilson, Michael Stewart, George Brown, etc.) ne sont pas nommés une seule fois. L'information est étendue, et manifeste le désir d'éviter les prises de positions extrémistes et de paraître objectif. Approuvées ou non, ses vues et leur expression sont d'un homme d'Etat authentique.

Sur le plan littéraire, la langue classique et le style élégant s'efforcent d'éviter les écueils du jargon et de l'hermétisme qui guettent les experts des austères domaines traités. A cet égard, il est difficile d'en demander plus, car comment savoir dans quels termes et sur quel mode Shakespeare nous exposerait l'état de la balance des comptes britanniques et la coordination des forces de dissuasion nucléaire occidentales ?

Charles MELCHIOR DE MOLENES ■

UN PROPHÈTE EN PROCÈS :

CRISE DE CROISSANCE ET CRISE DE CONSCIENCE DE L'HUMANITE

« La crise de conscience dans laquelle nous sommes engagés impose à la conscience contemporaine une double conviction. L'homme d'aujourd'hui se sent partiellement responsable de l'avenir de la civilisation et, par elle, de l'avenir de l'univers. Travailler à extraire du monde tout ce que ce monde peut contenir de vérité et d'énergie est pour lui affaire de loyauté et de conscience. D'autre part, cet homme est persuadé que l'humanité est appelée à réaliser une œuvre commune : aucun de ses membres ne peut aller jusqu'au bout de lui-même qu'en communion avec les autres. Soit de maîtriser le monde et vœu d'unanimité habitent désormais la conscience humaine. Ces deux aspirations déterminent l'axe d'une sorte de foi naturelle, obscure et indéradicable, aussi bien chez les gentils que chez les croyants. »

TEILHARD DE CHARDIN

par François Henry

PARU quinze ans après la mort du Père Teilhard, le livre du Père d'Ouinice (1) est venu à un moment où la connaissance de Teilhard devenait à la fois plus complète et plus difficile pour nos contemporains. Plus complète grâce à la publication posthume de ses œuvres, dans la grande série des éditions du Seuil, où tout n'est pas d'égale importance mais qui offre du moins à la réflexion nombre de textes essentiels. Plus difficile, car le nombre diminue de ceux qui ont connu directement le Père Teilhard : au-delà des textes qui circulaient de son vivant (pas toujours entièrement fidèles et souvent mal compris), les contacts personnels aidaient ceux qui l'ont rencontré à découvrir l'irremplaçable témoignage d'un prêtre ardent et d'un penseur authentique. Le Père d'Ouinice, plus jeune que Teilhard, fut quelque temps son supérieur religieux et toujours son ami. Il nous fait bénéficier aujourd'hui de son expérience de témoin privilégié.

(1) René d'OUINCE, « Un prophète en procès : Teilhard de Chardin » (2 volumes - Aubier 1970).

Pour ceux qui n'ont aujourd'hui du Père Teilhard que ses livres, cet éclairage personnel est précieux. Il diffère par son caractère du travail publié en 1962 par le Père de Lubac (2), premier grand témoignage venu de ses confrères jésuites — et encore difficilement accueilli dans plusieurs milieux ecclésiastiques — et aussi du livre de Mgr de Solages (3), discussion à la fois amicale et serrée des perspectives de Teilhard, appuyée sur de nombreux textes bien datés et accompagnant d'aussi près que possible l'élaboration de sa pensée.

Le premier volume du Père d'Ouinice retrace, non pas toute la vie du Père Teilhard (4), mais les étapes de sa

(2) De LUBAC, « La pensée religieuse du Père Teilhard de Chardin » (Aubier 1962).

(3) Bruno de SOLAGES, « Teilhard de Chardin » (Toulouse, Privat 1966).

(4) Le travail biographique a été magistralement accompli par Claude Cuénot. « Pierre Teilhard de Chardin » (Club des Editeurs 1958). Voir aussi, du même Claude Cuénot, le petit volume de la série « Ecrivains de toujours » (Seuil 1962).

vocation intellectuelle et religieuse, et les épreuves diverses qu'il eut à traverser, incidents de parcours ou difficultés permanentes. « Teilhard dans son ordre et dans l'Eglise », — tel est le sous-titre de cette première partie.

La fidélité du Père Teilhard est au centre du témoignage du Père d'Ouinice. Fidélité à la Compagnie de Jésus et à l'Eglise, enracinée dans une foi profonde, c'est un trait de son caractère aussi essentiel que sa droiture intellectuelle et sa passion de découverte scientifique. Cette fidélité surprenait quelques amis incroyants de Teilhard, qui n'ignoraient pas ses épreuves ; elle fut méconnue par certains de ceux qui, dans l'Eglise, combattaient les idées du Père Teilhard sans savoir reconnaître sa vie religieuse. Mais pour beaucoup de ceux qui l'ont rencontré, cette fidélité gardée contre vents et marées, sans que rien fut diminué d'aucune des exigences qu'il voulait maintenir ensemble, est restée la grande leçon de sa vie.

La formation de Pierre Teilhard de Chardin ne se comprend bien que si l'on prête attention à plusieurs étapes de sa vie. Il y eut d'abord un climat familial qui développa chez lui une foi solide et profonde, demeurée présente à toute sa vie, sans qu'il y eût pour lui discordance entre sa piété d'enfant et sa foi de religieux au soir d'une longue existence. Il y eut, d'autre part, ses années d'études et principalement le scolasticat de la Société de Jésus, en Angleterre avant 1914 pendant les années d'exil des congrégations. Le Père d'Ouinice parle avec précision de ce temps de formation spirituelle et théologique, et signale des insuffisances dans l'enseignement et la réflexion — insuffisances dues au climat de l'époque et au raidissement des autorités religieuses devant le modernisme. Ces lacunes n'étaient pas entièrement compensées par la conscience et la valeur personnelle des professeurs et laissaient insatisfaits ceux des jeunes Jésuites qui avaient des exigences, à la fois intellectuelles et apostoliques, plus profondes. Mais il apparaît aussi qu'un des bénéfices inestimables de ces années de scolasticat, au-delà de tout ce qui pouvait manquer par ailleurs, fut la fréquentation de compagnons aux vocations personnelles diverses dans une même famille religieuse, capables de s'écouter mutuellement et d'apprendre beaucoup les uns des autres. Plusieurs restèrent pour Teilhard des amis fidèles.

Enfin, le rôle décisif des années de guerre 1914-1918, où Pierre Teilhard fut brancardier dans des tranchées de première ligne, ressort avec évidence des observations du Père d'Ouinice comme de tous les écrits de Teilhard relatifs à cette période. La découverte quotidienne d'une humanité soumise aux plus rudes épreuves, dans sa misère profonde mais aussi dans sa vérité la plus élémentaire, fut pour le Père Teilhard un choc aux répercussions incalculables. Sa réflexion sur l'homme et sur le monde en fut approfondie. « Fils de la Terre », dans les tranchées du front comme dans l'exploration géologique, il apprit à fonder sa confiance en l'avenir du monde sur tout autre chose qu'un optimisme naïf : les souffrances de la guerre ne lui permettaient pas d'illusions. En reprenant dans le titre d'un chapitre « le

baptême dans le réel », expression de Teilhard lui-même, le Père d'Ouinice rend compte clairement du caractère décisif de cette rude expérience de guerre.

Vers 1918, le Père Teilhard avait déjà la vision du monde qui orientait toute sa réflexion, et il cherchait à la communiquer. Ses compagnons plus jeunes — le Père d'Ouinice, qui en était, le souligne — voyaient en lui un missionnaire des temps nouveaux : « le Père Teilhard évoquait à nos yeux les grands jésuites légendaires : un de Nobili, un Ricci qui portaient vers des continents inconnus pour les soumettre à Jésus-Christ » (I. p. 81). Mais dans les pages qui suivent, et qui sont un tournant du livre, l'auteur nous rappelle que le Père Teilhard eut en réalité bien du mal à faire connaître ses idées. Il cherche à nous en faire comprendre la raison.

Il ne semble pas nécessaire de redire comment le Père Teilhard rencontra ses premières difficultés (le livre de Mgr de Solages a élucidé l'essentiel). Retenons ce qu'il faut savoir aujourd'hui, et qui étonne plus encore ceux qui n'ont pas été ses contemporains : beaucoup d'ébauches de la pensée du Père ont circulé sous forme de papiers ronéotypés, mais il ne fut jamais autorisé à publier autre chose que les articles ou les communications liés à son activité scientifique. La défiance à son égard, dans les milieux romains et jusque dans la Curie générale des Jésuites, a eu pour conséquence matérielle de véritables exils : le Père Teilhard a longtemps travaillé en Chine, puis à la fin de sa vie aux Etats-Unis, avec de brefs retours en France (5). A vrai dire, ces voyages n'ont peut-être fait qu'enrichir sa personnalité, scientifiquement et humainement, mais il savait bien qu'il aurait beaucoup gagné aussi au milieu des chercheurs parisiens. Surtout — inconvenient finalement plus grave — étant souvent suspecté sur des textes eux-mêmes pas toujours bien transmis, au lieu d'être discuté à visage découvert sur des livres que le public n'a eus qu'après sa mort — le Père a été condamné à penser seul dans des domaines où la contradiction et les échanges l'avaient puissamment aidé (I. p. 228-229).

Le Père d'Ouinice qui a vécu en ami toutes ces difficultés et qui en a souffert comme supérieur de la maison des *Etudes* fait sans doute la part des contretemps inévitables. Nul ne pouvait rien contre les maladresses du Père Teilhard lui-même (certains exemples sont d'une désarmante naïveté), ni contre le zèle intempestif de ses admirateurs qui diffusaient sans réflexion des papiers guettés par une critique mal disposée, ni contre les manœuvres malveillantes qui se sont tramées sans scrupule contre Teilhard. Mais il faut aller plus loin et le Père d'Ouinice ne manque pas de poser une question difficile : au-delà des manœuvres et des maladresses, existait dans l'Eglise un climat de défiance durablement établi, qui faussait à l'avance toute discussion sérieuse et qui a découragé la recherche dans des domaines importants. Les écueils d'une vie difficile ne sont plus alors de simples incidents biographiques : les

(5) Sur la chronologie des voyages du Père Teilhard. Voir les livres de M. Cuénot.

conditions du travail dans l'Eglise se trouvent en jeu, et nous retrouverons ce problème avec le Tome II du Père d'Ouinice.

Toutes ces difficultés qui ont entravé la vie du Père Teilhard, il les a traversées, non sans souffrances, mais dans une sérénité fondée sur son sens de l'obéissance religieuse. Son ancien supérieur en parle en termes précis : « L'obéissance de Teilhard fut, à mon sens, exemplaire : ni réticente, ni craintive ; à la fois généreuse et libre. Il accepta sans marchander les sacrifices qui lui étaient imposés ; d'autre part, il ne cessa jamais de pratiquer à l'égard de ses supérieurs cette ouverture de conscience qui est, dans la compagnie de Jésus, le complément de la discipline religieuse et l'antidote de la servilité. Ses supérieurs pouvaient compter sur sa docilité absolue, mais il ne leur laissa jamais ignorer ce qui, dans leurs décisions, lui apparaissait un excès de rigueur et il demanda jusqu'au bout (sa dernière lettre à son Provincial est datée de quelques jours avant sa mort) la révision de cette politique de prudence qui lui semblait contraire à sa vocation intérieure et aux intérêts de l'Eglise » (I. p. 127).

A cette attitude à l'égard de ses supérieurs, il faut ajouter une docilité à l'événement et une présence à tous ceux qu'il pouvait rencontrer, ce qui est peut-être une autre forme intérieure de l'obéissance. Si le Père Teilhard s'est trouvé dans l'impossibilité d'avoir l'action publique qui aurait pu être la sienne, l'efficacité de ses rencontres avec des hommes de tous les milieux n'en a pas été moins profonde. Qu'il s'agisse du travail de recherche avec ses collègues scientifiques — ses égaux ou ses aînés — ou de son activité apostolique, prêchant aux normaliens de la rue d'Ulm une retraite qui n'a pas été oubliée ou participant à une assemblée de la J.O.C., le fait d'avoir rencontré le Père Teilhard et dialogué avec lui est resté pour beaucoup un moment décisif.

Ceux qui ont bénéficié de ces rencontres ont reçu du Père Teilhard un témoignage qui s'est imposé de lui-même, au-delà de tout ce qu'il n'a pas pu dire ou pas pu faire : le souci d'unité qui animait sa pensée et sa vie. Sur le plan intellectuel, la vigueur de ses efforts de synthèse, son aptitude à dominer les détails pour porter, d'un bond libérateur, la réflexion vers les problèmes essentiels, ont surpris des hommes peu préparés à partager ses convictions, mais prêts à reconnaître le rayonnement d'un esprit vivant. L'historien Lucien Febvre, lisant le *Phénomène Humain* et se rappelant à cette occasion l'impression qu'il avait gardée d'une rencontre de travail, s'étonnait d'apercevoir chez Teilhard une vision du monde capable de satisfaire des hommes « tous également soucieux de substituer à l'émiettement de ce qu'on pourrait appeler la science quotidienne l'unité d'une synthèse ouverte, harmonieuse et vivante » (Annales 1956, n° 2).

Le souci d'unité qui impressionnait ainsi des chercheurs incroyants, Teilhard l'appliquait naturellement à ses préoccupations profondes. Une des conclusions positives pour lui des années de guerre, c'est qu'il a trouvé l'unité de sa vie. Il voudrait ne pas garder seul le bienfait de cette unification de sa vie spirituelle, mais

faire découvrir à d'autres l'accord qui s'est fait pour lui « entre ses deux passions natives : l'amour de la création et l'amour du créateur » (I. p. 73).

Sans revenir ici sur les longues préparations qui l'ont conduit à cette conviction, ni sur les développements inégalement achevés, qu'il en a tirés dans de nombreux écrits, soulignons seulement le prix que pouvait avoir cette unité pour un homme qui avait souffert de tant de cloisonnements dans la pensée et dans la formation religieuse de toute une époque.

Cette exigence d'unité, Teilhard la formulait pour lui-même en termes très simples, comme une mission qui n'était à ses yeux que la docilité à une grâce reçue : « Je me suis toujours offert à Notre-Seigneur comme une sorte de champ d'expérience pour qu'il y opère, en petit, la fusion entre les deux grands amours de Dieu et du monde — fusion sans laquelle je suis persuadé qu'il n'y a pas de règne de Dieu possible ». (Lettre de 1926 citée par R. d'Ouinice I. p. 124-125.)

Mais, à partir de ce témoignage personnel, nous sommes conduits à un problème plus général. Si le Père d'Ouinice a bien souligné le premier aspect en intitulant le dernier chapitre du tome I « Pour un statut du chercheur dans l'Eglise », c'est en réalité la réflexion commune de l'Eglise qui est finalement en cause. Tout le tome II est consacré à ce deuxième aspect.

L'auteur a choisi parmi plusieurs thèmes possibles de réflexion qu'il énumère (II p. 31) deux sujets principaux : les rapports de l'homme et du monde — les rapports du Christ et du monde. Sans suivre le Père d'Ouinice dans tous les développements de son livre, nous retiendrons quelques remarques fondamentales, d'abord en ce qui concerne les rapports de l'homme et du monde.

En premier lieu, Teilhard a fortement contribué, par ses propos comme par ses écrits, à faire apercevoir à ses contemporains la valeur religieuse de l'effort humain, dans ses résultats et non pas seulement dans son intention. Cette valeur s'est trouvée négligée dans des perspectives spirituelles fréquentes au cours des temps modernes, comme si les conséquences du travail des hommes n'avaient aucune importance réelle et comme si comptaient seulement l'ascèse et la prière du croyant qui offre à Dieu son effort. Sans méconnaître la part de vérité que contient cette attitude de détachement, il en souligne vite les dangers. Ni la science ni l'art ni la vie sociale ne sont des buts indifférents ; améliorer le visage de la terre n'est pas sans importance pour un croyant. Comme Teilhard l'écrit dans le *Milieu Divin* (p. 40-41) : « Tout ce qui diminue une foi explicite en la valeur céleste *des résultats* de mon effort dégrade, sans remède, ma puissance d'agir » (cité par R. d'Ouinice II, p. 117). L'Eglise, d'ailleurs, en fait, s'est montrée au cours de son histoire beaucoup moins indifférente à ce développement du monde qu'on ne pourrait le croire, et Teilhard trouve dans l'attitude pratique des saints plus de vérité « que dans toutes nos philosophies simplifiantes » (II, p. 117).

Une autre découverte a été rendue familière par Teilhard à ses auditeurs ou à ses lecteurs : c'est le

changement de dimension qui est intervenu dans la conscience humaine au cours du siècle qui vient de s'écouler. La tendance à voir dans les interrogations du temps du « modernisme » une simple crise passagère a fait place au pressentiment qu'il y avait réellement des problèmes nouveaux et que les exigences plus rigoureuses des esprits de nos contemporains ne se laisseraient pas apaiser sans un effort de lucidité et tout un patient travail d'approfondissement. Déjà, dans le tome I (pp. 53-54) à propos du temps de scolasticat de Teilhard et de ses compagnons, le Père d'Ouinice a souligné l'écart qui est resté longtemps trop grand entre les ressources d'une apologétique ingénieuse et le véritable affrontement aux problèmes de fond. Le problème est repris au tome II, où l'auteur situe la place de l'Évolution dans la pensée de Teilhard (voir tout le chapitre intitulé « Réussite du monde au royaume de Dieu », et spécialement les pages 123-124, sur les responsabilités collectives de plus en plus apparentes de l'humanité d'aujourd'hui).

Il est arrivé à Teilhard lui-même de systématiser certaines de ses perspectives et de leur donner des formulations qui ne sont pas toutes satisfaisantes. Nous ne sommes pas obligés d'accepter littéralement toutes les expressions qui traduisent ses tâtonnements ou qui, au contraire, anticipent audacieusement sur les synthèses possibles. Il suffit de nous souvenir qu'il a ouvert, pour les hommes d'aujourd'hui, de larges voies de découverte. Il n'est pas sûr qu'il ait trouvé toutes les solutions de demain. Mais il nous a appris à ne pas utiliser passivement les formules d'hier pour répondre aux questions de notre temps.

L'indépendance à l'égard des habitudes de pensée d'hier n'a pas seulement aidé le Père Teilhard à rester ouvert à toute la découverte du monde; elle lui a permis aussi de retrouver le lien avec la plus authentique tradition chrétienne, par-delà tout le contenu des manuels modernes de théologie grâce à un contact direct avec les textes du Nouveau Testament. Les rapports du Christ et du monde selon les lettres de saint Paul, la théologie du Corps mystique, sont redevenus plus familiers à l'Église de notre temps et ont nourri une partie de la réflexion du Concile de 1962-1965. Il était plus rare, il y a quarante ans, de retourner à ces sources et ceux qui y songeaient ne rencontraient pas toujours beaucoup d'audience.

Le Père d'Ouinice consacre tout un chapitre (II, pp. 144-164) à l'analyse de ce contraste entre la richesse des textes de l'Écriture et la sécheresse d'un enseignement théologique qui est souvent resté abstrait et passablement juridique, quand il s'agissait de définir les rapports du Christ et du monde. Teilhard n'était pas seulement resté insatisfait des conceptions courantes à l'époque de sa formation; il fut aussi, plus tard, sensible aux lacunes qui persistaient dans les exposés doctrinaux, même quand l'occasion se présentait d'aller plus au fond des choses: ainsi lors de l'institution en 1925 de la fête du Christ-Roi. Pendant ce temps, il trouvait dans saint Paul, particulièrement dans la lettre aux Colossiens qui l'a beaucoup aidé à articuler sa pensée, les thèmes les plus vivants de sa réflexion christologique (II, p. 145).

Les chapitres suivants (que nous ne résumerons pas et qu'il faut suivre dans toute l'ampleur de leur développement) permettent au Père d'Ouinice d'exposer les perspectives de Teilhard sur les rapports du Christ et du monde, perspectives où se trouvent toujours à la fois les intuitions du savant et les réflexions du chrétien attentif à la lecture du Nouveau Testament: « La christologie de Teilhard prend son point de départ dans l'Écriture. L'évolution lui fournit un langage, en même temps qu'une représentation du monde où le mystère révélé devient, à ses yeux, plus aisément déchiffrable » (II, p. 165).

Le rassemblement de l'Univers par le Christ, achevant la création et sauvant le monde pécheur et racheté, c'est pour Teilhard une réalité unifiante qu'il ne perd jamais de vue. Mais nous n'en sommes pas seulement les spectateurs. A cet achèvement du monde, la liberté de l'homme est conviée à participer. « Dieu qui nous a créés sans nous, ne nous sauvera pas sans nous. » (II, p. 166.)

On peut se demander (c'est l'objet du dernier chapitre) quel est l'avenir de la pensée de Teilhard. Au-delà des phases d'engouement pour ses écrits, ou d'oubli presque aussi rapide au lendemain du premier enthousiasme, le problème demeure posé de son influence durable. Les vues scientifiques, lumineuses sur bien des points, quelquefois géniales, n'en sont pas moins sujettes à révision; il était le premier à le savoir. Les constructions de sa pensée religieuse peuvent aussi connaître des contradictions ou de nouveaux développements. Mais il ne sera plus possible de passer à côté des problèmes qu'il a posés, grâce à l'exigence d'unité qui s'est constamment manifestée dans sa vie entre ses deux passions d'amour de Dieu et de foi au monde.

Son message spirituel souvent communiqué à ceux qu'il avait à aider, va dans le même sens que son exigence de pensée: ne pas laisser s'établir de rupture intérieure entre l'amour de Dieu et la vie quotidienne. Les chrétiens sont invités par Teilhard à être activement présents au monde, sans se laisser submerger par lui, et à pratiquer un détachement qui s'exerce par traversée plutôt que par rupture: « Aller au Ciel à travers la Terre » (II, p. 229).

Il reste que le Père Teilhard savait allier les vues les plus audacieuses sur le devenir de l'Univers au réalisme le plus simple sur ses limites personnelles: « Je ne serai vraiment compris que quand j'aurai été dépassé » (cité par R. d'Ouinice, II, p. 225). Plus profondément encore peut-être, la même conviction s'exprime dans un mot rappelé par le Père de Lubac (*La pensée religieuse...* p. 325, note 7): « Je n'ambitionne que d'être jeté dans les fondations de ce qui va grandir. »

C'est être fidèle à de telles perspectives que de nous inviter, comme le fait le Père d'Ouinice, à ne pas nous arrêter à la seule analyse de la vie et de la pensée du Père Teilhard, mais à y reconnaître les questions d'avenir qui s'en dégagent pour le développement de la réflexion chrétienne.

François HENRY.

Polémiques et dialogues

Maurice Clavel censuré et censeur

Le doigt sur la fontaine

S'inquiéter d'un mot

Romantisme et Inquisition

...et Ce monde
inacceptable

LE DOIGT SUR LA FONTAINE

L n'est pas sûr que le coup d'éclat de Maurice Clavel interrompant d'un « Bonsoir, Messieurs les censeurs » le débat à « armes égales » dont il était l'un des deux partenaires, le 13 décembre dernier, ait été un événement majeur de l'année écoulée — comme l'avancé « le Nouvel Observateur ». Mais pour une fois un spectacle de télévision n'était plus représentation désamorcée mais vive présence ; il se passait quelque chose, l'irruption d'un événement imprévu crevait le petit écran ; à la lueur d'un éclair de vérité, et de vérité sauvage, les uns et les autres étaient dévêtus des masques et des attitudes de convention. Dans le tohu-bohu de l'incident, de l'accident, tous les visages nous étaient servis dans leur nudité et leur crudité. Le scandale donnait beaucoup à penser.

Au fait où était exactement le scandale ? Le film que venait de présenter Maurice Clavel, et que l'auteur commentait d'une admirable voix de comédien, avait eu des moments de souveraine beauté. Et le sommet était ce doigt haïssable qui venait contraindre et brouiller le jet de la claire fontaine. L'image avait vertu de parabole : l'âme humaine, voulait signifier Clavel, est belle, bonne, proprement divine et son jaillissement ne serait que transparence et rectitude, si ce n'était ce doigt sur la

fontaine qui change la pure limpidité de l'eau en un chaos d'« éclaboussures convulsives », doigt indiscret qui symbolise les interdits et les censures d'un monde ennemi de l'âme. Telle est la philosophie de Maurice Clavel, penseur fondamentalement religieux : nous vivons ou plutôt nous ne pouvons plus vivre dans une société inhumaine qui baillonne les âmes. Le prince de ce monde, Mammon, est le Censeur tout-puissant et rusé qui refoule la parole, vie de l'âme. Alors la parole, déchirée, abimée, devient cri, comme il apparaît dans la révolte de la jeunesse. Tel est le scandale que Maurice Clavel se proposait de dénoncer. Mais son propre discours, dans lequel son âme s'adressait à nos âmes pour les réveiller, ne pouvait pas ne pas appeler la sournoise intervention du censeur : on avait coupé un mot. C'était le doigt sur la fontaine. Nous étions prévenus d'avance. La parabole annonçait sa propre réalisation. Il fallait s'attendre à « l'éclaboussure convulsive », au cri d'indignation vengeant la parole mutilée. D'où la sainte colère de Clavel, renversant la table de jeu, jetant toutes ses cartes au vent, livrant les censeurs à la risée publique et fuyant à grandes et joyeuses enjambées une compagnie qui-lui avait donné l'occasion de triompher sans avoir combattu. Chance d'autant plus précieuse que le rare talent de Maurice Clavel est de ceux qui imitent le génie à s'y méprendre, que le génie

s'exprime en fulgurations brèves et discontinues, dans un mot, une image ou un geste inspirés et qu'il est impossible de figurer la brève impatience du génie au long de deux heures d'horloge. Pour un mot censuré, Maurice Clavel avait gagné.

S'INQUIETER D'UN MOT

Reste à savoir quel était ce mot. Il convient ici de regarder de près les textes, surtout si on professe que le scrupule de l'objectivité ne saurait faire tort aux entreprises véritablement spirituelles. Maurice Clavel rendait hommage à la mémoire de la Résistance « à l'heure, disait-il, où le président de la République confie à un très grand journal américain l'aversion et l'agacement que lui inspire la Résistance française... » Les journalistes, responsables de l'émission, avaient coupé le mot *aversion*, empêchant ainsi Maurice Clavel de dire tout ce qu'il voulait dire. Et comme prélude à un débat sur la censure. Ils méritèrent bien que Maurice Clavel congédiât ce débat et le transformât prestigieusement en une fête fugitive dont ils étaient les dupes et lui l'incontestable héros. Mais on insistera. Dans cette affaire, un autre homme est en question, à vrai dire, et, c'est sa malchance, président de la République. Maurice Clavel lui a-t-il vraiment fait dire ce qu'il a vraiment dit ? Question oiseuse, rétorqueront les clavelistes puisque, suivant les formules convenues, Maurice Clavel assumait la responsabilité de son interprétation. La parole, même quand elle s'exerce sur la parole d'autrui, exprime l'âme et ne saurait tolérer aucune sorte de censure. On s'obstinera, car il paraîtra invraisemblable que Georges Pompidou, qui doit beaucoup au général de Gaulle, ait eu à la fois la sottise et la bassesse de confier à un journaliste américain son aversion pour la Résistance. « Le Monde » du 15 décembre dernier donne, dans un contexte assez inconditionnellement favorable à Maurice Clavel, le texte publié par le « New York Times Magazine ». On y lit ce qui suit : « Quant au romantisme de la Résistance, les vrais héros et ceux qui se proclament tels, je déteste toutes ces histoires... » Le verbe anglais « I hate » peut désigner toutes les nuances de la répulsion depuis l'agacement jusqu'au-delà même de l'aversion. Aversion n'a donc pas été inventé et ajouté par Maurice Clavel et se trouve bien dans le texte.

Mais alors les responsables de l'émission auraient-ils censuré le président de la République en censurant Maurice Clavel ? Telle serait en effet la plaisante morale de l'affaire, si la question portait sur la présence et le sens du mot *aversion* dans le texte original. Or il se trouve que le président de la République n'a pas mis en cause la Résistance mais, on vient de le lire, « le romantisme » de la Résistance. Ce qui change tout. Chacun sait en effet que les grands événements et les plus hautes actions, notamment en des époques révolutionnaires, ne vont jamais sans l'accompagnement de leur propre parodie. Pas de tragédie sans une retombée de comédie. Pas de grandeur même la plus authentique sans une boursoufflure bouffonne qui la raille en l'imitant. Ainsi dans un cortège princier le

fou à côté du roi. La Résistance a eu au lendemain de la victoire ses comédiens et ses profiteurs qui abondaient en souvenirs héroïques et se faisaient remarquer par leur inflexibilité épuratrice. Le mot de romantisme, dans la bouche d'un agrégé de l'Université nourri aux disciplines classiques, désigne donc tout naturellement cette inflation rhétorique et sacrilège. Qu'une grande cause ait eu ses imposteurs en même temps que ses martyrs (ou un peu après) n'a jamais voulu dire qu'elle soit une imposture.

On est donc conduit à cette affligeante conclusion que Maurice Clavel a retranché dans le texte qu'un journaliste américain prête à Georges Pompidou un mot capital et fait dire à l'homme qu'il attaque tout autre chose que ce qu'il a voulu dire. En d'autres termes Maurice Clavel a fait usage d'un texte qu'il avait préalablement censuré. D'un mot, d'un seul mot. Mais le mot enlevé au texte clavelien en affaiblissait la vigueur et ôtait peu à sa signification ; le mot retranché du texte présidentiel en altérait complètement le sens. Un mot est important. On a bien raison de s'inquiéter d'un mot.

ROMANTISME ET INQUISITION

La lecture de Maurice Clavel pourrait cependant se défendre — car comment ne pas faire crédit le plus longtemps possible au poète qui a inventé la belle et simple image du doigt sur la fontaine comme symbole du mal qui est dans le monde ? Il pourrait y avoir dans cette affaire un malentendu assez banal. Georges Pompidou et Maurice Clavel ne donnent apparemment pas le même sens au mot de romantisme qui signifie faux-semblant pour un politique réaliste et relativiste et grandeur authentique pour un poète de l'absolu. Penser romantiquement la Résistance, c'est dans la philosophie clavelienne la penser non pas comme moyen en vue d'un projet politique déterminé, mais selon sa plus profonde vérité comme pure contestation et refus absolu. Exactement comme fin en soi. C'est un romantisme qui animait le commentaire donné à son film par Maurice Clavel et qui lui communiquait un véritable souffle épique. C'est parce que mai 68 a été un mois romantique, que Maurice Clavel s'est trouvé accordé à une effervescence dont il s'est institué le doctrinaire et qui est sa tenace nostalgie. Aussi a-t-il pu croire en toute bonne foi qu'en s'en prenant au romantisme de la Résistance, le président de la République s'attaquait au meilleur, à la vérité, à l'âme de la Résistance.

Une autre explication pourrait être avancée toute différente de la précédente parce qu'elle exclut le malentendu et suppose une lecture correcte du texte de Georges Pompidou. Ce n'est pas la Résistance en tant que telle qu'attaque la lettre de son propos. Mais un homme de l'établissement — et le chef de l'Etat est à lui seul un raccourci de tout l'établissement — ne saurait proférer, cette authenticité du langage étant la part du seul révolutionnaire, une parole adéquate à l'âme, d'autant plus qu'un président de la République doit avoir vendu son âme au diable en échange du pouvoir, et son propos ne peut être que tortueux et

trompeur. Nous sommes au surplus, nous autres révolutionnaires, assez savants en psychanalyse, pour savoir distinguer dans la parole polluée le contenu réel et le sens apparent qui n'en est que la couverture et le camouflage. Si Georges Pompidou dit en voulant au « romantisme de la Résistance » et au goût des médailles, c'est que n'ayant été ni résistant ni médaillé de la Résistance, il a dissimulé sa frustration et son aversion pour la Résistance par une maladroite habileté qui n'est qu'un aveu mal déguisé. Ce mot de « romantisme » n'était que masque et falsification, et raturer

CE MONDE INACCEPTABLE

Le document récemment publié par l'Eglise réformée de France avance que pour un chrétien qui ne triche pas avec l'espérance évangélique, la société dans laquelle nous vivons ne saurait être qu'inacceptable, et on fait grand bruit de cette Hardienne qui a pourtant quelque chose d'une évidence première. Pour qui attend le royaume de Dieu, aucune société étant temporelle, charnelle, humaine, ne peut être acceptable, et un chrétien doit maintenir l'espérance de l'autre rivage, aussi bien (puisque le document réformé met en cause l'idéologie et la structure de notre société), dans les sociétés à structure capitaliste et à idéologie individualiste que dans les sociétés à structure socialiste et à idéologie collectiviste. Bien plus, il suffit d'être homme, et donc d'avoir une conscience; c'est-à-dire une exigence d'absolu, pour refuser d'accepter les choses comme elles sont et comme elles vont, à l'Orient comme à l'Occident. D'où en effet une attitude de critique et de contestation qui a aussi un retentissement social et politique et doit animer une lutte sans fin contre toutes les formes de l'injustice et de l'oppression — puisque ne saurait y mettre fin qu'un passage trans-historique du temps à l'éternité. En doctrine évangélique, les sociétés humaines, les plus libres et les moins injustes ne seront jamais que des similitudes lointaines, dérisoirement approximatives, du Royaume à venir.

Or le document réformé ne donne pas cette vertu universelle au message évangélique. Il entend que toutes les ressources du christianisme soient mobilisées contre les pouvoirs économiques, sociaux, politiques de notre société « dans un radical refus du statu quo » et si une ligne plus loin, il paraît laisser aux chrétiens qui vivent dans notre société le choix entre un propos réformiste et un propos révolutionnaire, il convient de ne point être dupe de cette fausse alternative puisqu'un refus radical ne peut que pencher du côté de la révolution. On comprendrait que le document réformé établisse les chrétiens en état de contestation à l'égard de tout pouvoir et de tout ordre; mais disqualifier l'ordre occidental et lui seul, ordre, certes, fort ambigu, à la fois capitaliste et démocratique, n'est-ce pas du même coup supposer qu'une autre sorte d'ordre, communautaire, communiste est plus capable que le nôtre de répondre à l'attente chrétienne? Le document s'en prend à l'« éthique dominante » dans notre monde, caractérisée par « la primauté de l'individuel et la suspicion à l'égard du collectif et de l'historique ». Et certes il est un individualisme libéral que la tradition

une falsification ne s'appelle pas censurer — ne censurent que les affreux — on a ôté le masque pour dénuder le visage. Ce qui est œuvre pie. Raisonnablement logique à partir d'un manichéisme qui divise le monde en purs et en impurs, mais proprement terrifiant. Car cet archange de la justice révolutionnaire qui connaît mieux que vous le sens caché de votre parole ou de votre action et use d'une psychanalyse policière, il ressemble comme un frère aux inquisiteurs totalitaires de la plus basse histoire. A ce censeur aussi Maurice Clavel devrait bien dire son bonsoir.

chrétienne a toujours condamnée (plus encore du côté catholique que chez les protestants qui ont, comme l'a souvent remarqué Marx, des parts de fondateurs dans l'essor de l'idéologie capitaliste). Mais s'ensuit-il que la primauté du collectif et le sacrifice de la personne à un mythe historique qui usurpe la place de Dieu soit plus conforme à l'exigence évangélique? Faut-il comprendre que dans une société socialiste, les Eglises et les chrétiens devraient mettre toutes leurs forces au service de pouvoirs qui, se disant révolutionnaires, interdisent toute espèce de contestation? Les bonnes raisons qu'ont les chrétiens avancés de dénoncer le statut encore constantinien d'Eglises trop liées à l'établissement, seraient encore meilleures si on ne les sentait pas prêts à toutes les collaborations avec les Constantins rouges, présents et à venir.

On comprend certes que devant la vague de contestation tous azimuts qui agite une part du catholicisme contemporain, il se trouve des réformés pour vouloir ne pas se laisser déborder sur leur gauche. Il arrive cependant que les protestants qui ont une longue tradition de sérieux et de vertu, choisissent leur gauche avec moins de précipitation que les catholiques plus imaginatifs et davantage portés au romantisme: aussi voit-on l'hebdomadaire « Réforme » trouver des charmes au programme de ce Parti Communiste qui pourrait être un jour qui sait? le rempart de l'ordre contre les subversions gauchistes. Il reste qu'un document comme celui que présente la Fédération protestante revient à une sorte de détournement politique du message évangélique. La grande et nécessaire tradition de la Réforme était cependant de maintenir, contre les paganisations auxquelles a trop souvent succombé le monde catholique, la transcendance du spirituel et sous sa forme la plus abrupte. Maurice Clavel dans un très beau verset du poème en prose qui commentait son film pressait les Eglises de « rompre le train du monde au lieu de le suivre ». La formule est belle et vraie. Et la vocation du christianisme est bien de dire et de crier tout ce qu'il y a d'inacceptable dans le monde et que ce monde en tant que tel est, nature et société, inacceptable. Ce que ne font à aucun degré les cléricatismes qu'ils soient de droite ou de gauche car ils sont obsédés d'influence à exercer et fascinés par les entreprises temporelles. Il est urgent aujourd'hui de réinventer la laïcité pour redonner à la politique sa dignité et sa vérité et sauver le christianisme catholique et réformé de son ennemi éternel, le cléricanisme.

CINÉMA

LA DÉCADE
PRODIGIEUSE

de Claude Chabrol

« La Décade prodigieuse » est un film étrange. Cependant ici, l'étrangeté n'est pas plaquée sur un scénario. Elle fait corps avec le film. La thématique, les clés d'explication, les techniques cinématographiques, concourent avec une certaine cohérence à rendre sensible l'Etrange.

« Si la durée d'un prodige entre dans la mesure du temps, celui-ci dura neuf jours. » Inscrite dans le temps, la progression dramatique est donc très soignée. Néanmoins, malgré ce qui a pu être dit, « la Décade prodigieuse » n'apparaît pas comme un « film policier » : souvent chez Chabrol, l'énigme, le meurtre, ou ici le chantage sont plutôt des prétextes.

L'essentiel, l'objet du film, ce sont les rapports complexes de Charles et de son père adoptif, Théo. Dès le début, le père est présent, sans même apparaître à l'image. Lorsque Charles fait appel à son ami, et ancien professeur, Paul, celui-ci se dérobe d'abord : « C'est à ton père qu'il fallait téléphoner, tu ne parlais que de lui. » Peu après Paul rencontre Hélène, la jeune femme de Théo, et une fois encore, on parlera de Théo. Hélène mi craintive, mi admirative en fera un portrait

extraordinaire. De fait, qu'il apparaisse ou non à l'écran, Théo est toujours présent.

Les clés du film, la grille d'explication, nous sont livrées le neuvième jour, lorsque Paul découvre la similitude des rapports de Dieu aux hommes avec ceux de Théo à son fils. La tragédie s'est déroulée en neuf jours, et au cours de la dixième journée, le rideau des apparences sera déchiré. Le « Dieu Théo » est aussi le Dieu des Dix commandements. Or Charles a péché en convoitant la femme de son père, en faisant d'elle une femme adultère. Nous avons assisté à la lente culpabilisation du fils par rapport au Père. Charles aime son Dieu, son Père, « il a conservé la foi » dit Paul, et ressent sa culpabilité à l'égard du Dieu-Père. Ayant violé les Dix commandements, il a pu en arriver à « tuer l'autre moitié de son univers », Hélène, qui est la responsable de sa faute.

Mais il y a plusieurs systèmes d'explication possibles dans « la Décade prodigieuse » : Charles est un faux coupable et les mécanismes se renversent lors de l'épilogue où Paul comprend que son élève a été trompé, « qu'on lui a suggéré les crimes qu'il a commis ». Charles n'a tué que l'image de son père, la statue de Zeus qu'il a sculptée. C'est ainsi qu'il est sorti

« Un film n'est réellement bon que lorsque la caméra est un œil dans la tête d'un poète... Un film est un ruban de rêves, ce n'est jamais un rapport sur la vie... » (Orson Welles)

du labyrinthe dont personne ne pouvait le sauver. Le vrai coupable c'est l'homme qui se prenait pour Dieu, c'est Théo, car « chez les hommes, il n'y a pas de place pour des dieux tels que lui ».

Claude Chabrol livre donc à la fin de son film une grille d'explication des comportements des personnages, dont chaque spectateur peut admettre ou refuser la vraisemblance ; comme dans la plupart de ses films, il fait apparaître l'outrance, le vertige et le paroxysme du quotidien.

Ses détracteurs tiennent Chabrol pour un cynique, un opportuniste, doué parfois de verve et de brio. Ce cinéaste a en effet parfois choisi des thèmes à succès assuré : « Landru » (1962), ou sacrifié à la mythologie commerciale : « Le tigre aime la chair fraîche » (1964). Mais il convient de se rappeler une déclaration significative de Chabrol : « Je suis pour l'irréalisme, le truquage. Il faut tricher pour atteindre à l'essentiel. » Au-delà du réalisme, il y a dans la plupart des films de Chabrol une part de fantastique. Dans « la Décade prodigieuse » — qui n'a pas rencontré un accueil très favorable de l'ensemble de la critique spécialisée — il ne méprise ni son sujet, ni ses personnages, ni son public ; il cherche à « atteindre à l'essentiel ».

Quant aux mécanismes cinématographiques, il a mis

au service d'acteurs de qualité, une technique recherchée et souvent baroque.

Les mouvements de caméra sont nombreux et variés : Chabrol utilise fréquemment la plongée, ou la contre-plongée. Ainsi la statue de Zeus, que Charles a sculptée, et qui joue un rôle essentiel dans le film est toujours vue en contre-plongée, en quelque sorte, encore grandie. Les plans fixes où les personnages sont rigides contrastent avec les fonds flous et mouvants où les personnages sont étudiés en gros plans. L'usage de la technique des sauts ou ellipses donnent à certaines scènes une densité particulière : ainsi, sans transition, après un dîner familial, Chabrol fait un recadrage sur un personnage, seul dans le jardin très sombre, et c'est *la voix* de Théo qui effectue la transition.

On peut cependant regretter que l'action ne soit pas toujours rapidement conduite. Chabrol semble parfois se prendre au jeu de cette technique baroque qu'il apprécie tant chez Hitchcock, et alors les mouvements de caméra deviennent gratuits et superflus : sols qui défilent, zooms avant et arrière, mouvements circulaires.

Dans l'ensemble, le film confirme pourtant une technique brillante servie par des décors admirablement adaptés à l'histoire et une grande habileté dans l'utilisation des couleurs.

Orson Welles, olympien dans son rôle de père tyrannique, donne vraiment sa dimension au personnage. Celui d'Hélène est plus complexe : elle est à la fois la femme de Théo, qui en fait une femme-enfant — ici Marlène Jobert excelle — et la maîtresse de Charles, — là elle manque parfois de vérité. Mais dans l'ensemble son jeu est toujours sobre, comme celui de Piccoli. En règle générale d'ailleurs, Chabrol s'attache à maintenir un équilibre entre le jeu des acteurs et la mise en scène. Lorsque les mouvements de caméra sont raffinés, voire maniérés, le jeu est sobre et dépouillé. Inversement, la caméra est statique lorsque le jeu est plus appuyé. Seul Anthony Perkins, fils drogué, amnésique, mi artiste, mi fou, « joue » toujours beaucoup, souvent trop.

Enfin Chabrol a soigné les détails de sa thématique. Sous diverses formes, d'un symbolisme parfois confus, le thème central est toujours présent ; le Dieu tout puissant dans la bonté et dans le mal, c'est Théo sauvant Hélène et Charles enfants, Théo mécène, la statue de Zeus. Javet-Jeovah (le vrai père de Charles), le doigt de la vieille dans le cauchemar de Paul comme celui de la colère divine ou jupitérienne. Ainsi, malgré certains morceaux de bravoure superflus, la récurrence des thèmes donne au film densité et cohérence.

Selon que le spectateur acceptera ou non de suivre les méandres dans lesquels Chabrol nous entraîne, « la Décade prodigieuse » apparaîtra comme un film réussi ou sombrera dans le grotesque.

Béatrice MOINE ■

LES TEMPS MODERNES

de Charles Chaplin

Donc, j'allais savourer de nouveau des délices à nul autre pareils et que je croyais bien connaître. Avant de revoir mes bons vieux *Temps Modernes*, mon petit ciné-club intérieur me projetait un merveilleux vieux film, un super chef-d'œuvre bien chaplinesque, le plus américain aussi des films de Chaplin avec ses acrobaties, ses poursuites et ses tartes à la crème, avec sa fantaisie ravissante, son élégance morale, sa tendresse ; et surtout, bien sûr — je ne pouvais pas l'oublier, et tout le monde l'a répété mille fois, un million de fois — une mordante critique de la condition ouvrière aux Etats-Unis (le Machinisme, les Cadences, l'Usine, le Patronat, la Police, le Libéralisme économique, le Dollar, la Grande Ville).

A ma grande surprise, j'ai retrouvé beaucoup plus que mon souvenir. Avais-je donc mal revu, il y a quinze ans, *les Temps Modernes* ? Voici qu'en 1972, pour le même spectateur français, *les Temps Modernes* ne sont plus ni un vieux film, ni un film américain ! Quel

diable est donc ce Chaplin, dont les films *rajeunissent* et — pardon — « *s'europanisent* » ?

Car enfin, il y a quinze ans, c'était encore un film exotique. Pour deux raisons : c'était une satire, si géniale fût-elle, et la satire d'une civilisation toute différente de la nôtre, cette Amérique telle qu'avant même le pauvre émigrant Chaplin, un ouvrier français, Hyacinthe Dubreuil, nous l'avait décrite dans *Standards* : la bousculade, la course à l'argent, le travail aux pièces, le système Taylor, la consommation effrénée de produits de série à bon marché. C'était une autre planète que ce pays dont mon père, ancien ouvrier mécanicien, grand lecteur de Dubreuil, m'affirmait avec une espèce d'admiration, quand j'avais cinq ans (l'année où « Charlot » achevait, justement, *Les Temps Modernes*) que l'on n'y reprisait ni lavait les chaussettes : on les jetait quand elles étaient sales ! (Rien ne pouvait mieux convaincre de la fabuleuse richesse des Etats-Unis le fils d'un couple qui avait usé sa santé dans l'industrie.)

Or, en dix ans — et c'est la révélation foudroyante que m'apporte cette nouvelle vision des *Temps Modernes* — la France jusqu'alors provinciale et agricole, s'est mise à ressembler à l'Amérique des années trente vue par Chaplin. Non pas qu'elle ait souffert d'une crise analogue à celle qui précéda le *New Deal*, au contraire, ou qu'elle connaisse jusqu'à présent un coefficient élevé de chômage. Mais elle s'est évertuée à relever « le défi américain », et à le relever comme on le fait de moins en moins en Amérique, en s'industrialisant à outrance, avec ce que cela entraîne comme productivisme, culte de l'argent, accroissement de l'inégalité, main-d'œuvre « marginale » pour les pires travaux, avilissement des consciences, dégradation des conditions de vie, concentration urbaine, exaspération des comportements. L'explosion de Mai 68, quelles qu'aient été ses causes politiques immédiates, voilà qui nous rapproche de l'Amérique vue par Chaplin : la foule hagarde ballotée, exploitée, soumise au Profit non seulement dans son travail mais jusque dans ses loisirs ; des salariés surmenés, agressés par la massification, conditionnés, malades des nerfs et inquiets du lendemain ; des manifestations de rue ; la répression, qui ne fait pas le détail ; le paternalisme d'un directeur de prison ; le gadget-à-gagner-du-temps, et qui se détraque ; la cabane du bidonville, seul abri du travailleur exilé, etc. Cela, c'était et c'est encore l'Amérique ; cela commence à devenir l'Europe, ou en tout cas la France des grands ensembles industriels et urbains. J'exagère ? Que, demain, le chômage touche un million de Français, et le tableau sera tout à fait le même : déjà, les files s'allongent devant les bureaux d'embauche, et vous et moi connaissons plusieurs hommes en pleine force qui cherchent un emploi.

Alors, *les Temps Modernes*, ce n'est pas une caricature. C'est le film le plus actuel d'Europe : c'est par excellence le film de cette Amérique sans rivages, vouée au culte du taux de croissance, et dont nous (et les pays « socialistes ») faisons partie à retardement (et en toute indépendance...), avant que l'Amérique elle-même ne nous apprenne à grands frais, à force d'avoir détruit son « environnement », quelque art de vivre au XXI^e siècle. Et le fait que Chaplin, qui a racheté les droits et le négatif de son film aux Artistes associés, nous en offre des copies toutes neuves, d'une qualité technique impeccable, contribue sans doute à cette certitude. Quant au décor, à part la casquette des *cops* et les cactus du Nouveau-Mexique aux dernières images, plus rien désormais, ni dans le temps ni dans l'espace, n'« exotise » l'œuvre. Le temps, comme il se doit, rend hommage au génie : courez voir ce film quadragénaire et nouveau, dont l'actualité durera, et peut-être encore éblouira l'an 2000. Plus qu'aucun lauréat du Nobel, Chaplin a bien mérité de l'homo industrialis. Et plus encore de l'homo post-industrialis, qu'il fera rire de l'enfer où auront vécu ses ancêtres.

Jean-Marie DAILLET ■

La société industrielle, même la plus oppressive, ne peut pas asservir l'esprit libre.

notes de Lecture

SOCIALISATION DE LA NATURE

par Philippe SAINT MARC

Voici un livre important et qui fera sans doute date dans l'histoire de l'environnement. Un livre politique autant qu'économique, polémique autant que scientifique.

Il s'agit d'une remise en cause de notre politique de développement, de l'orientation donnée à notre expansion, et d'une certaine conception du progrès et de la civilisation. Le débat économique essentiel ne porte plus sur la technique de la croissance mais sur sa philosophie, ses finalités. C'est en définitive le problème des rapports entre les formes de « l'avoir » (produire plus, gagner davantage) et les formes de « l'être » (mieux vivre dans un meilleur environnement social et physique). La thèse centrale du livre de Philippe Saint-Marc est que notre « société d'abondance » accroît sans cesse notre richesse en biens matériels mais s'appauvrit régulièrement en « biens immatériels », c'est-à-dire en satisfactions collectives à l'égard de notre environnement, tels que la pureté de l'air et de l'eau, l'agrément des paysages dans la plénitude de leur beauté naturelle, les bienfaits biologiques des espaces verts, la sécurité routière, le silence, etc... Et pourtant innombrables sont aujourd'hui les signes de la « soif de nature » qu'éprouvent les hommes et les femmes de ce temps : week-ends, vacances de neige, nautisme, natation, équitation, maisons de campagne, campings, promenades en forêts, croisières en mer, etc...

De toutes les pénuries, la plus redoutable est celle d'une Nature indispensable à notre bien-être, à notre équilibre, et même, plus fondamentalement encore, à notre survie.

L'espace devient en effet de plus en plus rare parce que l'expansion démographique et économique spectaculaire du monde moderne encombre de plus en plus un territoire inextensible et y détruit, en les écrasant, les richesses naturelles.

Dans une nation à forte densité, comme les Pays-Bas,

les 2.800 m² disponibles par habitant actuellement — si l'on partageait également le territoire entre tous — seront réduits à 1.700 m² à la fin du XX^e siècle. A cette époque, même dans un pays moins peuplé comme la France, chacun n'aura plus que 7.000 m² au lieu de 11.000 m² maintenant.

Or l'espace abrite aussi un « peuplement mécanique » : pour la France, on compte 15 millions de véhicules à moteur (autos, camions, cars), 5 millions de motocyclettes et vélomoteurs, 400.000 mouvements annuels d'avions, des millions de machines diverses. Le décollage d'un avion à réaction fait deux fois plus de bruit que la conversation de 50 millions d'individus. Les automobiles et camions qui circulent annuellement en France consomment autant d'oxygène que 70 millions d'habitants.

Et ce peuplement mécanique pollue fortement le milieu naturel et même plus intensément que le peuplement humain : en France, la pollution brute de l'industrie en 1970 équivaut ainsi à celle de 65 millions d'habitants ; ce chiffre s'ajoutant à la pollution habituelle provoquée par la population française (50 millions), on atteint donc une pollution de l'eau correspondant en fait à 115 millions de personnes !

Cette expansion de la production des nuisances par la croissance économique est encore aggravée par un système matérialiste qui ne donne aucune valeur nationale à la Nature lorsqu'elle est préservée : la pureté de l'air ou la beauté des sites ne sont pas prises en compte dans l'économie nationale.

Par contre un espace vert transformé en terrain à bâtir bénéficie d'une plus-value foncière considérable qui en multiplie la valeur commerciale par 10 ou souvent même par 50 ou 100. De même, un fleuve, un lac qui servent d'égout gratuit à des usines ont une valeur économique, égale au coût de l'épuration évitée. Mais leur pureté n'est pas encore considérée, dans

notre comptabilité économique, comme un bien précieux pour la santé et l'agrément.

On sait ce que certains gagnent à dévaster la Nature, il doit être possible de savoir le prix qu'il faudrait faire payer aux pollueurs pour la restaurer...

« L'homme détériore la Nature », écrit Philippe Saint-Marc, parce qu'il y gagne — et souvent beaucoup — et qu'il lui coûte — et souvent fort cher — de la préserver. »

D'où la remise en cause d'un système de développement fondé sur le laissez-faire, le profit, le matérialisme et une urbanisation effrénée.

La Nature, étant devenue un bien rare et de plus en plus précieux, il faut selon Ph. Saint-Marc, la « socialiser » : c'est-à-dire reconnaître qu'elle est le bien commun universel et que seule une planification de l'espace et du développement, fondée sur un humanisme des biens immatériels, peut en garantir le maintien et l'accès à tous. Socialiser la nature, précise l'auteur, ce n'est pas l'étatiser, c'est humaniser sa protection et non la bureaucratiser. Et il prend soin d'ajouter : « la socialisation de la Nature ne conduit pas plus à l'abolition du droit de propriété du sol que du profit industriel ».

D'où la nécessité, dans cette optique, d'une nouvelle politique de l'industrie, du monde rural, de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, des relations internationales.

L'un des points essentiels du livre est justement la contestation des options suivies jusqu'ici en matière d'aménagement du territoire.

Paris, accuse Philippe Saint-Marc, est devenue une « ville prolétaire » par la paupérisation dramatique et croissante de son milieu physique de vie. D'où la perspective « d'un désastre biologique ». « Si cet accroissement démentiel de l'agglomération parisienne n'est pas interrompu, celle-ci sera devenue dans vingt ans un enfer physiologique. De toutes les grandes capitales,

Paris est celle qui possède la plus faible superficie en parcs et jardins proportionnellement au nombre de ses habitants. Or Paris n'est pas un cas exceptionnel ; dans beaucoup d'autres villes françaises et étrangères, la situation est critique. Nous voulons, dit P. Saint-Marc, des villes où « la verdure caresse les épaules des rues » (Eluard). La Côte d'Azur, les stations de montagne sont menacées d'enlaidissement par des constructions inesthétiques et mal accordées au paysage. On parle communément du « mur de béton » des rivages méditerranéens. La volonté de beauté, d'harmonie, d'épanouissement culturel et humain devrait inspirer toute politique d'aménagement du territoire. Saccager les sites naturels et historiques, c'est réduire les chances d'un art de vivre, c'est détruire des lieux de rêverie.

Ainsi, s'impose une nouvelle politique d'aménagement du territoire, dont l'auteur donne les sept clés : dédensifier, ruraliser, démocratiser, préserver, végétaliser, embellir, épanouir ; au lieu de : concentrer, urbaniser, privilégier, rentabiliser, minéraliser, banaliser, enrichir.

Tout le livre, qui abonde en renseignements sur les méfaits des différentes formes de pollution et de nuisances, est nourri d'une solide expérience que Philippe Saint-Marc, ancien élève de l'E.N.A., a acquise comme Président de la Mission d'Aménagement de la Côte d'Aquitaine de 1966 à 1970, puis lors de son passage comme Directeur au Ministère des Affaires Culturelles, cependant que l'animation d'un Comité de défense des sites de la haute vallée de Chevreuse et ses fonctions d'élu rural depuis 18 ans dans une petite commune de 300 habitants lui ont permis de reconnaître les problèmes à la base. Un livre qui aidera à sensibiliser et à mobiliser l'opinion française sur le grave problème de l'environnement. Un livre passionné et partial qui invite à la discussion, à la réflexion et à l'action.

Que la défense de la nature soit aujourd'hui une étape historique du combat pour l'homme, Philippe Saint-Marc a réussi à nous en persuader.

Henri BOURBON ■

Editions Stock.

HISTOIRE DE LA REPUBLIQUE GAULLIENNE par Pierre VIANSSON-PONTE

Dans l'abondante littérature consacrée au Général de Gaulle depuis quelques années, et notamment à la suite de sa retraite politique, *l'Histoire de la République Gaullienne* de Pierre Viansson-Ponté représente un apport original et intéressant (1).

On remarque tout d'abord que le ton adopté par l'auteur tranche avec celui des autres ouvrages consacrés au même homme. Ni pamphlet, ni apologie, le récit ne prétend pas non plus apporter de révélations sensationnelles ou faire état de confidences inédites.

Si l'auteur se garde de toute passion et de toute polémique, il a cependant vécu de trop près ces événements qu'il commentait quotidiennement pour ne pas exercer de critique ou porter de jugement.

Sans froideur excessive et sans parti pris, Pierre Viansson-Ponté mêle intimement son personnage à l'époque considérée. Portrait d'un homme et chronique d'une époque, l'ouvrage décrit le face à face du Général de Gaulle et d'une décennie à bien des égards déconcertante.

Les événements relatés participent encore de l'actualité et relèvent déjà de l'Histoire. Lié à l'Histoire

(1) Editions Fayard - 2 vol.

coloniale mais présent encore dans les consciences, le drame algérien et son dénouement fournissent le cadre du premier tome, judicieusement sous-titré « la fin d'une époque ». Au fil des pages, l'histoire nous mène de ces événements qui font appel au souvenir jusqu'à ceux de mai 1968, signe précurseur de nouveaux rapports humains et, dans le même temps, proche à certains égards des émeutes parisiennes du XIX^e siècle.

L'ouvrage ne se limite pas à un rappel et à un commentaire des événements politiques au sens « étroit » du terme. De très importants chapitres sont consacrés à l'histoire diplomatique d'une part et à l'histoire économique d'autre part. C'est avec intérêt que l'on retrouve le climat et les passions qui ont entouré certaines crises sociales telles que la grève des mineurs ou certaines révoltes agricoles des années 60. Ces pages relatant les événements économiques et sociaux permettent de saisir mieux la formidable transformation que la France a connue durant cette décennie. On y voit se nourrir les contradictions dont certaines sont sans doute à l'origine de 1968 et du malaise actuel. Le formidable développement de la télévision, l'expansion du parc automobile, la poursuite du développement urbain, la politique en matière nucléaire procèdent de domaines divers mais de la conjonction desquels résulte un environnement culturel déroutant, sinon inquiétant.

Le rappel des événements survenus en politique extérieure ne manquera pas non plus d'éveiller la curiosité du lecteur. Les diverses étapes de la politique gaulliste y sont décrites sans que soient omises les longues hésitations qui ont pu précéder chaque décision. C'est sans doute dans ce domaine que l'on mesure l'écart le plus net entre la « République Gaullienne » et la politique qui lui succède. Les propos tenus lors du désengagement de l'organisation Atlantique, la suspicion à l'égard des Etats-Unis, l'amertume à l'encontre des Britanniques et des Allemands jugés trop proches de Washington, laissent songeur au terme d'une année qui fut, entre autres, celle de la rencontre des Açores, de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, de la remise du prix Nobel au chancelier Willy Brandt pour célébrer sa politique de détente avec l'Est.

En revanche, certaines analyses concernant les problèmes monétaires internationaux prennent un relief tout particulier à la lumière de la crise survenue cet été.

En fait, il apparaît que, en France comme ailleurs, l'année 1971 a été celle des révisions déchirantes en matière diplomatique et que le rideau est tombé sur la période au cours de laquelle le Général de Gaulle a exercé son analyse.

Le rappel que nous propose Pierre Viansson-Ponté n'en présente que plus d'intérêt car le commentaire de la récente actualité prend déjà la figure d'évocation historique.

C'est donc un panorama d'ensemble qui nous est présenté. Sa lecture en est facilitée par un style direct, l'utilisation du présent donnant au récit vie et rapidité.

Certains pourront regretter que la sévérité de l'auteur se soit manifestée fortement à l'encontre de la classe politique et parlementaire. La tentation n'est pas toujours écartée de caricaturer un monde parfois artificiel mais sans lequel il n'y aurait plus de relais entre le Peuple et le Pouvoir. Cette sévérité s'exprime notamment dans le premier tome de l'ouvrage consacré aux années 58-62. Il est vrai que, passé ce cap et en particulier à l'approche des élections de 1965, les hommes politiques ont mieux saisi qu'ils ne l'avaient fait jusque-là, le contexte politique nouveau dans lequel ils se trouvaient placés.

La preuve a été faite cependant que les corps intermédiaires conservaient un réel pouvoir. Ils l'ont démontré lors du référendum de 1969.

Si ce livre passionnant est celui d'un journaliste — on le ressent fort bien à travers la critique portée à l'encontre de la désinvolture avec laquelle la presse et les moyens d'information étaient traités — il confère cependant à Pierre Viansson-Ponté une position privilégiée « d'historien immédiat » de la République gaulloise.

Dominique BAUDIS ■

OMBRES ET LUMIERES DE L'OCCIDENT MEDIEVAL *par Jean CHELINI*

Tous ceux qui connaissent bien notre ami Jean Chélini se sont réjouis d'apprendre que l'Académie française lui avait décerné le 22 mai dernier, sur la Fondation Rocheron, un prix pour son ouvrage : *Histoire religieuse de l'Occident médiéval*, paru en 1968 chez A. Colin, dans la collection « U ». Avec une grande continuité, Jean Chélini a poursuivi ses travaux et sa carrière universitaire. Agrégé en 1955, à vingt-quatre ans, il enseigna de 1957 à 1968 à la Faculté des lettres et sciences humaines d'Aix-en-Provence, spécialiste à la fois d'Histoire du Moyen Age et des

problèmes de Sociologie religieuse qui le passionnent. Depuis octobre 1969, il a été chargé d'une maîtrise de conférences à l'Université Paul Valéry de Montpellier.

Dès 1953, il avait consacré son diplôme d'Etudes supérieures à la pratique religieuse dans la paroisse du Bon-Pasteur à Marseille, et il a fait, en 1958, une brillante synthèse de l'état des travaux sur ce genre de questions dans son ouvrage : *La Ville et l'Eglise, bilan des premières enquêtes de Sociologie religieuse urbaine* (Le Cerf, coll. Rencontres). Catholique déclaré et militant fidèle de la démocratie chrétienne, il a

toujours eu à cœur de vivre dans son siècle, et il l'a bien montré par ses articles sur le Concile Vatican II, comme par son livre sur *Jean XXIII, pasteur des hommes de bonne volonté* paru en 1963 (Le Cerf, épuisé).

Mais sa formation d'historien donne à ces œuvres de circonstance toute la largeur de vue désirable. Vatican II prend tout son sens à la lumière de la *Petite histoire des grands Conciles* (Desclée de Brouwer) que Jean Chelini a écrite en collaboration avec le doyen J.R. Palanque. Car l'actualité ne l'a jamais détourné de l'histoire. Elle ne l'a pas non plus détourné du Moyen Âge auquel il consacre, au milieu de ses multiples et fécondes activités, le meilleur de son temps. On comprend dès lors que toutes les conditions étaient réunies pour que *l'Histoire religieuse de l'Occident médiéval* soit un bon livre.

Reporter et témoin de l'Église catholique, Jean Chelini y a manifesté sa profonde connaissance des problèmes religieux, quelle que soit la forme qu'ils revêtent selon les temps. Historien, il a eu à les replacer dans leur contexte souvent instable, troublé de luttes politiques et de schismes. Sociologue, il a montré une rare aptitude à saisir les mentalités collectives.

L'Histoire religieuse de l'Occident médiéval, dont la deuxième édition vient de paraître, est un ouvrage qu'on ne saurait trop recommander à tous ceux qui sont soucieux d'éclairer par les expériences du passé les problèmes du présent car, s'il se présente sous la forme d'un manuel destiné aux étudiants de licence, son caractère didactique ne rend que plus précieuse et plus assimilable la richesse de sa substance (1).

On y trouvera d'abord dans un Avant-Propos sur la façon de concevoir l'histoire de l'Église, des vues larges et pénétrantes. Il s'agit, en effet, de conformer celle-ci à l'orientation contemporaine de l'histoire et de la sociologie religieuses, mais aussi par là même à l'*aggiornamento* que donne l'Église de sa nature et de sa constitution. Au lieu de s'en tenir à l'action des papes, des évêques, du clergé, à l'enseignement dogmatique et juridique, aux institutions, il faut, dit Jean Chelini, « déboucher sur l'histoire du peuple chrétien », en élargissant celle-ci aux dimensions de l'Église, communauté de tous les baptisés et, selon les termes de Vatican II, « sacrement de salut pour sauver tous les hommes cherchant Dieu ». Dans quelle mesure « le peuple de Dieu » a-t-il répondu à l'appel de l'Église ? Dans quelle mesure celle-ci a-t-elle imprégné sa mentalité, pénétré son genre de vie ? Voilà ce qu'il importe de dégager.

Sans doute, ne peut-on le faire sans « réintégrer l'histoire de l'Église dans l'histoire universelle », qui en constitue le cadre mouvant, car c'est dans des conditions fort différentes de temps et de lieu que

(1) Jean Chelini, *Histoire religieuse de l'Occident médiéval*, in-8° de 512 pages, Paris, Librairie Armand Colin, collection U, série « Histoire médiévale », 1968, réédition 1971.

s'opère la christianisation. L'auteur, qui utilise les plus récents travaux, en tient soigneusement compte ; mais sans érudition indigeste, il ne garde que l'indispensable pour atteindre la vie religieuse de la société elle-même. D'où, pour chaque époque du Moyen Âge, une série de chapitres très neufs sur les *Ordines* (2) et la spiritualité des laïcs au temps de Charlemagne, les nouveaux sentiers de la perfection, la mutation du guerrier en chevalier, le salut des pauvres et les chemins du ciel aux XI^e et XII^e siècles, la croisade itinéraire spirituelle, les nouveautés de la pensée et du sentiment religieux au XIV^e siècle.

On doit également relever avec quelle netteté s'accusent les grandes lignes d'une évolution très complexe, voire souvent douloureuse, où continuellement alternent les ombres et les lumières, dans cette longue histoire qui part de l'écroulement de l'Empire romain, de la montée de l'arianisme, des invasions barbares, pour aboutir au schisme d'Occident. Les Conciles de Constance et de Bâle, rendent plus aiguë l'exigence de la réforme et la font échouer, tandis que la *devotio moderna*, plus personnelle et plus intérieure, réagit contre une pratique généralement trop conformiste.

Du VI^e au XV^e siècle, l'Église, sans doute, s'est étendue à tout l'Occident. Mais cette extension géographique coïncida avec une série de crises à la fois internes et externes, décadence spirituelle, hérésies, schismes, luttes du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel qui s'interpénétrèrent dans une société officiellement chrétienne. D'où une autre série de redressements laborieux, réels, mais toujours provisoires, car l'équilibre ne s'atteint que pour être peu à peu compromis.

En France, par exemple ; il ne se réalise qu'avec saint Louis, auquel J. Chelini consacre ses meilleures pages, en montrant comment, dans sa vie personnelle, ce laïc chrétien se sanctifie, et comment, dans le gouvernement de son royaume, il sut garder en matière temporelle son indépendance vis-à-vis du pouvoir spirituel, tout en subordonnant le temporel au spirituel. Mais son petit-fils, Philippe le Bel, prince dévot pourtant, voire de vie très austère, se rendit tristement célèbre par le coup de force d'Anagni, lors de son conflit avec Boniface VIII.

Encore qu'il ait pris soin de restituer à chaque siècle de l'Occident médiéval « sa tonalité religieuse et l'originalité de sa vie spirituelle », l'auteur reconnaît donc en tous une constante, à savoir « une tension intérieure dans l'Église entre la volonté de s'incarner dans le

(2) Les *Ordines* constituent dans la pensée des intellectuels chrétiens du haut moyen âge jusqu'au XIII^e siècle, des catégories socio-religieuses, d'origine providentielle et dans lesquelles se rangent les fidèles, selon leur charge (ministerium ou officium). Vers le XI^e siècle on distinguait, après une évolution assez marquée depuis les temps carolingiens, trois ordines fondamentaux : l'Ordo clericorum (les clercs), l'Ordo militum (les chevaliers), l'Ordo laboratorum (les travailleurs, c'est-à-dire les paysans). Aucune place particulière n'était alors réservée aux marchands ou aux industriels.

monde du moment et le désir de se purifier toujours davantage pour atteindre la sainteté voulue par le Christ. Sans cesse, elle s'arrache à ses faiblesses pour s'élancer vers la pureté, la pauvreté, la liberté. Puis, l'effort retombe, comme un arc trop bandé ». Mais bientôt il reprend sur des bases nouvelles.

Tant il reste vrai que même à cette époque, tenue par d'aucuns pour une « belle époque », l'Église fut, comme en d'autres temps, militante et jamais ne se lassa de

revenir à son esprit. Ceux qu'inquiètent sa situation actuelle, dans l'étude objective et scientifique de son lointain passé, qui eut lui aussi ses heures d'hésitation, ses tâtonnements, avant les réformes nécessaires, trouveront un surcroît de confiance et d'espoir.

R. D. et J. L. ■

Armand Colin.

MILITER par Eugène DESCAMPS

Répondant aux questions d'Alain Duhamel, l'ancien Secrétaire Général de la C.F.D.T. nous donne un panorama très complet de sa vie, de son engagement syndical ainsi que de ses vues politiques, et, plus succinctement, économiques.

Dans la première partie intitulée « Autobiographie », l'on voit le jeune Eugène Descamps, issu d'une famille ouvrière de tradition socialiste du Nord, être attiré par la J.O.C. De cette rencontre à 13-14 ans date le militant chrétien — que l'on retrouve tout au long de l'ouvrage. C'était la J.O.C. de la grande époque de l'Action Catholique, célébrée dans *Pêcheurs d'hommes* de Maxence Van der Meersch.

En 1945, nous dit Descamps, la J.O.C. comptait 150.000 membres — dont 25 à 30.000 pour le Nord-Pas-de-Calais. En 1936-38, les chiffres devaient être les mêmes. Où en est-on aujourd'hui ? Il faudrait certainement diviser ces chiffres par huit ou dix pour cerner la vérité ! Ceci est un autre problème.

C'est par la J.O.C. où il occupe des responsabilités locales, puis nationales que Descamps arrive à la C.F.T.C. Ce cheminement est celui de très nombreux anciens camarades « jocistes » d'Eugène Descamps. Les noms qu'il cite sont très instructifs.

Le lecteur verra avec intérêt ce que l'auteur dit de ses relations avec le M.R.P. Réticent à la Libération, malgré les sympathies de ses amis, il ne s'en sépara pas complètement, car en 1951 il aidera Robert Schuman à se faire élire en Moselle en défendant son fameux Plan contre les communistes, dans les réunions publiques. (Eugène Descamps est alors responsable C.F.T.C. dans ce département). Le divorce viendra avec Mendès-France dont Descamps approuve les thèses. La politique coloniale du M.R.P. joue un grand rôle dans cette évolution.

Un épisode curieux... En 1958, Jacques Foccart est l'émissaire du Général de Gaulle auprès de la C.F.T.C. ...

En qualité de Secrétaire Général de la C.F.T.C., Eugène Descamps joue un rôle capital au moment de la scission C.F.T.C.-C.F.D.T. L'idée d'un changement d'étiquette pour élargir l'assise de la Confédération a été développée par le bulletin « Reconstruction » sous l'inspiration de Paul Vignaux. Il semble qu'elle n'aurait pas été acceptée sans l'attitude d'Eugène Descamps

qui a réussi à structurer la « minorité » de l'époque et surtout à convaincre la majorité (Bouladoux, Levard, Théo Braun) de l'utilité de l'opération.

S'agit-il d'un succès ? Eugène Descamps cherche à éviter le maintien d'un C.F.T.C. avec Sauty et Tessier. Il échoue. Et il n'aboutit pas non plus à préparer la création d'une grande centrale non communiste comprenant F.O. et la C.F.D.T. (page 241). F.O. s'entend mieux avec la C.G.C. et la C.F.T.C. qu'avec la C.F.D.T. Qu'est-ce qui peut expliquer cette situation ? Un certain « gauchisme » C.F.D.T. ? Son doctrinarisme ? Le laïcisme et l'anticommunisme excessif à F.O. ? Le fait est que le panorama syndical français se diversifie et que le nombre de syndiqués stagne. Eugène Descamps l'avoue pour la C.F.D.T., et fort courageusement ; la C.G.T. l'a aussi remarqué pour ses effectifs.

Abandonnant ses responsabilités syndicales, Eugène Descamps rejoint le Parti Socialiste. Il milite pour un Parti Socialiste puissant, partenaire traitant à égalité avec le P.C.F., afin de gouverner avec ce dernier, sans risquer de se faire coloniser par lui. Est-ce possible ? En général tout Front Populaire consolide le partenaire communiste et affaiblit le partenaire socialiste (et ceci est vrai même au Chili, malgré les apparences actuelles, si l'on examine l'histoire des deux partis de 1930 à nos jours). Par contre, les seuls partis socialistes forts sont ceux qui combattent ou contestent le P.C. Peut-être en sera-t-il autrement en France ? C'est ce que pense l'auteur.

Une question que l'on peut se poser à ce sujet est celle de l'influence électorale de la C.F.D.T. compte tenu de son évolution. Pour l'instant, aucun bastion C.F.D.T. ne donne des majorités à la gauche, ils coïncident plutôt avec les bastions gaullistes et centristes.

La lecture de cet ouvrage nous permet de mieux connaître la personnalité d'Eugène Descamps, chrétien authentique, militant généreux et réaliste, homme intelligent et cultivé. Mais au-delà des personnes, la question que doit se poser l'observateur est celle de la réussite ou de l'échec de l'œuvre entreprise. Et c'est à ce niveau que ce beau livre ne peut déboucher à notre avis que sur une interrogation.

Pierre LETAMENDIA ■

Fayard - 269 pages.

L'auteur, spécialiste de physique théorique au Centre de recherches atomiques de Saclay, étudie depuis de longues années le problème de l'utilisation optimale de l'ordinateur. Il livre ici le fruit de ses réflexions dans un ouvrage clair, attachant et surtout accessible au grand public.

En une dizaine d'années, l'ordinateur est devenu, en effet, un phénomène dont l'influence s'étend à tous les secteurs de l'activité humaine : les sciences et la technique, l'éducation, l'entreprise, l'Etat, et ce n'est qu'un début. Demain, le « terminal » d'un ordinateur entrera comme le téléphone dans chaque foyer. Après avoir rapidement rappelé les caractéristiques d'un ordinateur et de ses organes périphériques, l'auteur passe en revue ses méthodes d'exploitation, ses supports (cartes perforées, bandes et disques magnétiques) et les langages (cobol, fortran, algol, etc.), qui permettent sa programmation. Il montre ensuite les immenses perspectives ouvertes par l'informatique dans la création d'emplois

nouveaux, la gestion des entreprises, l'organisation nationale, les systèmes monétaires, le « recyclage » des cadres et du personnel et le développement des jeunes nations.

Ainsi l'ordinateur est appelé à renouveler les conditions dans lesquelles s'exercent l'éducation — qu'il permettra d'individualiser — la vie de l'entreprise, de la cité et sans doute, à terme, l'économie mondiale. Il n'est pas loin de constituer, aux yeux de l'auteur, une étape décisive dans l'histoire de l'espèce humaine et l'instrument de l'avènement d'une « Humanité organique ».

Tant de lyrisme peut surprendre et même inquiéter. On aurait tort, en tout cas, avant d'être tenté d'en sourire, de ne pas le prendre, au moins un moment, au sérieux.

M. B. ■

Hachette.

VINGT-CINQ ANS D'HISTOIRE UNIVERSELLE

On ne rend pas compte d'un dictionnaire : on l'utilise. L'encyclopédie que Michel Mourre (1) a consacrée aux années 1945-1970 est un instrument qui rendra d'appréciables services, d'autant que l'ingéniosité de l'auteur a réussi à le maintenir dans les limites fort maniables de 850 pages.

Cette encyclopédie se présente à la fois comme une chronologie et comme l'essai d'une histoire de notre temps. Chronologie, elle rappelle les événements classés par années et par mois selon des critères géographiques (par ensembles continentaux ou régionaux, puis par nations). Quant à l'essai d'histoire, il est constitué par

de brefs résumés prenant place après les principaux événements dont ils expliquent la signification et la portée. Incorporées dans la chronologie, ces synthèses s'en distinguent par une typographie spéciale. Un index permet enfin de retrouver les noms propres ainsi que les thèmes figurant dans l'ouvrage.

Signalons à l'auteur une coquille : le nombre des députés à l'Assemblée Nationale est de 487 et non de 485 comme il est indiqué par erreur page 748.

P. A.

(1) Editions Universitaires.

BALZAC, BARBEY D'AUREVILLY, BAUDELAIRE : SUR LE DANDYSME

Précédés d'une intelligente et subtile présentation de Robert Kempf, trois essais sur le dandysme viennent d'être réédités (1) ; leurs titres : *Traité de la vie élégante*, *Du Dandysme* et de Georges Brummel, *Le Peintre de la Vie moderne* ; leurs auteurs : Balzac, Barbey d'Aureville, Baudelaire. En même temps paraît une étude solide et approfondie du professeur Carassus, consacrée au « Mythe du dandy ».

En notre temps de conformisme, de massification, de vulgarité, d'uniformité, une réhabilitation du dandysme a quelque chose de salutaire. La futilité raffinée, la nonchalance recherchée, l'aristocratie provocant, l'esthétisme prétentieux constituent des aspects irritants et déplaisants du dandysme, car il y entre du dédain et même du mépris. Les « dandys » du XVII^e ont agacé Molière et ceux du XIX^e Stendhal. Mais le dandysme

c'est aussi un non conformisme insolent, un goût d'aller à contre-courant, un humour extravagant, une désinvolture élégante et il y a dans ce comportement une courageuse affirmation de liberté et d'indépendance qui ne manque pas d'allure.

Dans cet éclairage le dandysme est à l'opposé du snobisme.

Le dandysme n'est pas que vestimentaire. Le dandysme littéraire a eu ses heures de prestige. Albert Camus a écrit : « Le dandysme quel qu'il soit est toujours un dandysme par rapport à Dieu ». Le dandysme est d'une certaine manière une attitude devant la vie.

H. B. ■

(1) Bibliothèque 10-18.

LA RUSSIE CONTESTATAIRE

Ce livre constitue un ensemble de documents sur l'Union Soviétique d'aujourd'hui, documents émouvants et exceptionnels. Il est composé en effet de manuscrits clandestins qui traitent de questions concernant les libertés individuelles et du respect de la loi. Ils ont été rassemblés par Pavel Litvinov, petit-fils de Maxime Litvinov qui fut commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères de 1931 à 1939. Pavel Litvinov a été condamné le 11 octobre 1968 à cinq ans d'exil en Sibérie pour avoir manifesté sur la place Rouge contre l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie.

« La Russie contestataire » nous fait connaître le combat méritoire d'une certaine intelligentsia russe pour les libertés individuelles et nous montre le drame

des intellectuels aux prises avec la répression gouvernementale soviétique et l'incompréhension du peuple. Un sévère bilan critique de la société soviétique par des Soviétiques qui savent de quoi ils parlent et qui courent de grands risques pour mettre ainsi en cause, au nom des libertés humaines et de la démocratie, le pouvoir communiste issu de la Révolution d'Octobre.

Tous ceux qui s'interrogent sur les intérêts respectifs du communisme russe et du « modèle » occidental devraient lire cet ouvrage... et aussi ceux qui ne s'interrogent pas, ils apprendront à se poser des questions...

H. B. ■

Fayard.

REINVENTER L'EGLISE ?

Présenter le numéro qu'*Esprit* vient de consacrer à l'Eglise est difficile, quand on en a suivi la genèse de pas loin. Du moins, peut-on faire part de l'intention qui présida à sa publication.

Qu'a-t-on cherché à *Esprit*, à travers ces 300 pages qui, évidemment, s'inscrivent dans la lignée de ces jalons précédents que furent « Monde chrétien et monde moderne » (en 1947), « Vœux pour le Concile » (en 1961), « Parole de Dieu et Nouveau Monde » (en 1967) ? On n'a en vérité, cherché qu'une chose : y voir clair. L'Eglise est à la « une » très souvent et par voie de conséquence personne ne sait plus ce qui se passe exactement. L'Eglise finit-elle ou demeure-t-elle ? Aucun croyant ne peut éluder ces questions. Aucun non-croyant, également, car le fait « catholique » est trop consubstantiel à notre civilisation pour que l'observation de ses aventures et de son devenir ne soit pas nécessaire, soit à l'intellectuel, soit à l'homme d'action. De ce point de vue, on peut même se demander si les secousses qui agitent l'Eglise catholique ne sont pas un excellent « révélateur » de la fameuse « crise de civilisation » — si l'on ose encore écrire ces mots qui virent à la tarte à la crème...

Dès lors, pour y voir clair, il importait, d'abord, de situer l'actuel dans le devenir. Cela s'imposait d'autant plus que l'Eglise a soigneusement entretenu l'ignorance sur sa propre histoire sauf, sur le mode des images d'Epinal, en noir ou rose. Cela était, aussi, indispensable, car il est certain que les questions actuelles ont déjà fait problème soit au XVIII^e siècle, soit plus près de nous à la charnière du XIX^e et du XX^e siècle, ainsi que l'analyse Etienne Borne.

Il fallait, en outre, analyser le présent. Connaître le passé est jeu d'enfant à côté de l'effort nécessaire à qui veut discerner l'événement. Au surplus, à la limite l'effort est voué à l'échec. Malgré tout, une série d'articles présente des expériences vécues — « Taizé, Petites communautés », etc. — ou des regards sur la condition du prêtre, de la religieuse, l'influence des mass-media, etc. En réalité, il était impossible de présenter toutes les facettes du présent, on n'a retenu que des phénomènes qui ont semblé constituer des « faits porteurs d'avenir », pour user du langage des prospectivistes. Assurément, ce choix n'a pu aller sans risque d'erreur. Le futur jugera.

Enfin, l'important pour y voir clair était d'oser être ouvert. La tradition d'*Esprit* et le fait que si un journal doit rassurer, une revue peut inquiéter, ont permis de tenter d'éviter les « il n'y a qu'à ». Tant les deux importantes « tables rondes » qui inaugurent le numéro, que les articles de Philippe Roqueplo et Jean-Marie Domenach — sur Foi et Politique — mettent en lumière la fantastique ampleur, la vertigineuse radicalité de ce qui est en question.

En réalité, et s'il fallait condenser en deux questions les thématiques diverses de collaborateurs nombreux, on serait tenté d'écrire : une Eglise visible, une Eglise à « inscription historique » est-elle encore utile ? La foi — toute foi, qu'elle soit spirituelle ou politique — est-elle encore possible, à l'heure de l'*homo lucidus* ?

Cette Création est grande que nous accule à de telles interrogations.

R. P. ■

« *Esprit* » - Novembre 1971.

Ces notes brèves ont été rédigées par Pierre Avril, Maurice Blin, René Pucheu, Henri Bourbon.

A NOS AMIS

Nos amis lecteurs ont parfaitement compris le sens de notre appel et les raisons de notre inquiétude. Il est réconfortant pour nous de constater qu'ils se sentent concernés par le sort de « France-Forum ». L'appui qu'ils veulent bien nous apporter nous permet d'espérer que « France-Forum » pourra faire face aux difficultés qui assaillent les entreprises de presse, particulièrement celles qui veulent vivre l'aventure de la liberté.

MORT DE L'AMOUR

par Etienne BORNE

UN signe des temps : le texte publié dans « **le Nouvel Observateur** » du 20 décembre dernier sous la signature du docteur Bensaïd. Il s'agit à la fois des maladies du couple et, à la limite, du couple comme maladie. Ce qui est en cause, comme l'indique un chapeau du journal, qui force quelque peu le sens d'un texte en grande partie interrogatif, c'est, lisons bien, « **la sacro-sainte trinité père-mère-enfant** » qui ne peut pas être vulnérable à l'assaut « **d'un irrépressible mouvement critique** ». Nourri aux soupçonneuses disciplines freudiennes qu'il manie avec maîtrise, le docteur Bensaïd fait un vigoureux tableau de tout ce qu'il y a de servitudes accablantes et d'obligations culpabilisantes dans la vie du couple, dès lors que celui-ci n'est plus rencontre fugitive et prétend s'établir dans une durée nécessaire au moins à l'éducation des enfants. Autrefois, le couple s'inscrivait dans le contexte aliénant d'une grande famille, sur laquelle le couple moderne a conquis une autonomie qu'on pouvait croire libératrice. Or voici — et c'est par des expériences de cet ordre et qui n'appartiennent pas qu'à la vie privée, que se justifie le pessimisme contemporain — que cette libération se résout en un surcroît d'aliénation. Aujourd'hui, on demande au couple non pas trop, ce qui serait déraisonnable, mais tout, ce qui est aberrant : la satisfaction des sens et l'exaltation de l'esprit, la densité des instants et la sécurité de l'avenir, la présence de l'enfant et l'intégrité de l'intimité amoureuse, le face à face du regard et la solidarité des tâches, on n'en finirait pas de dérouter la litanie des antinomies d'autant plus insolubles que le couple moderne est un couple éclairé, informé de ses propres problèmes qu'il rencontre objectivés dans le roman, le film, le magazine et sa lucidité sur lui-même ne peut que créer un climat permanent d'anxiété. Il faudrait donc conclure que l'échec des couples qui est d'expérience quotidienne s'explique plus profondément par la faillite même du couple comme structure impossible.

LE docteur Bensaïd ne propose pas des formules aussi péremptoires. Il n'accepte pas sans les nuancer les thèses de son confrère le Dr Lemaire qui dans sa « **thérapie du couple** » et une fois admis que le couple en tant que tel est névrotique ne voit d'autre solution que dans l'intervention d'une thérapie qui assurerait la survie du couple en rééquilibrant des névroses qui peuvent, par chance, être complémentaires. Le docteur Bensaïd, lui, laisse au couple un peu plus d'espoir. Que les hommes et les femmes d'aujourd'hui attendent tellement du couple, et à un moment où la science découvre « **la mutilation qu'il implique et la culpabilité qui l'imprègne** », c'est donc qu'il répond à des besoins qui, en dehors de lui ne sauraient être satisfaits comme celui de se défendre contre la solitude et de prolonger sa propre existence par d'autres existences. Tout douloureux et boiteux qu'il soit, le couple a la vie dure. Il reste, et c'est la thèse centrale de l'auteur que, même fondé en nature, le couple est pathogène — qu'en particulier il ne saurait y avoir d'éducation réussie (Freud le disait déjà à une mère avide de conseils : « **quel que vous fassiez, ce sera mal** »), que l'action des parents, qu'elle soit autoritaire ou libérale, développe des complexes longs ou difficiles à liquider et dont les séquelles apporteront une inévitable perturbation dans la vie des couples à venir, les enfants devenus adultes gardant au-dedans la blessure encore infectée de leur enfance. S'il est un mal, le couple serait donc un mal nécessaire.

T ELLES sont, rassemblées d'une manière quasi exhaustive et avec une rare vigueur les raisons de ne pas croire au couple. Et cependant les couples croient, fût-ce désespérément, au couple. L'admirable est que cette croyance si fragile si aisément désintégrable tient bon et a quelque chose d'invulnérable. La raison — et Maurice Clavel ferait bien d'en instruire ses camarades de l'équipe du « **Nouvel Observateur** » — que depuis toujours, et plus particulièrement en ce temps, les hommes et les femmes ont l'invincible sentiment qu'il y a dans l'amour quelque chose d'absolu et de sacré. Et si les déceptions de l'amour sont les plus déchirantes qui soient, c'est bien la preuve que le cœur humain requiert de l'amour ce que ne peuvent donner des réalités qui ne sont que mondaines. Or tout le texte du Dr Bensaïd implique que cette sacralisation de l'amour n'est que superstition, solidaire de théologies et de mythologies périmées. Tout se passe comme si la science désacralisant tout ce qu'elle touche afin de l'expliquer positivement, cette religion de l'amour pourtant si naturelle au cœur humain, n'était plus qu'illusoire et nostalgique poésie. Présupposé intolérable : la foi en l'absolu de l'amour, l'adhésion au mystère de la famille n'impliquent nullement un aveuglement sur la douteuse réalité des choses et notamment sur la précarité d'un sentiment — dont on sait bien qu'il est toujours menacé — et la relativité éprouvante des mœurs et des institutions. Les lumières psychanalytiques et cliniques ne sont pas inutiles, mais elles ne font que confirmer, avec à peine une pointe de désolation supplémentaire, un plus ancien classique et salubre savoir : le couple, le mariage, la famille doivent faire face à des exigences contraires, et aisément divergentes. Déjà dans la simple rencontre amoureuse, que « **le contact de deux épidermes** » et « **l'échange de deux fantaisies** » puissent se conjuguer dans la joie c'est miracle ou grâce improbables, et cependant à portée de la main si l'esprit anime la chair, si la chair vivifie l'esprit. A plus forte raison toutes les valeurs multiples — qui se blessent et se gênent mutuellement, qui sont impossibles à subordonner les unes aux autres, qui donnent à l'amour et au mariage une surabondance de significations, fardeau sous lequel le couple ploie et qui le vouerait à la rupture, si l'amour n'était gouverné que par la fatalité des lois biologiques et sociologiques. Avoir foi dans l'amour — et il n'y a de salut du couple que par la foi — c'est croire que toutes ces significations sont assumées dans un sens total, secret, mystérieux qui assure, non pas vue, non pas vécue, à peine pressentie, leur convergence profonde.

A INSI un hebdomadaire de gauche, accueillant à toutes les formes de la contestation, considère qu'un soupçon radical sur le couple, d'où suit la disqualification de l'amour, est une opinion avancée et donc recommandable et recommandée. Entreprise en réalité destructrice : répudiation de l'absolu de la promesse et d'une fidélité culpabilisante ; prospective d'un avenir où les enfants pris en charge par la société se trouveraient à l'abri des frustrations et des complexes développés par la famille ; si bien que le couple délivré ainsi de la nécessité de durer — qui est son mal et sa maladie — pourrait se nouer et se dénouer au gré d'une sexualité que ne réprimeraient plus les interdits sociaux. Voici après la mort de Dieu et la mort de l'homme la mort de l'amour. N'ayons pas peur des mots. Tel est l'état désespérant et désespéré dans lequel se trouve une certaine intellectualité gauchisante. Les vrais, les grands, les authentiques hommes de gauche, fussent-ils religieux ou irreligieux — et qui s'appelaient Hugo, Michelet, Breton, croyaient à l'amour, avaient la religion de l'amour. Et si on veut à toutes forces que l'amour soit réactionnaire, on prépare de longs et beaux jours à la réaction...